



SEVENTH NATIONAL ASSEMBLY

PARLIAMENTARY

DEBATES

(HANSARD)

(UNREVISED)

FIRST SESSION

FRIDAY 18 JUNE 2021

CONTENTS

PAPERS LAID

MOTION

BILL (*Public*)

ANNOUNCEMENT

ADJOURNMENT

THE CABINET

(Formed by Hon. Pravind Kumar Jugnauth)

Hon. Pravind Kumar Jugnauth	Prime Minister, Minister of Defence, Home Affairs and External Communications, Minister for Rodrigues, Outer Islands and Territorial Integrity
Hon. Louis Steven Obeegadoo	Deputy Prime Minister, Minister of Housing and Land Use Planning, Minister of Tourism
Hon. Mrs Leela Devi Dookun-Luchoomun, GCSK	Vice-Prime Minister, Minister of Education, Tertiary Education, Science and Technology
Dr. the Hon. Mohammad Anwar Husnoo	Vice-Prime Minister, Minister of Local Government and Disaster Risk Management
Hon. Alan Ganoo	Minister of Land Transport and Light Rail Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade
Dr. the Hon. Renganaden Padayachy	Minister of Finance, Economic Planning and Development
Hon. Mrs Fazila Jeewa-Daureeawoo, GCSK	Minister of Social Integration, Social Security and National Solidarity
Hon. Soomilduth Bholah	Minister of Industrial Development, SMEs and Cooperatives
Hon. Kavydass Ramano	Minister of Environment, Solid Waste Management and Climate Change
Hon. Mahen Kumar Seeruttun	Minister of Financial Services and Good Governance
Hon. Georges Pierre Lesjongard	Minister of Energy and Public Utilities
Hon. Maneesh Gobin	Attorney General, Minister of Agro-Industry and Food Security

Hon. Jean Christophe Stephan Toussaint	Minister of Youth Empowerment, Sports and Recreation
Hon. Mahendranuth Sharma Hurreeram	Minister of National Infrastructure and Community Development
Hon. Darsanand Balgobin	Minister of Information Technology, Communication and Innovation
Hon. Soodesh Satkam Callichurn	Minister of Labour, Human Resource Development and Training Minister of Commerce and Consumer Protection
Dr. the Hon. Kailesh Kumar Singh Jagutpal	Minister of Health and Wellness
Hon. Sudheer Maudhoo	Minister of Blue Economy, Marine Resources, Fisheries and Shipping
Hon. Mrs Kalpana Devi Koonjoo-Shah	Minister of Gender Equality and Family Welfare
Hon. Avinash Teeluck	Minister of Arts and Cultural Heritage
Hon. Teeruthraj Hurdoyal	Minister of Public Service, Administrative and Institutional Reforms

PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS

Mr Speaker	Hon. Sooroojdev Phokeer, GCSK, GOSK
Deputy Speaker	Hon. Mohammad Zahid Nazurally
Deputy Chairperson of Committees	Hon. Sanjit Kumar Nuckcheddy
Clerk of the National Assembly	Lotun, Mrs Bibi Safeena
Adviser	Dowlutta, Mr Ram Ranjit
Deputy Clerk	Ramchurn, Ms Urmeelah Devi
Clerk Assistant	Gopall, Mr Navin
Clerk Assistant	Seetul, Ms Darshinee
Hansard Editor	Jankee, Mrs Chitra
Parliamentary Librarian and Information Officer	Jeewoonarain, Ms Prittydevi
Serjeant-at-Arms	Bundhoo, Mr Anirood

MAURITIUS

Seventh National Assembly

FIRST SESSION

Debate No. 16 of 2021

Sitting of Friday 18 June 2021

The Assembly met in the Assembly House, Port Louis, at 3.00 p.m.

The National Anthem was played

(Mr Speaker in the Chair)

PAPERS LAID

The Deputy Prime Minister: Mr Speaker, Sir, the Papers have been laid on the Table.

A. Ministry of Finance, Economic Planning and Development

The Annual Report 2017/2018 of the Gambling Regulatory Authority.

B. Ministry of Information Technology, Communication and Innovation

The Annual Report 2018/2019 of the Mauritius Research Council.

C. Ministry of Arts and Cultural Heritage

The Annual Report and Financial Statements of the Marathi Speaking Union for the period 01 January 2016 to 30 June 2017.

MOTION**SUSPENSION OF S.O. 10(2)**

The Prime Minister: Mr Speaker, Sir, I beg to move that all the business on today's Order Paper be exempted from the provisions of paragraph (2) of Standing Order 10.

Mr Seeruttun seconded.

Question put and agreed to

(3:02 p.m.)

PUBLIC BILL

Second Reading

THE APPROPRIATION (2021-2022) BILL 2021

(NO. X OF 2021)

Order read for resuming adjourned debate on the Appropriation (2021- 2022) Bill (No. X of 2021).

Question again proposed.

Mr Speaker: Hon. Mrs Diolle!

Mrs T. Diolle (Fourth Member for Belle Rose & Quatre Bornes): M. le président, merci de me permettre de prendre part aux débats sur le budget 2021-2021. Une année financière s'est écoulée depuis la lecture du discours programme.

Le budget 2021-2022 est le fruit de plusieurs semaines de consultation, de synthèse, mais aussi de réflexion. Les PPS de la majorité ont eu l'opportunité d'apporter leur contribution lors de l'exercice de consultation avec le ministre des Finances.

Je tiens à féliciter l'honorable Dr. Renganaden Padayachy pour cette ouverture d'esprit et de s'être assuré qu'on soit tous *onboard*. Cette reconnaissance du travail fourni par les PPS pendant l'année écoulée sous forme de soutien financier pour qu'on puisse remplir nos engagements et continuer la transformation de nos circonscriptions sont un grand encouragement pour nous les jeunes de la majorité.

Cette confiance du Premier ministre et de son ministre des Finances, nous pousse à nous dépasser encore plus pour cette deuxième année que nous entamerons dans les jours à venir.

Au niveau de la majorité gouvernementale, ce budget a été bien accueilli parce qu'il démontre d'une certaine façon le fruit d'un travail collectif. Les mesures annoncées sont les résultats d'un an de travail, tout ce qui a été annoncé est justement ce qui peut être fait pendant notre deuxième année de mandat.

M. le président, permettez-moi de dire quelques mots sur la transformation de la Circonscription No. 18 Belle Rose - Quatre Bornes. Ce dimanche, la ligne du métro entre Quatre Bornes et Rose Hill sera officiellement inaugurée par le Premier ministre. Le Premier ministre lui-même, s'est impliqué directement dans la concrétisation du projet du métro, surtout dans l'implémentation.

Cette inauguration en quelque sorte symbolise la transformation de la ville, Belle Rose-Quatre Bornes. En décembre de cette année, il est prévu que la ligne Quatre Bornes–Phoenix soit complétée et ce budget annonce une extension de la ligne de métro à Réduit via Ebène. Une meilleure connectivité de la ville permettra non seulement une meilleure qualité de vie en termes de décongestion et aussi accès aux autres villes mais aussi à une activité économique et sociale intensifiée parce que non seulement le temps sera mieux utilisé mais cette connectivité a souvent un effet multiplicateur avec un plus grand intérêt d'investissement dans la ville et ainsi accélère la création d'emplois.

Cette connectivité aussi permet à un meilleur mouvement de personnes, ce qui favorise l'échange et l'innovation entre les jeunes. Sur le trajet de la ligne du métro, les habitants de la ville de Belle Rose-Quatre Bornes auront accès aux institutions tertiaires à Réduit, à la Cyber Cité qui est le poumon de l'activité économique de la circonscription No. 18, mais aussi aux infrastructures sportifs de Côte d'Or.

Autre mesure importante de cette transformation, M. le président, est l'annonce de l'embellissement de la ville afin de promouvoir un mieux-être des habitants avec des provisions pour améliorer les routes, les trottoirs notamment à La Louise et les infrastructures sportifs de la circonscription. En ce moment même la *NDU* travail sur le stade Guy Rosemont aussi connu sous le stade Candos et à l'amélioration du terrain de football de la Source afin d'élargir les opportunités sportifs pour les jeunes de la région. La région de Candos et de La Louise est un centre transitoire où une concentration de jeunes transitent. Les habitants de la ville sont souvent affligés par le phénomène d'addiction qui semble accabler les jeunes de cette région. Et privilégié ce lieu, cette région pour un complexe sportif comme annoncé dans le budget, un centre multisports où les sports de combat pourront être pratiqués en quelque

sorte change l'activité principale de la région. En changeant l'activité de cette région, en le faisant devenir une région sportive, il est planifié de créer une atmosphère saine mais aussi qui encourage les jeunes à se dépasser physiquement afin de lutter contre la solitude qui pousse souvent vers l'addiction des substances qui leur sont nocifs tel que la drogue.

Autre projet important, M. le président, est le budget alloué au drain de la circonscription. Les régions de Lal Bahadur Shastri, La Louise, ainsi qu'Avenue Berthaud ont souvent souffert d'inondations pendant les années précédentes. Pour pallier à ces inondations pendant l'année écoulée, les drains ont été élargis et nettoyés. La *SMF* avec l'aide de la municipalité de Beau-Bassin-Rose-Hill nous a aidé à réinstaurer le drain naturel qui se trouve sur la montagne de Corps de Garde.

Néanmoins, les mesures annoncées sont un soulagement pour les habitants qui pourront vivre dorénavant sans l'angoisse et le stress d'une possible inondation. Les habitants de la Source et d'Ollier seront soulagés d'apprendre qu'un budget a été alloué au *Waste Water* pour les connectivités dans leurs régions. Une promesse que mon collègue l'honorable Kavydass Ramano et moi-même avons fait aux habitants face à une situation sanitaire des plus alarmantes.

Nous sommes reconnaissants à l'honorable ministre Lesjongard qui a compris l'urgence de la situation et a permis à ce projet de passer en priorité.

M. le président, l'autre mesure que j'estime être primordiale dans le développement communautaire est l'augmentation de l'aide pour le *Backyard Gardening* de R 25,000 à R 100,000. L'année dernière nous avons débuté à Belle Rose–Quatre Bornes un jardin communautaire au centre Pavillon. Ce jardin a été totalement mis sur pied par les habitants, un groupe de volontaires qui a suivi justement le cours de *Backyard Gardening*. Ils sont tous habitants de la circonscription.

C'est avec un immense plaisir que je les rends hommage puisque ce jardin a été desservi un prix lors d'une compétition organisée par l'IFM. Je les félicite pour leur dévouement et leur passion. Je crois personnellement en l'avenir du *Backyard Gardening* et du jardinage communautaire. Je tiens à féliciter notre collègue l'honorable ministre Maneesh Gobin pour ces belles initiatives qu'il prend au niveau de son ministère et qui sont des outils extraordinaires pour les ménages mais aussi pour promouvoir le goût au travail productif tout en assurant la sécurité alimentaire.

Le concept du APZ qu'il met en avant est fort prometteur. Pendant l'année que nous nous apprêtons à entamer M. le président, je vais m'assurer avec mes collègues du gouvernement que ces projets annoncés dans le budget soient amenés à bien afin d'augmenter la connectivité et l'attrayance de la ville Belle Rose-Quatre Bornes afin de promouvoir l'emploi parmi les jeunes de la région, promouvoir le bien-être et le travail productif, donner les outils d'encadrement pour aider les jeunes à s'évader et ne pas tomber dans des addictions dangereuses.

M. le président, ce budget a été très bien accueilli par les membres de la majorité et nous sommes unanimes à féliciter l'honorable Dr. Padayachy pour la manière dont il a composé avec les demandes pour l'implémentation du programme gouvernemental, mais aussi avec des paramètres socio-économiques changeantes et incertaines qui sont des conséquences directes de la pandémie Covid-19 qui a frappé le monde. Cependant, nous ne pouvons pas ignorer les réactions que ce même budget, si bien accueilli par les membres de la majorité suscite parmi certains observateurs, acteurs économiques mais aussi de presque tous les parlementaires de l'opposition qui ont pris la parole jusqu'à l'heure. C'est avec beaucoup d'attention que j'ai observé et écouté les réactions sur le budget que nous propose l'honorable Dr. Padayachy.

Les débats autour de ce budget devraient et auraient dû permettre d'adresser ces inquiétudes qui hantent plusieurs acteurs économiques mais aussi beaucoup de jeunes et de femmes de notre république. Les femmes parce qu'elles doivent gérer cette crise et une certaine angoisse au niveau de la famille et les jeunes parce qu'ils sont ceux qui doivent envisager l'avenir. Ces deux groupes de notre population veulent des repères pour savoir quelle direction prendre. Ce que la population et les observateurs demandent au gouvernement semblent être simple. Ils veulent savoir quelle sera l'avenir de notre pays. Ils veulent entendre des membres du gouvernement, ils veulent nous entendre dire –

« On a un plan ne vous inquiétez pas, faites-nous confiance ».

Une inquiétude, M. le président, que nous pouvons comprendre et cela malgré les efforts que nous faisons pour rassurer la population avec des mesures qui autant que possible tentent d'agir comme protection et bouée de sauvetage contre le choc économique qui afflige notre population et les différents acteurs économiques.

M. le président, en ce qui nous concerne, nous les membres de la majorité, nous avons entendus l'appel de la population. Vous remarquerez que depuis le début des débats, chaque

membre de la majorité parle de ce qu'on fait et planifie de faire, de notre plan et cela pour chaque ministère, chaque circonscription. Par contre, vous remarquerez, M. le président, que nous avons eu très peu de suggestions quant à l'implémentation de ce plan que le ministre, l'honorable Dr. Padayachy, a mis de l'avant et ce plan qui prend en considération la réalité, c'est-à-dire la vérité de ce que notre république vit actuellement et de ce qui risque d'arriver si nous ne réagissons pas collectivement. Je suis persuadée que de notre côté de la Chambre il n'y a aucun agenda de cacher quoi que ce soit à la population.

Cependant, admettons une chose que le langage de vérité est très peu pratiqué quand on écoute la rhétorique de l'Opposition. Pourquoi est-ce que je dis ça, M. le président ? C'est parce qu'il est définitivement temps de pratiquer ce langage de vérité et de franchise, mais des deux côtés de la Chambre afin de sensibiliser la population quant aux opportunités qui lui sont offertes. Mais aussi pour que la population comprenne le danger qui nous guette si elle ne réagit pas et ne change pas son comportement de consommation et son comportement économique pour s'adapter au contexte dans lequel nous nous retrouvons.

Soyons réalistes, un gouvernement à lui seul ne peut pas surmonter ce genre de crise. Nous avons entendu tellement de critiques et ces critiques, je vous le dis franchement, à mon avis ne relève nullement du langage de vérité tant demandé. Pour ma part, permettez-moi de partager avec les membres de cette Assemblée ma version de la vérité. Cette critique persistante des parlementaires de l'Opposition, qui est qu'ils ont des difficultés à comprendre la vision derrière ce budget m'étonne.

À la formation de ce gouvernement en novembre 2019, un discours programme a annoncé un plan d'action pour les cinq prochaines années de son mandat. Et ce plan d'action reflète la vision de ce gouvernement. L'opposition a tellement répété que ce budget manque de vision que j'ai jugé nécessaire de lui rappeler la vision du gouvernement énoncé lors du discours programme et qui est implémentée à travers les cinq budgets qui suivront la lecture de ce discours programme. Pour cela, je vais me référer au discours que j'ai prononcé pour le *summing up* où l'Opposition parlementaire n'était pas présente puisqu'elle avait fait un *walk out*, c'était le 5 mai 2020. Je cite, M. le président, que ce discours-programme –

“While aiming towards a knowledge based high income economy also sets an agenda to look beyond the simple metric of economic growth.”

Oui M. le président, bien avant la crise Covid-19 ce gouvernement avait pris la décision de *look beyond the simple metric of economic growth*. Beaucoup de parlementaires

de l'Opposition aiment citer Jacinda Ardern, Premier ministre de la Nouvelle-Zélande, où la coalition de gauche avec des leaders exclusivement féminins qui ont pris le pouvoir en Finlande pour vanter un changement qui s'opère dans certains pays quant à la façon dont ces économies sont gérées. Cependant, quand il s'agit de Maurice, ces mêmes parlementaires ont tendance à retourner à leur vieux réflexe, celui qui est de se concentrer excessivement sur les indicateurs de croissance en pleine crise sanitaire et économique à l'échelle mondiale. M. le président, en ce temps précis, quel serait les priorités selon vous, sauvegarder nos acquis qui ont permis le miracle économique et qui dote notre pays d'un cercle social solide et aussi de continuer cette transformation de Maurice, nouveau membre du club des pays à revenus élevés, ou tout abandonner face à une crise qu'on ne maîtrise pas encore, c'est-à-dire, l'impact de la COVID sur nos économies, et ainsi agir comme des réactionnaires ? Cette Opposition parlementaire oublie que ce gouvernement, dès le départ, a pris le pari de gérer l'économie différemment, et cela, même sous forte pression avec la crise qui nous afflige. Le gouvernement n'a jamais dévié de ce plan et c'est ça, M. le président, la vision de l'île Maurice que ce gouvernement projette. La vision et la philosophie restent les mêmes, transitionner vers un *knowledge economy* tout en assurant une bonne et décente qualité de vie à la population. Ce gouvernement a toujours eu un plan et une vision. Il est normal cependant que certains projets aient du retard avec les deux confinements qui affectent physiquement l'économie avec une limitation de mouvement de la population active, mais aussi des retards quant à la livraison de matériel sur les projets de développement.

Le budget présent propose un développement par l'investissement dans les infrastructures publiques. Il propose que ce soit le moteur de l'économie pendant cette période de crise, M. le président. J'espère avoir répondu à ceux qui se demandent quelle est la vision du gouvernement.

M. le président, en ce qui concerne le fameux langage de vérité, tant attendue, je voudrais rappeler à nos collègues que quelques mois après le discours-programme, avant le premier budget, la COVID frappe déjà l'économie mondiale, avec un ralentissement de la production en Chine qui est touchée de plein fouet par la COVID-19, alors que l'Europe et les Amériques observent la progression de la pandémie chez eux et ailleurs.

L'année dernière, le FMI prévoyait une croissance de 6 % comparée à ses prédictions d'avant la période de COVID qui était de 12 %. Le débat de ceux qui sont pro-budget et ceux qui sont contre les mesures de ce budget, se situe justement sur la grande question : est-ce que l'investissement doit se faire sur la protection sociale ou sur la relance

économique immédiate ? Le 11 mai 2021, les Nations Unies ont publié cinq vérités qu'elles tenaient à partager avec le monde sur la situation de l'économie mondiale dans un souci de transparence. M. le président, je ne citerai pas les cinq vérités, mais deux des premières en ordre de priorité, comme elles ont été rédigées dans ce document publié par les Nations Unies. Ces deux priorités permettent de démontrer la cohérence de l'action gouvernementale mauricienne.

La première vérité est que la Chine et les États-Unis sont les deux moteurs économiques de la croissance mondiale. Leur économies rebondissent, oui, mais la reprise est très lente. La pertinence de cette information est que la croissance mondiale dépend de ces deux économies. En ce qui concerne les économies en voie de développement, elle ne devrait pas retrouver leur niveau de production antérieure à la pandémie d'aussitôt. C'est ce que les Nations unies veulent faire le monde comprendre.

M. le président, j'ai lu une étude publiée par la firme de consultants, McKenzie ; elle partageait justement que plusieurs firmes au niveau international étaient optimistes quant à la reprise. Cependant, le plus gros risque reste la pandémie. Nous ne connaissons pas la trajectoire de la pandémie encore. M. le président, l'impact de ces deux moteurs de croissances, qui sont les États-Unis et la Chine, affectent directement nos marchés à l'île Maurice. Si nos marchés n'arrivent pas à soutenir une croissance forte, leurs populations auront moins de moyen pour consommer nos services et nos productions. Il est bon de noter qu'en ce qui concerne Maurice, trois secteurs ont une croissance positive, même faible, le secteur de l'*ICT*, le *Real Estate* et le secteur financier. La production manufacturière en elle-même a connu une décroissance de 20.1%. Le budget présent favorise l'investissement dans les secteurs dont les marchés n'ont pas été affectés négativement par les deux confinements, notamment les secteurs de l'*ICT*, la pharmaceutique et de l'énergie, et aussi un secteur essentiel qui est l'agriculture pour assurer dans une certaine mesure la sécurité alimentaire.

En ce qu'il s'agit des autres secteurs, M. le président, plusieurs lignes de crédit sont mis à la disponibilité des opérateurs économiques, et aussi plusieurs aides leur sont tendues, et cela jusqu'à ce que les économies rebondissent suffisamment pour que Maurice puisse en bénéficier. Il est impératif qu'à ce moment précis que le secteur privé suive de près le mouvement de ces marchés internationaux afin d'investir judicieusement pour ne pas rater le coche lors de la reprise. A ce moment précis, j'ai une pensée pour ces entrepreneurs du secteur privé, tels que Maurice Paturau, Joseph Poncini, Amédee Maingard, qui, en période de crise post-

indépendance ont su *set the economic agenda* à travers des institutions mais aussi à travers les prises de risque. N'oublions jamais que c'est eux qui ont créé justement les nouveaux secteurs et les opportunités, et que le gouvernement n'a fait que les accompagner. En cette période trouble, le comportement des acteurs économiques doit changer et il est temps que des propositions concrètes soient mises de l'avant au niveau des entrepreneurs. Une synergie doit opérer au niveau de ces acteurs économiques. Le gouvernement offre déjà le cadre à ces entreprises. Ceux qui peuvent innover, allez-y, créez et prenez les risques. En attendant, face à cette situation de croissance faible de nos marchés, le gouvernement favorise l'investissement public pour garder l'équilibre macro-économique, et ainsi, garder la consommation à des niveaux acceptables.

M. le président, en ce qui concerne les secteurs émergents qui ont été favorisés lors de ce budget, je note trois secteurs émergents : la pharmaceutique, l'énergie renouvelable, le Blockchain ; tout ce qui est ICT, tout ce qui est l'intelligence artificielle. Par rapport à ces secteurs émergents, M. le président, je note que plusieurs mesures ont été prises. On parle beaucoup de la dévaluation de la roupie. Je m'aligne à ce que le gouvernement et le ministre des Finances planifient puisqu'il nous faut absolument attirer l'investissement direct étranger. Et comment le faire, M. le président ? En temps normal, je n'aurais pas été d'accord avec les mesures, telles que permettre aux étrangers de venir habiter pendant 10 ans à l'île Maurice ou même permettre à leurs conjoints de travailler à Maurice. Cependant, étant donné la situation et le besoin d'attirer ce genre d'investissement privé direct, il est important d'attirer les compétences pour développer ces secteurs émergents. Et les accusations comme quoi il n'y a pas de mesures, d'*incentives* pour attirer et développer ces secteurs émergents,

M. le président, rien qu'en lisant le budget, je peux dire que c'est totalement faux. C'est juste que nous sommes à la deuxième année budgétaire, M. le président. Ces mesures sont mises en place et, bien sûr, les résultats ne seront pas visibles aujourd'hui pour demain. Tout politicien qui a un minimum d'expérience sait que les *incentives* sont mis sur place mais ça dépend du comportement des acteurs économiques qui ont un grand travail à faire pour attirer ces investisseurs. En attendant, en ce qui me concerne, je suis satisfaite des mesures qui ont été mises sur pied pour attirer cet investissement direct et étranger.

M. le président, le deuxième point que les Nations unies ont voulu rendre public et auquel elles ont voulu sensibiliser le monde sur la situation engendrée par la crise économique qui a été la crise sanitaire de la COVID-19, elles font état de la situation des plus vulnérables est devenue encore plus précaire. En ce qui concerne ce point, les deux groupes

les plus affectés sont ceux qui ont perdu leur emploi et qui sont inactifs à cause des confinements et la fermeture des frontières, et ceux qui évoluent dans l'économie informelle.

M. le président, j'aurais aimé qu'on en parle franchement. Si le ministre des Finances et le Premier ministre n'avait pas mis sur pied toutes ces mesures telles que le *Wage Assistance Scheme*, le *Self-Employed Assistance Scheme*, où en serait la situation de ces groupes de personnes ? A quel niveau de précarité auraient-elles été confrontées ? Les orateurs de l'opposition ont fait état en long et en large de la situation difficile de ces deux groupes de personnes. Mais ce qu'elle omet de dire, est-ce que la situation aurait été meilleure ou pire si les mesures annoncées l'année dernière et cette année-ci n'avaient pas été mises sur pied ? Personne ne niera que la situation de ces personnes est difficile. En tant que PPS, je suis confrontée à ces difficultés 24 sur 24 et 7 sur 7. Je suis plus que consciente de la situation réelle des plus vulnérables, mais, M. le président, dans un souci de vérité, il aurait été bien qu'on nous réponde et nous dise qu'en serait-il de la situation si le gouvernement n'avait pas mis sur pied toutes ces mesures et tous ces bouées de sauvetage ? Envisagez-vous le drame que ça aurait été ?

M. le président, pour conclure, je dirais que ce budget est un budget réaliste. Réaliste, M. le président ! Puis que le ministre des Finances a su composer, le gouvernement a eu à diluer les ambitions qu'il a pour notre république. Et une grande partie des ressources de l'État ont été redirigées vers la protection sociale et la santé publique. Ce qui a pour effet de diminuer les ressources disponibles pour remplir les ambitions économiques et surtout avec l'incertitude qui plane.

Cependant, une nouvelle normalité est à prévoir. Nous ne savons pas pour combien de temps le virus sera présent sur notre territoire ou dans le monde mais nous savons que plusieurs pays s'adaptent et préparent leur population à vivre avec le virus en tenant compte des conséquences économiques, sociales et humanitaires catastrophiques. Lors du premier budget, ce gouvernement a choisi sa priorité dans un moment d'incertitude. La priorité est de préserver les piliers du succès mauricien qui sont l'unité nationale et la stabilité sociale. N'oublions jamais que ces piliers de notre succès sont avant tout la santé gratuite, un système éducatif qui répond aux demandes de notre temps et une population protégée contre la faim.

Le premier budget assure que ces acquis soient préservés et le deuxième budget n'en fait pas moins tout en assurant qu'il y ait une marge de manœuvre pour les secteurs émergents. Il faut protéger notre population et en même temps, relancer la croissance. La

différence entre ce gouvernement et les membres de l'opposition devient idéologique. Le sujet de discorde est – qu'est-ce qui devrait être la première priorité ? L'opposition semble penser sans le dire ouvertement que la première priorité est de ce fait les ressources auraient dû aller à la relance économique exclusivement et si on se base sur la crise de 2008 et ce que les partis de l'opposition ont fait à ce moment, c'est ce qu'on peut conclure. Mais de ce côté de la Chambre, le gouvernement pense que la première priorité est de protéger la population jusqu'à la situation se stabilise et qu'on voit plus clair sur le marché mondial.

M. le président, je vous l'ai dit, dès le premier budget ce gouvernement et d'autres dans le monde, dont celui de Jacinda Ardern et le gouvernement finlandais ont choisi leur priorité idéologique qui est celui d'assurer le bien-être de la population avant de satisfaire les métriques de croissance. C'est pour cela,

M. le président, en tant que jeune parlementaire de la majorité, je félicite le ministre des Finances et le Premier Ministre pour ce budget.

Merci.

(3.28 p.m.)

Mr P. Assirvaden (Second Member for La Caverne & Phoenix): Merci, M. le président. M. le président, permettez-moi au début de mon intervention de faire quelques observations générales par rapport à ce budget présenté par l'honorable Padayachy avec la bénédiction du Premier ministre, l'honorable Pravind Kumar Jugnauth.

D'abord, M. le président, ce budget est présenté dans un contexte particulier. Particulier parce que les attentes en ce qui concerne ce budget, non seulement en ce qui concerne l'opposition mais aussi en ce qui concerne la population mauricienne, les mauriciens, en général. L'attente, d'abord pour les mauriciens mais aussi on s'attendait à ce que ce budget réponde d'abord aux questions, aux appréhensions des mauriciens, en général dans un contexte particulier où la Banque de Maurice, le Fonds Monétaire International, *Moody's*, on est déjà sur la liste grise du *Financial Action Task Force* et la liste noire de l'Union Européenne. On s'attendait à ce que le ministre des Finances dans son intervention du discours du budget, éclaire la population concernant ses commentaires, non pas de l'opposition, du parti Travilliste, non pas du Leader du parti Travilliste. Non. Des commentaires venant des institutions réputées comme la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, qui, je cite dans son *Country Economic Memorandum* du 26 mai

2021 - *Mauritius through the eye of a perfect storm*. Ce communiqué dit ceci, la Banque mondiale –

“Even prior to Covid-19 and other events of 2020, Mauritius was on an increasingly fragile development trajectory.”

Et il continue –

“The shocks of 2020 came at a time when serious structural cracks were beginning to appear in the foundation of Mauritius’ long-term growth model.”

Ceci, l’honorable Padayachy, ce n’est pas du parti Travailliste. Ceci vient de la Banque mondiale et les mauriciens en général, auraient aimé entendre du ministre comment faire pour répondre à ce rapport international, établissant ce constat accablant *from decline to collapse* où depuis une année, on se bat pour dénoncer le rôle de la MIC dont le mandat non-conforme à la mission de la BoM, confirmé par la Banque mondiale et confirmé par le Fonds Monétaire International.

Mais, le contexte est aussi un fait. Le budget est présenté alors que des milliers et des milliers d’employés d’*Air Mauritius* et les mauriciens en général, voulaient avoir des réponses concernant *Air Mauritius*. Vous parlez de la réouverture des frontières. Très joli! Vous parlez de faire venir les touristes. Oui, mais qu’en est-il d’*Air Mauritius* ? Qu’en est-il de notre dette qui dépasse plus de R 100 milliards ? Qu’en est-il de notre *financial sector* ? Qu’en est-il de notre *downgrading* par *Moody’s* ? Qu’en est-il, l’honorable Padayachy et le Premier ministre concernant les réserves de la Banque de Maurice, les R 158 milliards qui ont été prises et dont nous n’avons pas les renseignements concernant la transparence ? Ce n’est pas que - vous savez quand on parle dans notre circonscription, les gens nous demandent – comment le gouvernement a utilisé cet argent ? En pensant que nous, députés de l’Assemblée nationale, nous avons les renseignements, alors que c’est faux, alors que nous n’avons pas ces renseignements, alors que nous entendons des bribes d’information pour dire que Lux a eu R 3 milliards, Omnicane a eu R 4.5 milliards, M. X aura tant milliards ! Mais nous ne savons pas. La transparence n’est pas de mise. Qu’en est-il, l’honorable Padayachy, concernant les compagnies d’État ? SIC, *Financial Service Commission*, la STC? La STC, qui pendant le COVID de l’année dernière a été une plateforme pour certains de s’enrichir où on a entendu parler des bijoutiers, des quincailleries, où on a entendu des achats des équipements sans transparence. Où l’incompétence, l’intervention de l’État ont dévalué ces institutions. Rien dans votre budget concernant ces questions que la population voudrait de vous.

Le *MIC*, M. le ministre, a été créé l'année dernière. J'ai relu votre discours de l'année dernière. Le *MIC* a été créé pour venir en aide aux secteurs en difficulté.

Aujourd'hui, dans votre budget, M. le ministre, vous citez que le *MIC* va investir dans le projet de tout-à-l'égout. J'aurais aimé comprendre *which is which* qu'aujourd'hui on se retrouve dans le club très sélect des pays les plus endettés, peut-être d'Afrique. Pour vous dire, donc c'est le non-dit de votre discours budgétaire en ce qui concerne la corruption, en ce qui concerne les compagnies d'État où les petits copains et les petites copines ont eu leur bout. Même les hôtes de l'air ont eu leur part. Vous savez, au temps que le Parti travailliste était au pouvoir, le ministre des Finances, les amis du gouvernement et le Premier ministre parlaient des petits copains, petites copines. Il parlait des maîtresses. Aujourd'hui, il y a un nouveau terme 'amie d'enfance'. Aujourd'hui, c'est amie d'enfance qui bénéficie ce qu'il faut. Et comme un malheur ne vient jamais seul, M. le président, Betamax arrive. Alors que le ministre des Finances a présenté son Budget, deux jours ou trois jours après Betamax abat, non pas sur le gouvernement, Betamax s'abat non pas sur les députés, Betamax s'abat sur la population mauricienne. Betamax s'abat avec ses R 5.6 milliards sur ces contribuables, sur ces fonctionnaires, sur ces membres du secteur privé, sur ces pensionnaires, sur ceux qui contribuent pendant des années à ce que l'héritage du pays progresse et Betamax est arrivé, il faut bien se demander pourquoi. Pourquoi Betamax est arrivé avec R 5.6 milliards, M. le président? Parce que...

(Interruptions)

M. le president ...

Mr Speaker: Please, do not interrupt the hon. Member because he will not interrupt anybody today. Do not interrupt him.

Mr Assirvaden: Sinon, *I will take care of them*. M. le président, je sais que Betamax fait mal à être irrité, à devenir dépressive avec Betamax. On l'a vu, on l'a senti. Betamax est attaché au pied du gouvernement. Ça se sent. Mais qui va payer ? Le plus important, ce n'est pas cela. Les gens qui nous écoutent ce soir se posent la question, qui va payer pour les R 5.6 milliards de l'incompétence, du complot, de la vengeance de 2015 ?

En 2015, après la victoire du gouvernement *Lepep*, le gouvernement en place commence une campagne de vengeance, avec l'arrestation sur l'affaire Betamax, de l'ancien Premier ministre, le Leader du parti travailliste. Arrêté pour *conspiracy*, rayé par la cour. Anil Baichoo, arrêté pour *conspiracy*, rayé par la cour. Le *PS* du ministère du Commerce, M.

Reshad Hosseney, arrêté par la police, rayé par la cour. Madame Bhanji, fonctionnaire du *Prime Minister's Office*, arrêté par la police sur l'affaire Betamax, rayé par la cour. Ranjit Soomarooah, ex-directeur de la *State Trading Corporation*, arrêté par la police, rayé par la cour. Et aujourd'hui, le *Privy Council* vient démontrer que ce gouvernement en place avec ces gens en 2015, que ce soit le Premier ministre d'alors, que ce soit les ministres qui étaient là, ont pris la décision de faire payer à cette population aussi les conséquences. R 5.6 milliards sur la tête des enfants qui sont là et sur la tête des enfants qui vont naître, peut-être demain et vous cherchez à *passer la boule, pa mwa sa, li sa*.

En demandant des questions à nos amis du gouvernement dans le couloir des fois, comment ça va se passer? Vous savez ce qu'ils nous répondent. Ils essayent de copier ce que l'ancien ministre du Commerce, Yogida Sawminaden, disait -

« Je ne sais pas si je sais. »

Et pourtant, mardi, le ministre des Finances l'a confirmé, M. le président, vous allez devoir payer au plus tard mardi, R 2 milliards de l'argent public de la *State Trading Corporation*, R 4 milliards du ministère des Finances. Pour vous dire, presque R 6 milliards, l'argent d'un contribuable, M. le ministre des Finances. L'argent des pensionnaires, l'argent de ce peuple. Il faudra que quelqu'un, quelque part assume ses responsabilités. Il n'y a aucune solution. Il n'y a aucune solution pour les gens de la rue. Il n'y a aucune solution pour les gens qui nous écoutent à Triolet, à Lallmatie, à Vacoas, à Plaine-Verte, à Port Louis, à Roche Bois. Vendons le *Sun Trust*, payons le Betamax ! Vendons ! Il ne peut pas ...

(Interruptions)

Mr Speaker: What are you proposing? This is something private!

Mr Assirvaden: M. le président, il ne peut pas y avoir encore une fois ...

(Interruptions)

Mr Speaker: Talk about Government money, not private. Then, you will have to sell your house.

Mr Assirvaden: En 2019, lors des élections générales, nous avons préconisé le *Fiscal Responsibility Act*, justement, M. le président, pour que ceux qui agissent de cette sorte, payent à la fin.

M. le président, ceci dit, venons-en, avec le temps qu'il me reste, dans ce qui a été présenté par le ministre des Finances comme le nouveau pôle de croissance. Je suppose que le

ministre des Finances, bien que je respecte son intelligence, je respecte son intégrité, je suppose que quelqu'un au sein de son ministère ou des autres ministères, l'a proposé une série de mesures pour ce nouveau pôle de croissance - l'industrie des énergies vertes. Nouveau pôle de croissance ! Mais voyons d'abord, avant de juger de la crédibilité de ces propositions, que d'autres ont qualifié de magique, de magnifique, le *Green Mauritius*, que nous nous revoyons en réchauffées, recyclées d'année après année.

Dans l'item 98 (a), parlons des faits de l'honorable Padayachy-

« Multiplier par 10 la capacité d'absorption d'énergies renouvelables intermittentes au travers de l'augmentation de la capacité actuelle des batteries de 4 MW à 40 MW. »

Déjà en 2017, M. le ministre, 2017- 2018, le budget présenté par l'actuel Premier ministre, le ministre des Finances d'alors, l'honorable Pravind Jugnauth, disait en 2017 -

“CEB will, over the two years, invest in a battery of 2MW.”

En 2017, on est 2021. Dans le Budget de l'année dernière, dans votre Budget, l'honorable Padayachy, cautionné par le Premier ministre, vous parlez de 2MW de batterie. L'année dernière vous disait : *Commissioning of a battery energy system* de 14 MW. Peut-on savoir qu'en est-il des batteries 0MW? 5MW? 10MW? Combien de *megawatt* a été *commissioned* jusqu'ici?

En item 98 (c)-

« Implémenter les différents programmes d'énergies renouvelables du CEB (...) »

En 2020, *CEB Renewable Scheme for Religious NGOs Charitable Institutions*. Même chose, M. le ministre. Vous répétez la même chose.

En item 98 (e)-

« Mettre en place une ferme solaire - ça c'est terrible - de 10 MW à Tamarin et Henrietta. »

L'année dernière, ici même, M. le ministre, comment croire dans ce que vous proposez ?

“2 MW de *floating PV plant at Tamarind Falls*”. Ici, vous parlez de Tamarind Falls, l'année dernière, vous parlez de Tamarind Falls.

Increase the capacity of the PV farm de 2 MW à 10 MW-Henrietta. *Which is which?* Vous bernez les gens avec cela, M. le ministre.

Ce n'est pas du concret, l'année dernière c'est la même chose. Donc, M. le ministre, à l'item 99, vous dites quelque chose qui je dis bien il faut le faire, mais votre crédibilité, votre *track record* joue contre vous, les membres de ce gouvernement, qui pendant 6 ans, de 2014 à ce jour, ont dirigé ce pays, ont eu un ministre de l'Énergie en la personne de l'honorable Ivan Collendavelloo, pendant 6 ans, qu'est-ce que vous avez fait pour aujourd'hui recycler ce que vous êtes en train de dire? Le CEB lancera un appel d'offre pour une ferme éolienne de 40MW. On veut vous croire, on veut espérer que ce vous dites sera la vérité. Mais qu'en est-il, l'honorable Osman Mohamed ou l'honorable David en avait fait effet, qu'en est-il du projet *Suzlon-Padgreen*, lancé en 2012, sous le gouvernement travailliste. On est presque en 2022, dix ans après, 30MW, zéro de projets ! Vous allez me dire et je comprends très bien, vous avez un nouveau ministre de l'Énergie, j'espère qu'il nous donnera sa vision des choses mais, l'ancien ministre de l'Énergie qui était là pendant 6 ans, qu'en est-il, avec le Premier ministre qui était là, pendant 6 ans et aujourd'hui, vous voulez nous faire croire qu'à l'item 99, pour 40MW alors que 30MW pendant 10 ans et ce n'est pas tout.

Parlons des projets de 2016/2017 présenté par l'actuel Premier ministre, Pravind Jugnauth, je lis dans le budget de 2016/2017, des projets que vous avez accomplis, à l'item 133 –

«... a major waste-to-energy project is expected to add up to 30 MW of electricity on the grid ...»

Vous savez quand? *By 2019!* On est quoi, 2021? *By 2019*, l'honorable Pravind Jugnauth dans son discours budgétaire, l'honorable Dr. Padayachy, il parle du *waste to energy project* pour être *commissioned* en 2019.

Mr Speaker: Address the Chair!

Mr Assirvaden: Vous réalisez, *the Chair*?

Comment ils essayent des effets d'annonce, de vendre des mirages aux gens et aujourd'hui, le plus gros à mon avis, le plus gros des effets d'annonce, c'est les 60% d'énergies renouvelables en 2030 à l'item 96. Très joli dit, M. le ministre, rien à dire, je lis pour les oreilles...

Mr Speaker: Do not do that!

Mr Assirvaden: Nous devons produire...

Vous m'arrêtez, M. le président. Nous devons produire 60% de l'énergie de notre pays à partir des sources d'énergies vertes d'ici 2030, c'est gros, M. le ministre. Très gros, M. le ministre!

Mr Speaker: Once more, listen, Ministers do not hate you, you hate Ministers!

Mr Assirvaden: Non!

Mr Speaker: Talk to the Chair! I am your protector.

Mr Assirvaden: Oui, je vous regarde.

Mr Speaker: I am protecting you.

Mr Assirvaden: Je vous regarde, M. le ministre.

Mr Speaker: We are good friends.

Mr Assirvaden: Ne cassez pas mon élan, M. le président, s'il-vous-plaît.

(Interruptions)

Mr Speaker: It is in the Standing Order, you address the Chair. For the last time, I will not...

(Interruptions)

Mr Assirvaden: Okay.

(Interruptions)

S'il-vous-plaît, mes pensées sont dans le fil de mes arguments, s'il-vous-plaît.

(Interruptions)

Mr Speaker: Forget the Minister. Forget the Minister.

Mr Assirvaden: Les 60 % de 2030, c'est encore, M. le ministre, du recyclé. Dans le budget de 2015/2016, M. le président, 2015/2016, aussi loin que cela, le ministre des Finances d'alors parlait de 35 % d'énergie renouvelable en 2025. L'année dernière, vous M. le ministre des Finances, à travers le Speaker, vous parlez de 40 % en 2030 et là, pour épater le public, pour épater la galerie, pour épater les gens parce que dire 60 %, on se sent à la mode! On se sent *green*! On se sent aller avec la jeunesse, 60 % en 2030! C'est une proposition venant du *Carnegie Report on Energy*, 60 %. Mais la réalité, c'est quoi, M. le président? La réalité, M. le président, c'est que nous avons une croissance en énergie en demande d'énergie de 3 % chaque année.

C'est la vérité, demandez les techniciens de l'énergie, ils vous le diront! 3% de croissance d'énergie chaque année, les statistiques de la *Central Electricity Board* en témoignent. En 2017, notre part, notre bouquet énergétique était de 86 % de *fossil fuel*, le charbon et de l'huile lourde. En 2017, ce gouvernement est en place. Ce gouvernement est en place avec un ministre de l'Énergie!

Notre part d'énergie renouvelable est à 14 % en 2020 de l'année dernière, c'est pour cette raison que je dis votre crédibilité, votre *track record* ne joue pas en votre faveur. En 2020 de l'année dernière, notre part de charbon et de l'huile lourde augmente 86 à 86.7 %, énergie renouvelable 14 % à 13.3 %. Vous régressez, on a régressé, voilà la vérité!

Et aussi, il faut bien le dire pour les mauriciens qui nous écoutent, j'ai posé la question à ceux qui dirigent notre secteur énergétique à l'île Maurice. Les techniciens d'expérience, cela vaut quoi? C'est bon, c'est important pour les gens de l'Opposition, de la majorité, du Président et de ceux qui nous écoutent, 60 % d'énergie renouvelable en 2030 que l'honorable Dr. Padayachy, avec la bénédiction du Premier Ministre, veulent vendre. C'est quoi? C'est d'abord 300MW de PV solaire. 60%, 300MW de PV solaire pas les micros projet de quelques MW que vous voulez mettre dans votre projet, manque d'ambition. C'est aussi quoi? 200MW d'éolienne, pas les quelques petits projets!

Nous en 9 ans, on ne parle de 20 ans, de 2012 à ce jour, 30 % sur notre réseau, vous avez été incapable de mettre de l'énergie renouvelable avec le projet *Padgreen-Suzlon*, aujourd'hui, 60 %, c'est 500MW d'énergie renouvelable pour 2060 et le ministre à l'item 98(A), parle de la batterie de 40MW, c'est la solution pour éliminer le charbon. Très bonne initiative! Nous sommes d'accord qu'il faudra éliminer le charbon, nous sommes d'accord au sein du Parti travailliste et de l'Opposition qu'il faudra *phase out* le charbon.

Oui, nous sommes d'accord, que pour éliminer le charbon mais faudra être crédible dans ce que vous dites! Avec une batterie de 40MW, vous allez pouvoir compenser, j'espère que le ministre de l'Énergie viendra nous éclairer lors de son discours. Oui, avec une batterie de 40MW, vous allez compenser le *base load* du CEB de 200MW? Avec une batterie de 40MW? Nous savons très bien qui brûle le charbon dans ce pays? Pas le secteur public, pas le CEB. Les *IPPs* (*Independent Power Producers*), Alteo, Terra, CTSAV, CTS (la Centrale Thermique du Sud) qui brûlent que le charbon de 20MW à peu près je crois. Qu'en est-il, il faudra que le ministre nous explique! Nous avons une demande en graphe de *base load* de 07h00 du matin à 07h00 du soir, en *base load*, l'énergie en continu, qui est produite

qu'avec soit l'huile lourde soit le charbon. Il faudra que le ministre nous explique ou explique au ministre des Finances ou au Premier ministre, cette ambition légitime, oui, mais comment dans la pratique faire que nous compensons cela? Et ce n'est pas fini, vous voulez dire qu'on veut croire en votre sincérité dans ce que vous dites pour le charbon.

L'année dernière, Alteo qui produit de l'énergie à partir de la bagasse et le charbon, son contrat, son *Power Purchase Agreement (PPA)* est arrivé à la fin. L'actuel ministre de l'Énergie n'était pas responsable du CEB, l'ancien ministre était là. Alteo, qui brûle le charbon, votre vision pour éliminer le charbon, mais l'année dernière, non.

L'année dernière Alteo, son contrat arrive à la fin, M. le président! Qu'est-ce-que le gouvernement fait ? Le gouvernement donne lui une extension, une extension à Alteo, qui brûle déjà le charbon, je vous lis la lettre de Alteo du 18 février 2019, dont le contrat va arriver à terme quelque temps plus tard –

“We refer to your letter dated 15 February 2019 and have taken note that the Board of Directors of CEB have approved the 3-year extension of the PPA with a coal energy price ...”

De 4.45, coal !

Et, aujourd'hui presque une année et demie après, vous vendez un rêve aux mauriciens. Vous dites aux mauriciens qu'on va éliminer le charbon, alors qu'une année de cela, avec votre ancien ministre de l'Énergie en poste, le Premier ministre était là, ce gouvernement, vous aviez la possibilité d'éliminer le charbon avec Alteo. Vous aurez la possibilité d'éliminer le charbon avec les contrats de Terra qui arrivent à la fin l'année prochaine. Le contrat de la Centrale Thermique du Sud (CTS), les contrats de CTSAV qui arrivent à la fin. Mais il suffit d'avoir la volonté politique et de *walk the talk*, c'est ça qu'on dit ? *Walk the talk* et demander à Alteo l'année dernière et non pas *extend* ce contrat de trois ans avec le charbon !

M. le président, tous les pays qui ont les mêmes spécificités énergétiques que notre pays, l'île de la Réunion et d'autres îles, en France, au Portugal, ont gagné cette bataille non pas en courant sur la croissance de l'énergie mais en investissant sur la maîtrise de la demande de l'énergie, l'efficacité énergétique. Rien ! Rien, M. le ministre ! Rien, M. le président ! Rien, M. le Premier ministre, sur l'efficacité énergétique, sur le 'négaWatt' comme disait le professeur Joël de Rosnay ; la MégaWatt qui n'a jamais été utilisée ; c'est ça l'énergie renouvelable.

Et, quand vous avez, en 2014, encore une fois, démantelé le Maurice île Durable du Professeur Joël de Rosnay, d'Osman Mahomed, avec l'initiative du Leader du Parti travailliste, le Dr. Ramgoolam - quand en 2014, vous avez démantelé ce concept, aujourd'hui, six ans après, vous essayez de parler du *Smart grid*, c'est inclus à l'item 98 B : Mettre en place 10 *Gas Insulated Switchgear* ; ce sont les *smart grids* que le Professeur Joël de Rosnay disait 10 ans de cela, M. le président.

Donc, M. le président, l'idéal, ce que nous, au sein du Parti travailliste, nous demandons à ce que le gouvernement, s'il *mean business* sur l'élimination du charbon, de prendre l'engagement à la fin du contrat de la Centrale Thermique du Sud (CTS), qui brûle que le charbon, là, dans quelques années, d'un contrat de 20 ans. Au temps où on était au pouvoir, le Dr. Ramgoolam avait fait venir un Américain, Hunton & Williams, pour écouter le bras de fer entre les *IPPs* et l'État et le *CEB* ; Hunton & Williams avait dit qu'à la fin des contrats des *IPPs*, vous allez pouvoir faire cette transition énergétique ; CTS va arriver à la fin de son terme, que le charbon. Nous espérons que le gouvernement fermera CTS. Nous espérons que quand CTSAV, Terra, arrivera à la fin de leur terme, le gouvernement, le ministre renégociera avec les *IPPs*.

M. le président, dans le secteur énergétique, ce qui est malheureux c'est que le ministre des Finances a mis des propositions, je suppose sur l'avis de certains experts. Je suis étonné car le ministre des Finances a en son ministère quelqu'un de très capable, qui connaît l'énergie, qui connaît ce secteur, je parle ici du *Financial Secretary*. Aujourd'hui, je suis étonné qu'on a autant d'ambition mais avec des propositions aussi timides, aussi faibles pour pouvoir atteindre, et le *track record* du gouvernement dont avait la responsabilité l'ancien *Deputy Prime Minister*, l'honorable Collendavelloo, qui a pris son temps pour la création des subsidiaires, *CEB Green*, *CEB facilities*, d'autres *CEB* encore, *Fiber Net*, avec des millions et des millions de roupies. Ici, nous posons des questions sur l'utilité d'investir dans ces compagnies subsidiaires, qui ont été servies pour caser les copains, caser les amis avec des salaires de R 500,000, R 700,000 par mois !

M. le président, nous espérons que nous aurons les réponses avec les questions que nous posons ici, ce qui est légitime. Nous espérons que le ministre des Finances qui est responsable de l'argent public, qui est responsable aux yeux de la population pour l'investissement de ce qu'il dit ici, nous aurons les réponses.

Dernière chose, M. le président - trois minutes avant de terminer - j'ai été vraiment émerveillé avec le nombre d'endroits que vous avez fait effet dans votre discours budgétaire. J'ai vu : Sainte Croix, Crève-Cœur, Goodlands, Camp Thorel, Quartier Militaire, Flacq, Clemencia. M. le président, je voudrais demander...

(Interruptions)

Mr Speaker: Order!

Mr Assirvaden: Je voudrais dire aussi au ministre des Finances, la circonscription no. 15 fait aussi partie de l'île Maurice, M. le président. De l'île Maurice ! Le nombre d'endroits, même des chemins, des avenues vous avez cité...

(Interruptions)

Mais je n'ai rien entendu ! Comme je disais à mon ami, collègue l'honorable Lobine, rien de Paillotte, rien de Solférino, rien de Bonne Terre. Ce sont des mauriciens, M. le ministre !

(Interruptions)

Mr Speaker: Order!

Mr Assirvaden: Phoenix...!

Mr Speaker: Order!

Mr Assirvaden: Résidence La Caverne, Carreau Laliane ! Honorable Bablee, oui ! Holyrood, Camp Fouquereaux, Highlands, M. le président, ce sont des endroits où vivent aussi des mauriciens. Ils ont ...

(Interruptions)

Mr Speaker: Order!

Mr Assirvaden: Mais la liste ne sera pas là!

Mr Speaker: Order!

Mr Assirvaden : Vous ne l'avez pas! C'est honteux que des mauriciens sont exclus de votre liste, M. le président !

(Interruptions)

Mr Speaker: Order, please!

Mr Assirvaden: Les gens de la circonscription no. 15 sont aussi des mauriciens, honorable Bablee ! Il fallait...

Mr Speaker: Don't interact !

Mr Assirvaden: Donc, M. le ministre, vous aurez l'occasion d'amender j'espère, pour inclure...

An hon. Member: New York!

Mr Assirvaden: New York, oui, New York ...

(Interruptions)

...pour inclure ces endroits. Je n'ai vu que deux items, Hermitage et Vacoas, alors que dans votre lecture, les endroits, les chemins, les impasses, les ruelles, tout est noté mais pas Vacoas, pas les endroits qu'on veut. Je vous demande, M. le président...

(Interruptions)

Mr Speaker: Order! Order!

(Interruptions)

Dont interact ! No politics! Continue!

Mr Assirvaden: Oui, M. le président, comme disait l'honorable Bablee, 2024, le rendez-vous ! Mais il faudra, comme disait l'honorable Bhagwan, '*pren casque, helmet vinn làbas*'.

M. le président, je voudrais dire au gouvernement, au ministre des Finances et au Premier ministre que les attentes de la nation mauricienne après la deuxième vague, deuxième confinement, l'attente était grande. La population mauricienne, la jeunesse qui nous écoute, les chômeurs, ceux qui souffrent, ceux qui en fin de mois arrivent difficilement à joindre les deux bouts, les ménagères, les pères de famille, les retraités qui dans les supermarchés passent des moments extrêmement difficiles avec leurs enfants pour les fins de mois. Et aujourd'hui après ce budget, la déception est présente dans les familles mauriciennes.

Merci, M. le président.

Mr Speaker: Hon. Teeluck!

(4.04 p.m.)

The Minister of Arts and Cultural Heritage (Mr A. Teeluck): Thank you, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker, Sir, since Monday, we have heard many speeches and I should say I am rather confused; confused of the contents of the debates, *surtout de ceux des membres de l'Opposition*.

Let us forget about Mauritius but are we even conscious that the world's economy today rotates around COVID-19. Are we even conscious that the world since 2020 is facing a crisis; a crisis causing a total closure of economic, cultural and social activities? Lockdown! People called to stay at home; the world was brought to a halt. And how and why would Mauritius have been spared from this world crisis, Mr Speaker, Sir?

In March 2021, we, unfortunately, registered our first case. Thereon the economic drive of Mauritius changed completely. Borders closed, *confinement national*, complete closure of all businesses, everyone, every single person in Mauritius called to stay at home safe for our frontliners. And, again, we the Government, we show gratitude to their courage and their dedication, their determination during these testing times; they stood and still stand as heroes.

Never ever had such extreme measures been taken! More than 250,000 self-employed, including my friends artists, confined at home with the real risk of no source of income. Thousands working in the private sector were called to stay at home because of the lockdown. More than 3,000 working in the tourism sector, again, at home because of the lockdown. Hundreds of thousands of people in the country facing the risk of either losing their job or facing loss of revenue, that was the situation. That was the reality of COVID. It was not just a virus; it was and it remains a threat to the livelihood of people.

Mr Speaker, Sir, we may for hours and days and weeks dwell on GDP, inflation and so many other technical economic terms but the reality last year, Mr Speaker, Sir, and even this year, we had to find means and ways to ensure that all these *centaines de milliers de personnes* could sail through the lockdown without any loss of revenue. Till now, the tourism sector is unoperational. Hopefully, we are looking forward to the partial opening of the border in July for a *redémarrage du secteur*. And just for the tourism sector down, Mr Speaker, Sir, the country registered a *manque à gagner* of nearly R 45 milliards. *R45 milliards en moins dans les caisses de l'État*. And why does the Opposition fail to factor in these important elements in their assessment of this budget exercise.

Oui, le montant de la dette publique a augmenté. Oui, la situation économique est difficile. Why will it not! Qu’attendez-vous? Quand la balance des recettes est déficitaire et que les dépenses sont en croissance du fait de nombreuses mesures prises par le gouvernement pendant les 2 lockdowns et même en période de confinement dont plusieurs de ces mesures sont toujours applicables et d’actualité. And hon. Maneesh Gobin did say during his speech –

“Is Mauritius the only country that has a financial slate with high debts or any certain economy situation?”

Hearing Members of the Opposition and my dear friend, Patrick Assirvaden, it seems that you are all savvy with foreign economics, isn’t it? You like to read international reports. Did you not take note of the inflation rate in European countries? Did you not take note of the level of public debt in so many developed countries around the world? *Le constat, M. le président, du débalancement économique et financier dans le monde est la COVID.* Do not pretend to be ignorant Members. Be honest! If you wish to fool yourselves, no problem! But please do not fool the population, *mes amis de l’opposition. Ne violez pas la confiance de la population*, they also look up to you.

The Leader of the Opposition in his speech questioned what have we done over the year, referring, of course, to the Government. Mr Speaker, Sir, through you, I wish to put the question to the Leader of the Opposition and to other Members sitting on the other side. What have you done or what were you doing when we registered the first case of COVID last year? What have you done or where were you when we had to coordinate and work out means to repatriate thousands of stranded Mauritians back to Mauritius? What have you done and where were you when we were working on schemes to ensure that all those 250,000 self-employed and other thousands of employees in the private sector were granted financial support during lockdown through the Wage Assistance Scheme and the Self-Employed Scheme? What have you done and where were you when decisions were being taken for the educational sector, when we have had to devise the logistics for the distribution of food packs, door-to-door vaccination of our elderly, door-to-door payment of basic retirement pension? Where were you when we had to work out *le programme de déconfinement* last year and even this year? Where were you when we were struggling to find vaccines? You know where you were? My friend said it, you were on Facebook, you were on TikTok, you were doing Press conferences, you were lamely being useless to the country at a time when you should have acted in solidarity, not just with the Government but with the country, to help

marye pike with us to fight COVID. Instead, at every corner, you waited shamelessly and pointlessly to criticise; criticise every, and any measure being taken by the Government.

Yes, *et je le dis haut et fort, vous êtes des démagogues!* My friends in the Government said it and I reiterate it, and you know why, hon. Shakeel Mohamed during his speech said that the proof of the pudding is in the eating, *n'est-ce-pas?* So, let us now, altogether, eat the pudding and I will show you why *vous êtes des démagogues. Prenons l'exemple des vaccins.*

First, in December 2020, a PQ is addressed to my friend, hon. Jagutpal, pressing the Government to order vaccines and creating *tout un scandale autour de la question*. Then, of course follows the usual Press conference to flush the mind of people with poison, *met pwazon dan latet dimounn!* Then in January of this year, when we actually do receive the first consignment of vaccines from India and I seize this opportunity to thank the Government of India for helping us yet again in our fight against COVID.

So, Mr Speaker, Sir, when we received the first consignment of vaccines, *l'opposition revient au galop*. And this time, when we have the vaccines, they come and say that these vaccines have not been approved by the World Health Organisation. Forcefully, wrongly, dishonestly instilling fear among the population and deterring people to get vaccinated. *Ti pe fer dimounn per!* That is not all! La campagne mensongère et sans fondement concernant le consent form; You scared the population! You lied to the population that this vaccine is dangerous! You lied to the population about the consent form! You raised the point of side effects! Mr Speaker, Sir, *oublions Xanax*. Even the most common off the counter medicine like Doliprane has side effects. I have a copy of the notice. I took the pain to get a copy of the notice that comes with the yellow box and the side effects of Doliprane off the counter medicine –

1. Liver disorders;
2. In certain cases white blood cell may lead to serious infections, and
3. Destruction of red blood cells in the blood.

Just a simple off the counter medicine like Doliprane!

(Interruptions)

Mr Speaker, Sir, now, this is important. The Opposition asked the population not to do their vaccines, not to sign the Consent Form but, Mr Speaker, Sir, they themselves, *en catimini*, went to get their vaccines.

Hon. Duval went to Sir Harilall Vaghjee Hall to do his. Other Members of the Opposition also got vaccinated. That is not all; they even signed that famous Consent Form. You get yourself vaccinated, you signed the Consent Form, you protect yourself, you protect your family but you ask the population not to do so. The population, *selon l'Opposition*, should remain unprotected, should remain vulnerable to the virus. *To rod fer population manz pudding ein!* Stop fooling people, stop joking!

If today, there is a big rush for vaccines and the vaccination campaign was slow at first, if today the herd immunity target has been delayed, it is because you have been opposing all efforts of the Government to protect the population. You, Members of the Opposition, are solely to be blamed for that.

(Interruptions)

Mr Speaker: Do you want to say more? How many minutes you will take? Five minutes okay for both of you? Okay.

(Interruptions)

Mr Teeluck: Thank you, Mr Speaker, Sir. They are *comme on dit, relax*. Since March 2020, *jusqu'à présent*, we are working day and night against all odds, adjusting and readjusting measures that were being implemented. We were working on how to support SMEs, how to support our self-employed, how to support our tourism sector, how to tackle COVID. Of course, certain measures needed to be readjusted, of course certain measures had to be amended or changed, certain decisions had to be reviewed but at all times we have acted, we have reacted.

Il n'y avait pas de how to go about manual *pour la Covid*. The world is learning, we are learning day after day. *Cependant*, whatever the difficulties we faced, we never gave up and we will not give up. We have fought COVID and again we will fight COVID, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker, Sir, hon. Dr. Gungapersad yesterday said very proudly that we cannot beat them at nepotism, referring to us, of course, and that we cannot beat them at corruption, again referring to us. Hon. Assirvaden talked about the Betamax case. I will not talk about *braderie de l'État aux petits copains* at the time. I will not even talk about *coffre fort*, I will not.

But let us have another bite of the pudding, the Betamax case, *la poule aux oeufs d'or*. A lot has been said since the day of the Privy Council Judgement and in 2009, I was not in Cabinet nor was I in Government, not even in...

(Interruptions)

Be aköz samem mone kiter!

(Interruptions)

C'est exactement aköz samem mon kiter, aköz sa ! Aköz sa mem mone aller !

(Interruptions)

C'est aköz kof lamem mon alle!

(Interruptions)

Aküz samem, mo ici. Sinon, mo ti pu laba!

(Interruptions)

Mr Speaker: Continue! Continue!

(Interruptions)

Mr Teeluck: I do not have any personal knowledge of the case. I was not there of course, but what I know is simply and purely from two judgements, Mr Speaker, Sir. The first one is the judgment of the Supreme Court of Mauritius in the matter of *STC v Betamax* 2019. And the second one, the judgement of the Judicial Committee of the Privy Council in the matter of *Betamax Ltd v STC* 2021. And, everything that I will read is actually extracts of those two judgments.

Those judgements state that Betamax was incorporated on 06 May 2009. On 27 November 2009, *juste sept mois après l'incorporation de la société Betamax*, STC and Betamax entered into a contract of afreightment; that will be referred to as a contract, of course. *Seulement sept mois après!* Betamax was incorporated as a joint venture vehicle between Bhunjun family - *On parle de petit copains, là c'est famille d'enfance* – Bhunjun family and a Singaporean company.

Betamax is one of the groups of about 20 companies owned by the Bhunjun family, their activities have historically been focused on property development and construction industry. The immediate parent company of Betamax is Betonix which manufactures ready

mixed concrete, absolutely nothing to do with afreightment, absolutely nothing to do with supply or transport of petroleum products.

So, as per the contract, Betamax was required to procure, own, operate, maintain, a vessel called 'Red Eagle' and, of course, to transport petroleum products from Mangalore Indian to Port Louis. As per the contract, STC was bound to hire and pay 100% of the freight capacity of the vessel for a period of 15 years. And this is interesting, Mr Speaker, Sir, hire and pay 100% of the freight capacity of the vessel for a period of 15 years regardless, Mr Speaker, Sir, of whatever the vessel carried as a full load. Whether you carry a full load or not, whether you carry 10% load, 20% load, you pay 100% of the freight capacity.

(Interruptions)

This is what was stated in contract, I am referring to the judgement!

(Interruptions)

Mr Speaker: Order ! Let the Minister make his case. Do not embarrass!

Mr Teeluck: Still as per the contract, Betamax has a right of first refusal to transport the quantity of petroleum products which STC would import into Mauritius but which exceeds the freight capacity of the vessel. That means, Mr Speaker, Sir, granting Betamax a monopoly on the import of petroleum products to Mauritius in excess of what it already brings under the contract.

Mr Speaker, Sir, in this contract of 15 years, the first year of operation, an amount of Rs704 million was paid. *R 704 millions pour la première année d'opération, on parle que de 2011* and thereafter, *toujours* as per the contract the freight rate is increased and it escalates throughout the 15 years and hear me out...

(Interruptions)

An hon. Member: *Fer to compte zordi!*

Mr Speaker: What is happening there?

(Interruptions)

Mr Ramful: Mr Speaker, Sir, on a point of order. My learned friend is a lawyer, I believe, and he is not well aware that there is a case before the Privy Council that has reversed the judgement of the Supreme Court and still...

Mr Speaker: Wait! There is a point of order!

Mr Ramful: Is he not trying to make a case against Betamax? What is he doing? Is he now trying to reverse the Judgement of the Privy Council...

Mr Speaker: Do not use the ruling there.

Mr Ramful: ... in Parliament? At least he should have some respect to the Law Lords!

(Interruptions)

Mr Speaker: Order!

Mr Ramful: The highest Court of this country!

(Interruptions)

Mr Speaker: Order! Order! This is the Judgement! It is in the public knowledge, now! So, any newspaper, any forum can comment on it.

(Interruptions)

No, this is Judgement and public.

(Interruptions)

Hon. Member, you are a lawyer also!

Please, continue!

Mr Teeluck: I am just stating facts, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker: What is happening there, hon. Toussaint?

Mr Teeluck: Mr Speaker, Sir, I will go to a final point. I will not be too long, I think this is very important. Still, as per facts stated in the case between the enactment of the Public Procurement Act in 2006 and the making of the contract of the affreightment on 27 November 2009, the Public Procurement Act and the Public Procurement Regulations were amended. Two amendments were brought to the Public Procurement legislation in 2009.

The first one just after the incorporation of Betamax; 29 juin 2009 Public Procurement Amendment No. 2 Regulation et 30 juillet 2009 just before the award of the Contract, section 35 of Finance (Miscellaneous Provisions) Act 2009 and schedule 4 of the Act.

Mr Speaker, Sir, still quoting –

“The effect of the amendments to public procurement legislations was to exempt the contract of affreightment from the Public Procurement Act”.

(Interruptions)

Mr Teeluck: Mr Speaker, Sir...

Mr Speaker: The hon. Minister is making his case. Are you opposing the hon. Minister?

(Interruptions)

Okay, you continue!

Mr Teeluck: Mr Speaker, Sir, let me remind this House that in March 2013, the retail price of Mogas and gas oil was at its highest that the country has ever known. Mogas petrol: R 52.25, Gas oil/Diesel: R 43.95 *et* there was no COVID-19 at that time, exactly, thank you hon. Member. I will leave it through you, Mr Speaker, Sir, to the population to make their judgement in relation to the Betamax case.

Mr Speaker, Sir, this Budget has been presented in difficult economic situations and despite the odds, my colleague the hon. Dr. Padayachy has been able to present a budget that aligns with the philosophy of the Government and I congratulate him for that.

Mr Speaker, Sir, allow me to come to my Ministry, it would be an understatement for me to say that from the beginning of last year till date, it has been rough for the cultural and creative industries. Now that we are more than a year into this pandemic, we have experienced the struggles and the unprecedented financial situation, many artists find themselves in. Yet, we have also regularly been witnessed to glimpse of hope.

Promising innovations and with marvel at the plethora of adaptations of a generally resilient arts sector. Despite the crisis, many established and amateur artists found ways to engage the public and such positive movements remind us of the value and power of creativity. I have no doubt our artists, cultural content creators and workers in the sector have suffered and are still suffering from not being able to work. We have tried to give support to our artists in these difficult times despite financial difficulties we are facing.

Mr Speaker, Sir, in a bid to further provide immediate support to our artists last year and as an online platform, we introduced the Post-COVID-19 Action Plan. An amount of around Rs13 million disbursed to the Artistic Sector for the implementation of the Post-COVID-19 Action Plan which has benefited some 1,300 *artistes*. The Action Plan has, to a

large degree, met the needs of different players in the artistic field. We have in due course also adapted the schemes in view of the expectation of artists and sanitary situations. Mauritius was COVID-19 safe until March this year and we had to come up with another initiative - the Artist Support Plan 2021 - to assist artists who are suffering a loss of revenue as a consequence of restrictions imposed on related activities. My Ministry shelled out seven bold schemes addressed to different categories of artists in the music industry, writers, visual artists and filmmakers amongst others. The total financial implications for the implementation of the COVID-19 Artist Support Plan is around Rs9 million and has already been launched. With the opening of our borders, some of the end products of our creators will be used as promotional tools to promote Mauritius as a cultural destination.

We have also already started receiving applications and we expect that this plan will further support our creators. We should not forget that the Government has also supported our artists with the Self-Employed Assistance Scheme and the Wage Assistance Scheme. A total amount paid to 386 artists under the self-employed scheme for the period June 2020 to May 2021 stands at *R 49 millions*. Furthermore, MASA has also dished out a total amount of around Rs5 m. to some 700 *bénéficiaires* under its two COVID-19 Financial Assistance Schemes during the two lockdowns in 2020 and 2021.

All said and done, Mr Speaker, Sir, there is now a need to look also beyond immediate relief to deal with artists' short-term needs and despite all efforts made by my Ministry in coming up with a panoply of support mechanisms and financial schemes for artists, the need for a proper legal structure for the sector becomes more and more obvious. There is a need to improve the social security, labour and tax status of artists whether employed or self-employed in light of their contribution to the cultural and social development of the country. We can no longer overlook the special conditions of work and employment under which artistic activity takes place. We have to admit that the designing of a Status of the Artist legislation is very complex and challenging. I understand that the artists participating in a joint workshop with the representatives of my Ministry expressed the need to implement the policies which had been discussed intensively over the previous years.

Not only the registration as a mechanism in place to formalise the status of professional artists, but also how to organise of the national body for artists to promote artistic, creativity and provide career -related services for artists. As recently stated in my reply to a Parliamentary Question on this topic, we have already kick-started the drafting process and I shall be bringing the draft bill shortly to the National Assembly.

Mr Speaker, Sir, there appears to be a consensus amongst members of the MASA and artists in general that the MASA is not functioning up optimally. We are concerned and we are addressing this complex issue. Since February 2021, the Ministry has requested the Office of Public Sector Governance to conduct an audit on the allocation and use of funds at the MASA. This exercise is presently being carried out and will help us ensure that the financial resources at MASA are being properly administered for the benefit of its members. On a different note, we have to ensure that music creators are being duly remunerated for the use of their works. We have to remind ourselves, Mr Speaker, Sir, that the artistic creations demand not only inspiration, but also financial investment and hard work. Our artists have to be rewarded for their efforts. The copyright tariffs had not been reviewed since 2008. We have last year introduced the Copyright Fees Regulation 2020, which not only reviews upwards the tariff rates but also the tariff base to ensure wider collection to reflect the commercial use of music. Increasing the tariff is one thing, but collection of fees is as important. To that effect, we have had consultations with different authorities to facilitate the collection to ensure efficiency in this collection process. The new tariff will enter into force as from 1st July of this year. The non-operation of the hotel sector has caused a drastic fall in the revenue of MASA. Its collections have reduced from Rs37 m. in financial year 2018-2019 to only Rs9 m. in financial year 2020-2021. The society has found itself with not enough cash flow for its own operation and the Ministry had to inject funds over the last six months to enable the society to continue its operations. I wish here to thank my colleague, the Minister of Finance, for understanding the difficult financial situation being faced by MASA and for having tripled the annual grant to MASA from Rs2.4 m. to Rs7.4 m.

Mr Speaker, Sir, now, I come to the cultural heritage sector. What could be a better symbol of resilience than the fight for liberty and the making of modern Mauritius despite going through the surge of slavery and indenture, and the Intercontinental Slavery Museum is in itself a symbol of resilience. On 20 October 2020, the hon. Prime Minister launched Phase 1 of the ISM Project, housed at the ex-Military Hospital in national heritage and the oldest building constructed under French occupation. Phase 1 consisted of the opening of the ISM temporary exhibition entitled, 'Breaking the Silence,' and a public consultation process. The proposed concept for the forthcoming ISM was showcased and the views of the public on the future setup and design of the museum were sought from visitors. Some 3,000 persons visited the temporary exhibition. Let me quote what one of the visitors had to say -

“Long overdue to build a strong Mauritian society, all inputs from Asia, Europe and Africa must be present. We must not be ashamed or afraid of what has taken place. Our past is the ingredient for a strong and prosperous future.”

Indeed, the Government is committed to ensure that the memory of our ancestors are preserved and promoted in providing Rs50 m. for the second phase of the Intercontinental Slavery Museum bears testimony to the commitment of the Government to the preservation of our history. With the completion of Phase 1, ISM is getting ready to proceed with the implementation of Phase II of the ISM Project, which shall entail the following –

- (i) preparation and implementation of a conservation plan, including its heritage and visual impact assessments, and
- (ii) the design and setup of the ISM, which will include, among others, the acquisition of objects, artworks, records and design and mounting of exhibitions.

Mr Speaker, Sir, we have lovers of our heritage who are so passionate about preserving and disseminating our heritage that they often have to go through numerous personal and financial challenges to live their passions. I have here a special thought for all those people who are showcasing our history to local and foreigners through their private museums, and I have no doubt that the provisions to the tune of Rs1 m. made in the Budget will encourage the classified private museums to survive and further enhance their propositions. My Ministry will be finalising the modus operandi of the operation on this grant. Our Republic, Mr Speaker, Sir, although young in terms of history, is rich in heritage. Through the set of measures in this Budget, Government has shown the importance it gives to our heritage. Almost half a billion rupees have been spent over the last five years for the rehabilitation and restoration of heritage sites. During the last financial year, Rs35 m. under the Lotto Fund was granted to the rehabilitation and restoration of different heritage sites, and to ensure safeguarding heritage sites, we must ensure that regular conservation and maintenance are done. To meet this objective, the National Heritage Fund is setting up a Specialised Conservation Unit with officers trained to carry out conservation and maintenance work of heritage sites.

Mr Speaker, Sir, we are all aware of the conditions in which our collective memories are being stored at the National Archives and the National Library. We are on the right track for the construction of a National Archives and National Library Building Project which

comprises of construction of a purpose built complex of international standard of scale of around 6,000 square metres on a plot of 3.5 Acres in Moka to house these two institutions. We are here referring to a project of a value of USD13 Million. The tender document are currently being finalised in view of submission to Exim Bank of India and for the floating of tenders for the construction.

Mr Speaker, Sir, quickly, allow me to say a few things on my constituency. I wish to thank Dr. the hon. Padayachy for allocating funds for various projects in my constituency and inhabitants of constituency no. 6 who have without any reserve welcome the proposed projects. Since the last general elections, my colleague, Dr. Anjiv Ramdhany and I, are toiling day after day to implement and follow-up on projects in the various villages in the constituency. Of course, Mr Speaker, Sir, there are issues, there will always be issues. No one would deny that but *il y a de la volonté aujourd'hui* to solve these issues. We, as the two elected Government MPs, hon. Ramdhany and myself, we are committed to resolve these problems and we will leave no stone unturned.

I seize this opportunity to thank the inhabitants of my constituency for their trust and support and to all members of the different village councils and district councils and other authorities like the CWA, which provide their constant support and help us achieve our objectives.

Mr Speaker, Sir, before concluding allow me to pay homage to Sir Anerood Jugnauth. I never had the privilege to serve under his Prime Ministership, nor have I personally known him, save for certain occasions where I would meet him in official functions. But what I know of this great man is from people around me, from what my father would tell me and from what I read about him. He was a man of vision, a man of action, a man determined to raise his country and his countrymen from a Mauritius with an inflation rate in the early 80's as high as 42% to a prosperous Mauritius, where the economy surged to new heights.

SAJ, comme je l'ai dit précédemment, a été vecteur de cette transition, cette île Maurice appauvrie, engorgée de dettes des années 70 et début 80, vers une île Maurice rayonnante de prospérité. Il a tracé le chemin pour la jeunesse. Il a tracé le chemin pour l'émancipation de la femme. Il a tracé le chemin du développement industriel ; il a tracé le chemin de chaque Mauricien vers la lumière, vers l'égalité des chances, vers une île Maurice moderne. Hommage à vous grand homme, que le pays reconnaît comme le Père du miracle économique.

And today, I proudly stand as a Member of the MSM Party, of a Government led by his son, hon. Pravind Kumar Jugnauth, who nurtures the same values and principles as Sir Anerood Jugnauth. Mr Speaker, Sir, again I congratulate the Minister of Finance for this Budget exercise and the Prime Minister for his leadership. We will sail through rough tides, we will emerge from all difficulties, because on this side of the House, '*nou, nou ena enn kapitain ki for, ki pe travay*', and to translate Mr Speaker, Sir, we have a true leader in all sense of the word and that makes all the difference. And to translate, Mr Speaker, Sir, we have a true leader in all sense of the word and that makes all the difference.

I am done, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker: I will suspend the Sitting for 30 minutes. Do not fight over coffee!

At 4.44 p.m., the Sitting was suspended.

On resuming at 5.28 p.m. with Mr Speaker in the Chair.

ANNOUNCEMENT

HON. FRANÇOIS - VIDEOCONFERENCING

Mr Speaker: Hon. Members, I wish to inform the House that I have acceded to the request of hon. François, MP to intervene from Rodrigues through videoconferencing.

Hon. François, welcome to the National Assembly. You may start!

(5.28 p.m.)

Mr J. F. François (First Member for Rodrigues): Thank you. Mr Speaker, Sir, hon. Members, greetings to you all from Rodrigues.

Thank you, Mr Speaker, Sir, for the kind opportunity in this COVID-19 situation and also at a time, the Virtual World e-parliament Conference 2021 is being held, to virtually contribute on behalf of the people of Rodrigues on the Appropriation Bill (2021-2022) Bill 2021 (No. X of 2021).

Mr Speaker, Sir, with your permission, allow me to pay tribute and respect to late Sir Anerood Jugnauth, former Minister for Rodrigues, former Prime Minister and former President of the Republic of Mauritius. I also associate myself with hon. Léopold whom I am thankful, on behalf of the people of Rodrigues, the OPR Party and my family to extend my sincere condolences to Lady Sarojini Jugnauth, the hon. Prime Minister Pravind Jugnauth and family.

The 03 June 2021, what a symbolical date for our history, a date of great sadness for SAJ *Adieu* to us. A date for the Corpus Christi Celebration (*La Fête Dieu*) for Christians and for myself, it's my birth date. Let me thank SAJ for what he has done and accomplished as a shining light of many lights that illuminates our horizons.

SAJ is a political giant, a person of Great Influence with great vision, a role model and a true patriot. How proud we are for SAJ role as a *combatant* for our claim of decolonisation and sovereignty over Chagos Archipelago and the cause of the Chagossians!

M. le président, SAJ a une place privilégiée dans les cœurs des Rodriguais. Et cette réciprocité est gravé en lettre de diamant parce que « *SAJ ti contan nou et nou aussi nou contan li* ». Je souligne sa capacité d'accepter la nouveauté pour l'émancipation du peuple de Rodrigues à travers une relation étroite avec son frère Rodriguais, Serge Clair, leader de l'OPR. J'ai vu la douleur et la grande tristesse de Serge Clair.

SAJ a eu cette oreille attentive et a compris les besoins de Rodrigues, tant sur le plan social, économique et politique. SAJ nous a enseigné avec une grande humilité, la valorisation et le respect des valeurs, la spécificité, l'authenticité et la dignité du peuple de Rodrigues. Comme un vrai politicien moderne dans cette ère de modernité politique, il s'est engagé pour faire évoluer la décentralisation du pouvoir à Rodrigues. La démarche de SAJ témoigne sa reconnaissance pour Rodrigues et cela à 3 reprises historiques –

- En 1982, il nomma Serge Clair, un fils du sol de Rodrigues, comme ministre de Rodrigues ;
- En 1992, alors que Maurice accéda au Statut de la République, il permit à Serge Clair, de présenter le *Rodrigues Local Council Bill*, en vue de mettre en place le *Rodrigues Local Council* regroupant les forces vives de l'île avec Mademoiselle Antoinette Prudence, à la tête, ayant un rôle consultatif auprès du gouvernement. Avec fierté, Mademoiselle Karen Roussety et moi-même, nous avons porté le premier drapeau du *Rodrigues Local Council* ;
- En 2001, avec l'honorable Paul Bérenger, Leader du MMM et Serge Clair leader de l'OPR, il dota Rodrigues de son statut de maximum autonomie, votée à l'unanimité, dans cette Assemblée.

Sur le plan culturel et l'ouverture sur le monde, SAJ valorisait pleinement la culture Rodriguaise à travers les déplacements des troupes culturelles. M. le président, pour terminer

sur mon hommage à SAJ, je demanderai à l'honorable Premier ministre et tout autre futur Premier ministre de la République de continuer sur les traces de SAJ, par rapport à Rodrigues. Un vœu du peuple de Rodrigues, c'est de demander au gouvernement central, d'officiallement décréter le 12 Octobre, comme la journée de Rodrigues et férié pour Rodrigues.

M. le président, Rodrigues est reconnaissante à SAJ pour son rôle de permettre à Rodrigues d'avoir pleinement sa place dans la République. Rodrigues sera l'avenir de la République. Que son âme repose en paix, soyez béni et que Dieu soit toujours avec vous SAJ. Merci, SAJ !

En deuxième lieu, M. le président, dans ce contexte de pandémie et budgétaire avec beaucoup de compassion, je voudrais exprimer ma profonde solidarité envers nos sœurs et frères Rodriguais, encore bloqués à Maurice, environ 375. Je suis de près la situation ensemble avec l'Assemblée Régionale de Rodrigues et j'espère que dans les jours ou semaines à venir, avec une ouverture responsable de notre frontière ou à travers le protocole existant, ils pourront retourner à Rodrigues.

Je demanderai humblement au Comité de Haut Niveau en concertation avec les propositions de l'Assemblée Régionale de Rodrigues (RRA), de décider avec diligence de la prochaine étape pour permettre à ces Rodriguais bloqués à Maurice de rentrer à Rodrigues. Je leur encourage aussi de se faire vacciner contre le COVID-19 dans l'intérêt de toute la population et du pays, car personne n'est en sécurité jusqu'à ce que nous soyons tous en sécurité.

Ici, je dois remercier le gouvernement central et régional, pour les politiques adoptées jusque-là, ayant permis d'épargner Rodrigues du COVID-19. La santé et la sécurité du pays avant tout.

Mr Speaker, Sir, now, let me come back to the Budget debate. Allow me to congratulate the central Government, the Minister of Finance and all his hard working team that portrayed the new approach of Collective Intelligence, Imagination, Innovation and Sustainability towards Recovery, Revival and Resilience in this difficult economic and health context as we aim for post-COVID-19 rebuilding. Everyone knows that all around the world, Governments and Ministers of Finance are facing the same economic challenges. There is hope for us while shaping a new economic architecture with some new social rethinking.

Mr Speaker, Sir, it is reported by the Belgium National Bank that fiscal policy has been applied everywhere to deal with the COVID-19 crisis. Central Banks have actively bought back public securities. The report further affirms that this does not change the responsibilities of both Government and banks. Government is responsible for debt sustainability and Central Bank, price stability.

Mr Speaker, Sir, in line with the SDGs Agenda 2030, this Budget continues on our commitment and obligation to building a better future where nobody is left behind. G7 nation has pledged and committed \$40 trillion for sustainable development for the developing countries. We must take advantage of same. As suggested by the International Parliamentary Union, our Parliament requires to take concrete measures as this pandemic is not only a health issue but also a social, economic, legal and political challenge.

This Budget is about putting people first, with key provisions for improving quality of life, quality of our infrastructure and transportation and placing the environment at the centre of our social and economic development. Done sustainably, it is in line with the recent G7 recommendations. This Budget is a Budget of strengthening in its momentum of a new normality. This forces us to look at the essentials, such as, the protection of life, Rs11.7 billion for a National Flood Management Programme.

Improving quality of life of our population, Rs12 billion for housing, public health, hence, the importance of vaccination, agriculture and fishing for our food sovereignty to feed the population, strong support to local production for a stronger local economy amongst others.

Mr Speaker, Sir, this Budget characterises its support with great flexibility, accompanied by transformative plans and visions for the recovery of our economy. I highly value the new step in the Green Energy Economy initiatives, Rs5.3 billion to be invested for Green energy by CEB. Electric vehicles will be the new trend of our transport system.

Mr Speaker, Sir, I note the expansion of the role of EDB in Mauritius which has an office in Rodrigues. Certainly, with all the economic measures announced, there is need for more collaboration and coordination through a shared decentralised responsibility. The many national economic boosters, for example, for entrepreneurs, are surely applicable to Rodrigues as well.

Mr Speaker, Sir, the crisis has revealed the need to rethink the structure of our tourism economies. Despite that, the Tourism Industry has shown a strong ability to adapt, innovate

and recover from adversity, the 650,000 tourists targeted, require a new roadmap to transform the tourism needs. As the World Tourism Organisation recommends, it is important for our tourism to shift towards a resilient, competitive, resource-efficient and more importantly, as a carbon neutral sector.

Mr Speaker, Sir, our food security and nutrition are still under threats, such as a collapse in global supply chain demand for internationally produced agri-food products and growing disruptions to local food markets. Animal breeding and livestock production is gaining momentum as an economic sector and the creation of wealth. I applaud the consideration given to them in this Budget. Rodrigues is a key player in that sector.

However, Rodrigues livestock is presently affected by the Foot-and-Mouth disease reappearance and its timing is highly questionable. Some 182,000 doses of vaccines O-type have been donated by *Agence française de développement* (AFD) and European Union. 100,000 doses of the consignment have already reached Rodrigues for a vast vaccination campaign. As at now, 19,000 out of 28,000 livestock have already been vaccinated. Continuous vaccination on all livestock is necessary.

Mr Speaker, Sir, the fishermen are not left behind in this Budget. The lump sum of Rs52,500 for relinquishment of fishermen cards is welcome by fishers. In Rodrigues, out of the 1200 registered fishermen, 392 are above 60 years old and 20, about 60 years old.

The Amnesty Programme, through the Development Bank of Mauritius, will be a huge relief for many fishermen. However, for Rodrigues, I will make a plea that DBM must exceptionally look into providing a complete waiver of those small SMEs loans up to certain agreed capital quantum other than for fishermen and planters only.

For example, last week, a pensioner, with a monthly pension of Rs10,500, with an unsuccessful business loan, came to see me with an accrued loan of nearly a million rupees. She will never get out of this debt trap. The support to women entrepreneurship, through DBM, is most welcome and must be canvassed. Rs100,000 interest-free loan, 0.5% loan under the COVID-19 Special Support Scheme up to Rs1 m. and so on.

Mr Speaker, Sir, the Mauritius Research Innovation Council (MRIC) is embarking in a broader mandate for research and innovation. The provision of Rs125 m. to finance research projects will certainly ensure access to Finance and technical support and opportunities to promote social and entrepreneurial innovation, both at national level and in

Rodrigues. In support to its development, Rodrigues requires the restructuring and empowering of its local branch of MRIC for its research and development strategy.

Mr Speaker, Sir, the COVID-19 pandemic is today a force multiplier for an increase in technology use. The United Nations, in its Technology and Innovation Report, 2021, is urging all developing nations to prepare for a period of deep and rapid technological change that will profoundly affect markets and societies. We must engage positively with these incoming disruptions.

Together with locals, we need also to attract more foreign direct investment in our Technology and Innovation Sector for more digital global players to invest and for more innovators to emerge. Rightly supported by hon. Diolle, I was listening to her.

Mr Speaker, Sir, as rightly mentioned to achieve our goals for the economy, we need a strong, resilient and efficient public service. Next Wenesday, 23 June, it is the United Nation's Public Service Day, to be virtually celebrated under the theme – Innovating the Future Public Service New Government Models for a New Era to reach the SDG's and I am glad that the Ministry of the Public Service, Administrative and Institutional Reforms, will organise a first time event in that direction.

The PRB Report will be implemented in a context where UN is pushing for - Innovating for a new era, leveraging the role of technology for the future public service. In this era of technology influence, this should stimulate the public sector to make better informed decisions, monitor performance and improve service delivery and to prepare the future public service for a new era. I also hope that there will be fundamental changes in how our public servants are hired, trained and retained for a better service.

Mr Speaker, Sir, this Budget sets the stage for a sustainability transition programme. So much have been said in this House, I will not repeat but, I highly commend hon. Ramano's speech. However, I will point out that there is a provision of Rs57 m. for 1MW Solar-PV farm at Grenade, Rodrigues. Provision made also for the installation of a 1MW Battery Energy Storage System (BESS) in Rodrigues and actually a 1.5MW one is in progress. Further, wave and off-shore wind farm will foster renewable energy production. Rodrigues has shown significant potential and should be considered as a potential site to pilot these technologies. In line with our Rodrigues ecological vision, an objective to reach 100% renewable energy, this is an opportunity to engage in this area.

Mr Speaker, Sir, it is clear that Government in this climate change urgency is making huge efforts to rise to the challenge of climate change through the National Environment and Climate Change Fund, COVID-19 Projects Development Fund, COVID-19 Solidarity Fund and the National Environment Cleaning Authority. It is clear that each Ministry has to operate as a climate change Ministry as we support a new green strategy, be it transport, finance, health, energy, agriculture, gender and others. Same principle also should be applied to the Rodrigues Regional Assembly Commissions, a paradigm shift.

As we advance towards COP26, I note that a more ambitious Intended Nationally Determined Contributions (INDC) with our efforts to reduce our national gas emissions and adaptation to the impact of climate change is being worked out to meet the COP21-Paris Agreement objectives.

Mr Speaker, Sir, our Nano-Satellite MIR-SAT1 project is a revolutionary space technological project. Its data and image accuracy will be dynamic with satellite spectranomics, as compared to actual static and airborne data available such as aerial images or photos of a digital elevation model. This will be a new advancement for our Republic, mainly for the possibility to build, not only 3-D but 4-D maps, for our land drainage master plan by the Land Drainage Authority, monitoring eco-systems, weather forecast and climate change sustainability and adaption. It will also open door for new technology in the data mining applications.

Gestion des inondations et constructions des drains, M. le président, permettez-moi de remercier le Premier ministre et le ministre des Finances pour la considération remarquable à travers les mesures annoncées afin de protéger et soulager la population. Je note aussi la confiance placée en nous les PPS, par le ministre des Infrastructures Nationales, l'honorable Hurreeram *pour ban bons travaille ki pe faire*.

Ce budget renforce l'investissement dans ce secteur à l'ordre de R 11.7 milliards, dont R 224 millions pour Rodrigues. M. le président, la NDU contribue dans le développement de Rodrigues et cela dans le cadre et le respect de l'autonomie de Rodrigues. Les actions et résultats sont palpables et c'est avec un profond sentiment de satisfaction, comme un PPS d'action que j'annonce l'achèvement des projets de la NDU à Rivière-Cocos et Grand La Fourche Mangles, sous le *Emergency Procurement*, ceux de Baie Malgache complété à 99% et Port Mathurin à 98 %.

Deux nouveaux projets extrêmement importants pour Rodrigues sont en phase d'évaluation des offres dont les radiers de Port Sud Est dans la région 3 et Anse Ali dans la région 6. D'autres projets sur la liste sont –

- (a) Port Mathurin Phase 3 ;
- (b) Radiers de Mourouck ;
- (c) Baie Du Nord ;
- (d) Baie Topaze ;
- (e) Grand Baie ;
- (f) Rivière-Cocos ;
- (g) drains à Anse Aux Anglais ;
- (h) Quatre Vents ;
- (i) Accasia, et
- (j) entre autres.

Mr Speaker, Sir, for social security, Government is on target through the many measures to lift more families and children out of poverty to tackle inequality. The free broadband internet facilities announced will benefit approximately 1,700 – 1,800 households registered under SRM in Rodrigues.

Mr Speaker, Sir, Rodrigues accounts for a new record of 10 centenarians, great symbol of our resilience as a small island for a population of 42,000 souls.

One of their secret is to eat what they grow – *mange manger ki sorti dan nou la terre ek nou la mer; manioc, mais, patate ek poisson*. As rightly raised by Commissioner Daniel Baptiste, I wonder whether Rodrigues should not be classified on the world longevity blue zone list together with places like Sardinia in Italy and Nicoya in Costa Rica.

Mr Speaker, Sir, the Government's one-off Rs500 voucher to children to buy books, must be a societal change maker for our youth. We have a choice either we create a TikTok style young generation or a blend of new empowered and cultured youngster through quality education.

Mr Speaker, Sir, as we move towards COP26 again, together with our new societal green initiatives, each and every youth of our Republic, must sign an Environmental Pledge.

Youth empowerment, leadership and engagement is much needed as we will gradually move to post-pandemic recovery efforts.

This is where our Parliament also needs strong internal mechanisms, such as a Youth Parliamentary Committee and Caucuses to advance the youth empowerment agenda. Here, I call upon the young parliamentarian from both side of the House to join the Inter Parliamentary Union Campaign for youth participation to say “Yes to Youth in Parliament”. An engaged youth is our legacy to transition our hard work to building better our future.

I seize this opportunity to congratulate all our national athletes qualified for the Paris Olympic Game 2024, specially Rodriguan born, Mervain Clair and para Olympians Brigila Clair and Eddy Capdor. I appreciate the efforts being done to accompany them by the Ministry of Youth Empowerment, Sports and Recreation and concerned sport federations.

Mr Speaker sir, as our education moves from disruption to recovery, one must re-imagine our education systems, they should be fit for purpose and build bridges rather than aggravate divides in this COVID-19 generation students. We have to mitigate learning loss and efforts are being done in that direction. Rs17 billion earmarked for education as a priority in this recovery phase. Now, it is the time to best adapt our education for resiliency. We do not want a pedagogical catastrophe for this COVID-19 impacted student generation.

Law and order, Mr Speaker, Sir, I note the massive investment to the tune of Rs10.3 billion for the Police Force, necessary to continue improving its efficiency in order to provide a consistently good service. I am encouraged about this investment, but I have some concerns about its ability to achieve maximum efficiency.

Mr Speaker, Sir, I had a productive meeting with the Rodrigues Police Division to bridge the gap between the Police service and the community for the betterment of our society through a community approach. Many concerns were raised and a long list of requests has been submitted to the Police Headquarters and the Ministry of Defence for due consideration. Amongst the requests, to name a few for the records are –

- (a) creation of a Medical Police Unit in Rodrigues;
- (b) additional vehicles and motorcycles;
- (c) standby generators for all Police Stations;
- (d) provision for a scanner in the port area of Rodrigues, especially in the fight against drugs entry in Rodrigues;

- (e) construction of an NCG Headquarters;
- (f) connecting all Police Stations to the fibre optic network;
- (g) provision for additional IT equipment for Rodrigues Police;
- (h) placement of CCTV Cameras in all Police Stations;
- (i) provision for body camera for Police;
- (j) review of accommodation, stipend allowances and facilities for officers travelling from Rodrigues to Mauritius, especially when transferring exhibits;
- (k) recruitment of more Police Band Officers from inside the service, and
- (l) promotion and continuous training.

Mr Speaker, Sir, I plead for a fair quota out of the 4,000 Police Officers to be recruited for Rodrigues. In the meantime, I will humbly request the Commissioner of Police to consider on a compassionate humanitarian ground the transfer to Rodrigues of those Rodriguan born Police Officers, on a case-to-case basis, who made a request.

M. le président, permettez-moi au nom du peuple de Rodrigues, encore une fois, de féliciter et remercier le gouvernement central, le Premier ministre et le ministre des Finances pour la considération remarquable accordée au développement de Rodrigues et dans la confiance.

Le Chef Commissaire, Serge Clair, ensemble avec son équipe, dans sa vision de continuer à ‘bâtir cette Ile Rodrigues de nos Rêves’, a présenté son budget régionale 2021-2022, qui a pour thème : ‘Vos Besoins, Votre Avenir, Notre Priorité’ ; un très bon budget. Il a mis l’emphase sur 5 axes prioritaires –

- (i) résoudre le problème de l’eau ;
- (ii) créer davantage d’opportunité d’emplois pour nos jeunes ;
- (iii) consolider davantage le service de la santé ;
- (iv) le logement social, et
- (v) poursuivre nos actions vigoureuses pour l’environnement.

Le ministre des Finances, le Dr. Padayachy, a matérialisé dans ce budget les besoins urgents de Rodrigues à travers les moyens nécessaires mis à la disposition du gouvernement

régional de Rodrigues. Pour la première fois, historiquement, le budget de développement a dépassé la barre d'un milliard de roupies. Parole donnée, parole sacrée.

M. le président, je me réjouis d'un investissement d'environ 4 milliards au cours des trois prochaines années pour la construction de la nouvelle piste de Plaine Corail. L'appel d'offre sera lancé d'ici la fin de cette année.

Je note aussi l'engagement de l'Agence Française de Développement pour le projet avec un montant à hauteur de R 1.6 milliards.

M. le président, le plan pour l'eau du gouvernement régional sera concrétisé avec un financement du *Mauritius Investment Corporation Ltd* à hauteur de R 1 milliard pour augmenter la production et aussi d'assurer une distribution régulière de l'eau à Rodrigues. Par rapport à certaines appréhensions, je dois préciser que l'Assemblée Régionale de Rodrigues reste l'autorité suprême dans la gestion de l'eau à Rodrigues.

M. le président, de plus, la *DBM* accordera un prêt d'un montant maximum de R 200,000 aux planteurs et agriculteurs enregistrés pour qu'ils construisent leur propre installation de stockage d'eau et investissent dans de nouveaux systèmes d'irrigation.

En passant, les termes de référence pour les services de conseil pour l'étude de faisabilité et la conception détaillée d'un system de l'eau usée à Port Mathurin, a déjà été formulé.

M. le président, le *buzz* du développement en ce moment à Rodrigues, c'est la construction de *track-roads* aux quatre coins de l'île par la Commission du *Deputy Chief Commissioner*, Monsieur Lisette. Construction '*pou ki la population aret marche dan la boue*', R 200 millions est prévue dans ce budget.

Positivement, le soutien au secteur du tourisme, la subvention sur le forfait spécial vacances de Rodrigues et la subvention sur les billets d'avion seront maintenues. Je salue l'effort indéfectible du gouvernement régional sous le *COVID-19 Relief Support Scheme* et le *Tourism Alternative Livelihood Scheme* pour sauvegarder et protéger l'emploi de plus de 500 personnes engagées dans ce secteur.

M. le président, la réduction du coût du fret de 20 % sur les marchandises entre Maurice et Rodrigues a fait l'objet d'une acclamation unanime dans tous les secteurs de la société Rodriguaise. Il s'agit d'une mesure très forte visant à permettre une baisse des coûts élevés de la vie à Rodrigues. Elle permet de réduire la disparité des conditions de vie entre

Maurice et Rodrigues. *Enkor enn fois, PM ek minis des finances inn tenir zot parole ek promesse.*

M. le président, une provision de R 414.9 millions est prévue pour le *Mauritius Shipping Corporation Ltd.* pour l'acquisition d'un nouveau navire polyvalent en remplacement du *Mauritius Pride*, un projet très utile pour nos transports maritimes.

Au niveau de l'ICT, le '*Techno Parc*' de Baladirou est en phase de construction, une provision de R 170 millions est faite dans ce budget à travers le *Rodrigues Business Park Development Company Ltd.*

M. le président, permettez-moi de faire un plaidoyer en faveur des 13 pompiers rodriguais, des gardes prison rodriguais, aussi bien que certains fonctionnaires mariés à Rodrigues et vice-versa pour leur transfert sur l'*Establishment* de Rodrigues suite à leur requête.

Avec le confinement, la décentralisation de certains services au niveau de la *MRA* et la *NTA* est plus que nécessaire aujourd'hui.

M. le président, 2022 est l'année de l'élection de l'Assemblée régionale de Rodrigues - *campagne electorale pe vinn enkor, nou pou la*. Suivant les dispositions constitutionnelles, une provision de R 185 millions est faite dans le budget de la Commission électorale.

M. le président, pour terminer sur Rodrigues, je suis heureux par l'enthousiasme que ce budget a suscité dans la population de Rodrigues. Je fais un appel à toute la population de Rodrigues surtout la jeunesse, oui, la jeunesse rodriguaise en qui nous avons beaucoup de confiance, de garder confiance envers le gouvernement régional de l'OPR afin que *bon travay bisin continuer, napa arete sa train de developman. Ensam nou pou al encore pli loin et nou pou la*.

M. le président, un mot sur Les Chagos, après l'avis de la Cour Internationale de Justice statuant notre souveraineté sur Chagos et la décolonisation de Maurice, il est grand temps *pou ki nou alle pose nou lipied lor la terre Chagos ensam avek pep Chagossien*.

To conclude, Mr Speaker Sir, I have the following questions that each and everyone should ask –

- What is the right thing to do when confronting a completely unprecedented situation, for now the pandemic COVID-19?
- How should we continue to live in a period of profound uncertainty?

- How do we re-imagine a new future in this context?

Mr Speaker, Sir, we have no choice more than ever as a nation but to be simply resilient and innovative as this is the time where there is a greater need for collective action to reshape our future. This is the time for us all to come together with sacrifice and confidence in our capacity to building an even better future. This is the time for us all to take our nation's challenges in the face of reality to better things together, as it is not the time for individualism nor for political pettiness. This is our time, the crucial moment for us all to show even greater national solidarity and consensus for the incoming tasks ahead.

Mr Speaker, Sir, let me finish by thanking your good office, the hon. Chief Whip, Office of the Clerk, the Parliamentary ICT and Broadcast Unit, the Rodrigues Regional Assembly, MBC, Rodrigues, Mauritius Telecom, Rodrigues and staff at NDU Mauritius and CAB Rodrigues.

Mr Speaker, Sir, I am done and I thank you for your kind attention. God bless you all. Thank you.

Mr Speaker: Hon. Francois, thank you very much for your contribution to the debate. Thank you.

Mr Francois: Thank you, Mr Speaker, Sir, it was a pleasure. Thank you and I will see you soon.

Mr Speaker: See you soon!

Hon. Quirin!

(6.05 p.m.)

Mr F. Quirin (Third Member for Beau Bassin & Petite Rivière): Merci M. le président. Avant d'entamer mon intervention sur le Budget 2021-2022, je souhaiterais, avec votre permission, M. le président, revenir rapidement sur l'intervention de l'honorable ministre Teeluck qui a affirmé que l'opposition dans son ensemble est contre la vaccination, que nous faisons campagne contre la vaccination. Rien de plus faux, M. le président. C'est normal que nous voulions que les vaccins qui soient administrés à la population mauricienne soient validés par l'OMS. Quel mal y a-t-il à cela? Venir dire qu'on s'est fait vacciner en catimini, relève d'une bassesse sans précédent. C'est de la mauvaise foi, M. le président. Et je souhaiterais déposer deux photos que j'avais prises quand je me suis fait injecter ma première et ma deuxième dose d'AstraZeneca respectivement et que j'avais posté sur ma page

Facebook pour encourager la population mauricienne à se faire vacciner. C'est qui le vrai démagogue, M. le président?

M. le président, avant d'entrer dans le vif du sujet, je me dois d'aborder la question qui préoccupe le plus nos concitoyens en ce moment. Je fais bien évidemment référence à la COVID-19. Nous savons tous à quel point la population est inquiète. M. le président, les Mauriciens sont inquiets pour leur santé et celle de leurs enfants mais aussi pour leur emploi, leur revenu et l'éducation de leurs enfants qui est aujourd'hui menacée. Plus que jamais les Mauriciens veulent savoir la vérité; la vérité des chiffres; les faits tels qu'ils sont et la vérité sur leur avenir. La population veut savoir ce qui est fait et ce qui peut être fait pour remédier à cette situation de crise sanitaire et économique qui n'arrête pas d'impacter négativement sur leurs moyens de subsistance.

M. le président ...

Mr Speaker: Take your time.

Mr Quirin: La pandémie du Coronavirus est le principal défi auquel le pays est confronté aujourd'hui. Hélas, ce virus n'est pas le seul défi. Nos compatriotes cherchent des signes d'espoir à travers les mesures et les décisions annoncées dans ce budget. Est-ce que ce deuxième budget du ministre des Finances vient apporter des réponses aux problèmes économiques et sociaux dans lesquels se trouve le pays aujourd'hui afin d'assurer la stabilité la sécurité et la prospérité auxquels nos concitoyens s'attendent ?

Ce budget que le grand argentier nous demande de voter protégera-t-il notre pays et notre peuple pour assurer ce que lui-même a mentionné dans son intervention vendredi dernier, à savoir le redressement, la renaissance et la résilience de Maurice. Non, M. le président. Le Budget 2021-2022 est plus qu'insignifiant en termes d'espoir avec un manque total d'ambition. Les réactions qui ont suivi la présentation du budget et qui continuent encore aujourd'hui parlent d'elles-mêmes. L'insatisfaction est à son apogée puisque les Mauriciens se sont vite rendu compte que rien n'a été entrepris pour contenir la spirale inflationniste du marché Mauriciens avec la flambée des prix dans les supermarchés et les trous dans les poches de ceux au bas de l'échelle sociale.

M. le président, avec la valeur très faible de la roupie face aux devises étrangères notamment, le dollar américain et l'euro, ajouté à cela les deux roupies additionnelles sur le prix du litre de l'essence et du diesel, cela ne fera qu'élargir le gouffre dans lequel se trouvent

déjà les familles mauriciennes comme indiqué dans un rapport de Statistics Mauritius qui datent de cette année, j'y reviendrai, M. le président.

Face aux indicateurs alarmants, les Mauriciens espéraient une réaction et une approche plus humaine dans les décisions du gouvernement. À la place, nos concitoyens ont eu droit à un ensemble de propositions hétéroclites dont certains dénoués de tout sens, un peu comme certaines décisions incohérentes prises par le gouvernement à travers le *High-Level Committee* dans la gestion de la pandémie.

M. le président, s'il y a une chose qui caractérise la république de Maurice depuis 2015, c'est bien le niveau de la corruption qui, au fil de ces dernières années, s'est généralisé à divers niveaux au sein de nos institutions. Pourtant, il n'y a pas la moindre mention de ce mal dans l'intervention de l'honorable ministre des Finances. Pourtant c'est un problème que Maurice doit traiter en priorité. D'autant que nous ambitionnons à faire du secteur financier un des piliers de notre économie.

M. le président, les Mauriciens vivent la corruption au quotidien mais ce qui est plus grave c'est que cette pratique est entrée dans les mœurs; elle est devenue la *new normal*. Je ne vais pas m'attarder sur les listes grises ou noires de l'Union européenne ou d'autres institutions internationales qui stigmatisent notre pays depuis 2019 et dont nous ne sommes pas près d'en sortir. Cela porte atteinte à la réputation du pays.

En revanche, M. le président, je vais m'attarder sur ce que pensent nos compatriotes aujourd'hui sur le niveau de la corruption à Maurice.

D'abord, un chiffre, Maurice est 5^{ème} en Afrique et 52^{ème} au classement mondial sur l'indice de perception de Transparency International derrière les Seychelles, le Botswana, le Cape Verde, le Rwanda, entre autres, selon un communiqué émis par *Transparency Mauritius* le 28 janvier dernier. Toutefois les événements de la deuxième partie de 2020 ne sont pas pris en compte dans la formulation de l'indice de *Transparency International*.

Les affaires qui défraient l'actualité locale depuis le début de l'année devront aussi avoir des répercussions sur ce classement l'année prochaine. Dans ce même communiqué, M. le président, il est indiqué que, et je cite –

« La situation à Maurice est préoccupante. La République de Maurice fait face aujourd'hui à un déficit institutionnel du fait d'un népotisme désespérant mais parfaitement légal si l'on s'arrête à l'aspect procédural. »

Donc, le communiqué de *Transparency Mauritius* parle encore de plusieurs de nos lois qui donnent le plein pouvoir au Premier ministre et à ses ministres de nommer au sein ou à la tête des institutions les personnes de leur choix sans aucune obligation d'expliquer leur décision.

M. le président, nul besoin d'aller chercher plus loin pour voir à quel point la confiance des Mauriciens dans les institutions, y compris dans la force policière s'est effritée et que la situation empire. Loin de moi l'idée de vouloir généraliser. Mais il faut quand même avouer, M. le président, que cette perte de confiance des Mauriciens dans les institutions saute aux yeux. Même les instances internationales ont décidé d'agir et n'ont pas hésité à appliquer des sanctions contre Maurice désormais considérée comme un mauvais élève.

M. le président, les Mauriciens dans son ensemble sont témoins de ce déballage sans filtre sur les tendances corruptibles et tentaculaires actuellement à la Cour de Justice de Moka dans le cadre d'une enquête judiciaire sur la mort suspecte d'un agent politique.

Du reste, un ministre dont le nom a été cité dans ce scandale a été poussé à la démission comme d'autres ont été forcés à le faire avant lui depuis 2015.

Mr Speaker: Do not venture anymore in this, it is *sub judice*.

Mr Quirin: M. le président, l'état de la corruption à Maurice est tel qu'aucune sphère n'y échappe à ceux qui ont décidé de faire main basse sur les affaires de l'État sans pour autant être inquiété outre mesure, y compris au sein de l'industrie hippique qui est visiblement la destination préférée des trafics en tout genre.

En effet M, le président, à chaque fois que les éléments de la Police effectuent une grosse saisie de drogue, il y a implicitement une personne liée aux courses et au pouvoir actuel qui est concerné. L'affaire N.K. en 2017 et tout récemment l'arrestation des frères G. avec des saisies de 137 kg et 243 kg d'héroïne respectivement, sont des preuves que le trafic de drogues est lié à des proches du pouvoir et des courses hippiques.

Dois-je vous rappeler, M. le Président, que les frères G. sont propriétaires des chevaux qui ont gagné durant la saison hippique 2020 et ils se sont même fait photographiés sans aucune gêne dans les paddocks du Champs de Mars mais aussitôt qu'ils ont été arrêtés par la Police, leurs noms ont subitement disparu de la liste des propriétaires pour la saison 2021, selon un communiqué émis par la *Mauritius Turf Club Sports and Leisure* le 11 juin dernier, à quelques jours seulement du début de la saison. Quelle coïncidence, M. le président !

Ils ne sont malheureusement pas les premiers sur cette liste mais nous avons l'impression que l'autorité qui doit agir contre les maldonnes et la corruption, notamment la *Gambling Regulatory Authority*, pratique une justice à deux vitesses. Pour preuve, M. le président, j'avais adressé deux questions importantes ici même à l'honorable Premier ministre et au ministre des Finances sur les allégations de courses truquées et sur l'achat des chevaux depuis 2020. Les réponses à ces questions ont démontré qu'une chose, la *GRA* n'a d'autres chats à fouetter que de s'occuper des malversations et de la corruption à l'intérieur même de l'industrie hippique où certains voient une personne qui tel un rapace décide à sa guise, pendant ce temps la Police des jeux n'est ni plus ni moins qu'un bouledogue sans dents. Où en est l'enquête, M. le président, sur les dénonciations de Paul Beeby l'ex-*Head of Integrity and Compliance* de la *GRA* sur les courses truquées durant les saisons 2019 et 2020 ? Zero pour l'heure et de l'autre côté de la Chambre, on s'étonne que l'anglais vienne dire aujourd'hui et je le cite –

“The Police des Jeux were simply inundated with complaints but they had no system to deal with them. No focus, no direction, no priorities and they were under-resourced.”

Autre point qui démontre que la corruption à Maurice est arrivée à un niveau intolérable, M. le président, ce sont les enquêtes non aboutis de l'ICAC. La liste est très longue, M. le président. Malheureusement quand la corruption est si répandue dans un pays, elle n'est pas sans conséquence sur la population. On a vu ailleurs comment des démocraties ont été vilipendées pour faire de la place à une autocratie à cause de la corruption. Et ce n'est pas sans raison, M. le président, que *the V-Dem Institute* a carrément classé Maurice comme une autocratie dans son dernier rapport qui date d'avril de cette année.

M. le président, il faut bien le dire, les Mauriciens n'ont plus confiance dans les autorités et les institutions. Il y a de plus en plus ce sentiment que les élections générales ne sont pas organisées de façon *free and fair*, sans oublier les artifices utilisés pour renvoyer les élections municipales aux calendes grecques. De même M. le président, les Mauriciens croient fortement que la Police n'agit pas avec équité et impartialité de même que notre population pluriethnique, ne se retrouve pas dans le recrutement au sein de la fonction publique et dans des secteurs paraétatiques.

Dans ce contexte, M. le Président, le ministre des Finances a annoncé le recrutement de 4000 Policiers sur une période de 3 ans et assurera la promotion de 1457 policiers au rang

de sergent. J'ose espérer que cet exercice de recrutement et de promotion se fasse dans le respect de cette population pluriethnique que nous sommes et cela en toute transparence. Il est aussi souhaitable, M. le président, que pour ce nouvel exercice de recrutement dans la force policière, qu'il y ait de la part des autorités un véritable filtrage au niveau des candidats, il n'est plus possible qu'il y ait autant de ripoux, de brebis galeuses au sein de la force policière comme nous le constatons ces derniers temps.

Au-delà du simple fait que la corruption met en danger une démocratie, elle provoque aussi davantage de misère et de découragement au sein de la population tout comme elle a un impact important sur l'économie réelle du pays. M. le président, je suis de ceux qui croient que la famille mauricienne doit primer avant toute chose. Rien que pour cela, le Premier ministre ne peut continuer à fermer les yeux face à l'ampleur de ce fléau qui désormais rivalise avec celui de la drogue. Pire, il est inconcevable que l'utilisation de *money politics* puisse aujourd'hui influencer les résultats des élections.

M. le président, un des secteurs les plus touchés par la pandémie liée à la COVID-19 est celui de la créativité et de la culture. Les artistes de tous bords n'ont pas hésité à tirer la sonnette d'alarme et à lancer des appels au secours aux autorités. Ces artistes espéraient beaucoup du ministre des Finances par le billet de mesures encourageantes et novatrices qui les aurait permis d'évoluer et surtout continuer à obtenir le soutien nécessaire comme c'est le cas pour d'autres secteurs d'activité. Malheureusement, il n'en fut rien même si nos amis artistes ont participé à des réunions avec le ministre des Finances et formulé des propositions dans le cadre de la préparation du budget.

A la place de propositions novatrices, le ministre des Finances est revenu avec le *Status of Artist Bill* alors que ce texte de loi a été annoncé depuis maintenant plus de trois ans et qui selon le ministre des Arts et du Patrimoine Culturel est toujours au stade de rédaction.

Pourtant, M. le président, ce ne sont pas les opportunités qui manquent pour valoriser nos artistes sur le plan international et même au niveau de la région. Les nouvelles technologies nous permettent de voir quotidiennement comment le secteur créatif et culturel à Maurice est dynamique et tente de s'adapter pour montrer leur résilience à une époque où les espaces culturels ne cessent de se réduire en raison de la pandémie.

M. le président, ce présent budget aurait dû inclure des mesures pour encourager cette résilience, par exemple je citerai le marché culturel artistique et cinématographique en Afrique qui est désormais un marché porteur en raison de ses nombreuses opportunités mais

très peu exploitées par les Mauriciens. Il est temps je crois que le monde créatif et culturel se mette à penser dans cette direction pour trouver des moyens afin d'utiliser le marché africain comme un levier notamment pour les jeunes artistes.

M. le président, sur le plan social, le budget 2021-2022 comporte je dois dire quelques mesures intéressantes comme par exemple l'augmentation de l'allocation de subsistance qui passe de R 9520 à R 10,500 ou encore que des familles dont leur revenus se situe entre R 10,500 et R 14,000 pourront désormais s'inscrire sous le *National Data Base for Vulnerable Groups*.

Toutefois M. le président, le ministre des Finances n'a pas été explicite dans ses propos. Notamment, si ces familles dont les revenus mensuels se situe entre R 10,500 et R 14,000 bénéficieront ou pas de tous les services de la National Empowerment Foundation (NEF). Est-ce que ces familles seront-elles logées à la même enseigne ou n'obtiendront-elles qu'une partie des aides de la NEF ?

Cette question est importante et légitime, M. le président, car tous les indicateurs démontrent que la pauvreté à Maurice est en hausse. J'ai deux chiffres pour soutenir mes propos. Premièrement l'enquête de *Statistics Mauritius* sur les ménages qui date d'avril de cette année, révèle que 76 % des foyers mauricien n'arrivent pas à joindre les deux bouts, alors que 20 % sont incapables de s'acquitter de leurs factures d'électricité, d'eau, de téléphone entre autres.

Deuxième chiffre, M. le président, celui des personnes qui sont sur le registre social de Maurice, SRM, qui est passé à plus de 40,000 personnes selon les informations fournies par le ministère concerné dans une récente réponse à une question parlementaire. Les mesures dans ce présent budget n'apportent pas des solutions durables à la question de la pauvreté à Maurice. Certaines mesures ne feront qu'accentuer la pression et pousser certaines familles malheureusement à vivre sous le seuil de la pauvreté. En effet, M. le président, les prix des produits de consommation courante et les médicaments en particulier ont pris l'ascenseur depuis le premier confinement et vont certainement connaître d'autres hausses dans les semaines à venir. Je me demande donc par combien le panier de la ménagère va augmenter alors que selon les Association des consommateurs, il a déjà accusé une hausse se situant entre R 500 et R 1,000 depuis l'année dernière.

M. le président, c'est un fait que la Covid-19 et les deux périodes de confinement non fait qu'empirer les choses. Dans ma circonscription où résident un pourcentage important

d'ouvriers et de *self-employed*, je constate, jour après jour, les torts et les conséquences que la pandémie du Corona virus a causé au sein de bon nombre de familles. Toujours selon *Statistics Mauritius*, 20,900 Mauriciens ont perdu leurs emplois au 20 mai 2021. C'est un problème désormais omniprésent dans presque chaque famille mauricienne. Là encore, M. le président, la population s'attendait à des décisions rapide de la part du ministre des Finances mais il n'en fut rien.

M. le président, si sur le plan social la Covid-19 est à la base de bon nombre de dégâts structurels par contre, au niveau de la santé la pandémie du Coronavirus a mis nos services hospitaliers à rude épreuve. Face à l'urgence sanitaire, les Mauriciens ont pu constater les forces et les faiblesses de notre système de santé. S'il est vrai de dire que nos *frontliners* ont su affronter la situation malgré les débordements et une absence de moyens au départ, il est aussi vrai de dire que notre système de santé qui brasse un budget de près de 15 milliards a besoin de se transformer pour améliorer sa qualité et son efficience.

Ce n'est pas mon intention aujourd'hui, M. le président, de faire le procès de quiconque, mais il ne faut pas oublier que douze personnes qui étaient sous dialyse sont morts directement ou indirectement à cause de la Covid-19. Un mort c'est déjà un mort de trop, maintenant que nous en avons eu douze c'est inacceptable, M. le président. Je ne vais pas m'étendre sur les conditions dans lesquelles ces malades ont été traités au départ puisque nous avons eu l'occasion d'en débattre longuement ici même mais il ne faut surtout pas oublier que ces morts ont des familles et que ces dernières sont toujours à la recherche de réponses à leurs questions. Espérons, M. le président que le *Fact Finding Committee*, pour enquêter sur les décès des patients dialysés, apportera des réponses claires et précises afin que les familles des victimes puissent faire leurs deuils comme il se doit.

Alors que je plaide pour une amélioration de notre système de santé, je prends note que dans leurs interventions, les honorables ministres Jagutpal et Balgobin, ont fait état de la digitalisation prochaine de ce service. J'espère, en effet, que le service médical public évoluera dans un proche avenir, dans un système digitalisé et informatisé performant où certains patients n'entendront plus dire –

« ou dossier finni perdi. »

Je suis étonné cependant que le ministère de la Santé n'ait toujours pas fait l'acquisition des deux *linear accelerators* pour traiter les patients atteints de cancer. Cet item figure dans les *Estimates* de ce ministère année après année. Une information que l'honorable

ministre de la Santé lui-même est venu confirmer dans une réponse à une question parlementaire le 11 mai dernier.

M. le président, il ne fait aucun doute que le service de santé s'installe durablement dans une nouvelle normalité. Il faudrait de ce fait revoir les conditions applicables lorsque le ministère de la Santé envoie un patient à l'étranger pour se faire soigner. La décision de faire passer le critère d'éligibilité de revenus des ménages pour les soins à l'étranger de R 50,000 à R 100,000 est à saluer de même que l'accord qui sera établi avec les cliniques privées pour permettre aux patients qui ne peuvent se faire soigner si le traitement n'est pas disponible dans les hôpitaux publics. Tout comme un prêt spécial sans intérêt pour les patients qui se feront soigner dans les hôpitaux privés. Concernant les traitements à l'étranger M. le président, il est vrai que le ministère de la Santé assure certains frais tels que le traitement sur place et les déplacements d'un patient et d'un accompagnateur mais le soutien financier du ministère de la santé ne prend pas en considération les frais supplémentaires qui entrent en jeu lorsque le traitement du patient se fait sur une période plus longue que prévue. Tout comme le ministère ne prend pas en charge certains frais médicaux liés au traitement du patient. Il y a l'exemple de ce garçon de huit ans, M. le président, Logan, qui habite la région d'Albion, qui se trouve en Inde depuis le mois de février, dites-vous bien, depuis quatre mois. Je ne vais pas m'attarder sur le traitement que Logan a reçu à l'hôpital A. G. Jeetoo pendant quatre mois, car il a fallu que ses parents l'emmènent finalement à l'hôpital Victoria pour découvrir que leur fils avait une tumeur au visage. Comme c'est souvent le cas, cette famille aux revenus modestes s'est retrouvée avec très peu de ressources financières pour assurer les frais de logement, de nourriture et certains frais médicaux de Logan qui est toujours en traitement en Inde.

C'est un poids financier très lourd à supporter pour cette famille modeste qui a été obligée de faire des appels aux dons. Merci aux honorables ministres des Finances et de la Santé de considérer la possibilité de soutenir davantage les familles aux revenus modestes quand le traitement du patient est prolongé. Concernant la proposition de prêt sans intérêt pour les interventions dans les cliniques privées, je ne peux que souhaiter que dans le cadre de cet accord entre l'État et les cliniques, la question des prix souvent exorbitants pratiqués par certains hôpitaux privés, par certains cliniques soient discutés afin d'éviter les abus.

Venons-en maintenant avec votre permission, M. le président, aux mesures qui ont été annoncées pour le sport mauricien. Ce présent budget était une occasion rêvée pour donner une nouvelle orientation et un dynamisme au sport mauricien avec des mesures qui répondent

à l'urgence de la situation. À savoir que nos sportifs doivent désormais évoluer dans un environnement de plus en plus dominée par la Covid-19.

À la place, M. le président, nous avons eu droit, une nouvelle fois, à des effets d'annonce. Pourtant, M. le président, tous les spécialistes disent que le monde sportif doit désormais vivre avec ce virus. D'ailleurs, l'organisation des jeux olympiques de Tokyo en juillet prochain et l'Euro de football qui se déroule actuellement dans 11 villes différentes démontrent que le sport peut continuer à évoluer face au virus. M. le président, fermer les stades et les gymnases, c'est à mon avis participer à l'action qui consiste à tuer le sport et à annihiler les ambitions légitimes de nos sportifs. Donner à 125 d'entre eux un *One-off grant* de R 10,000 comme annoncé par le ministre des Finances est sans aucun doute une bonne chose mais je reste convaincu que la majorité de nos sportifs auraient aimé être autorisés à reprendre le chemin des stades et des salles de sport.

M. le président, le ministre des Finances a annoncé que des sommes conséquentes seront consacrées pour la rénovation des stades, piscines, gymnases tout comme il a annoncé la construction d'une arena à Blue Bay.

M. le président, le ministre des Finances a annoncé que des sommes conséquentes seront consacrées pour la rénovation des stades, piscines, gymnases, tout comme il a annoncé la construction d'une arena à Blue Bay au coût de 12 millions. C'est ce que j'appelle, en fait, M. le président, de l'incohérence dans la prise des décisions. Le gouvernement prévoit de rénover certaines infrastructures sportives existantes et d'en construire de nouvelles. Très bien ! Mais il n'y a toujours pas un plan pour permettre aux sportifs mauriciens d'être en action dans les stades et les gymnases ou sur nos routes en cette période de pandémie. M. le président, je vous avoue aussi ne pas comprendre comment il est interdit à la Fédération mauricienne de Cyclisme, par exemple, d'organiser une compétition alors que l'utilisation des bicyclettes n'est pas interdite.

M. le président, de manière générale, je suis inquiet pour nos sportifs et nos jeunes quand je constate une baisse importante dans les dotations budgétaires pour ce ministère. En effet, de R 724 millions, le budget pour le ministère de l'Autonomisation de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, passe à R 640 millions, soit une baisse de R 84 millions. Ce qui est grave, à mon avis, dans cette démarche, c'est sous l'item '*Promotion and Development of Sports*' qui est le plus touché, soit une baisse de R 94 millions, c'est-à-dire de R 546 millions à R 452 millions. Il y a aussi, M. le président, la baisse de R 10 millions, de R 50 millions à R

40 millions dans les dotations pour les fédérations, qui va certainement avoir un effet négatif sur leur budget de fonctionnement. Et je note aussi, M. le président, avec stupéfaction, que le budget du *Trust Fund for Excellence in Sport* affiche une baisse drastique de R 19 millions à R 12 millions. C'est à croire, M. le président, que l'excellence dans le sport n'est plus à l'agenda de ce gouvernement.

À ce titre, M. le président, je voudrais saluer la démarche de la direction du Lycée des Mascareignes qui s'apprête à ouvrir bientôt une section d'excellence en sports au sein de son établissement ; un exemple à suivre pour le gouvernement.

M. le président, je suis aussi inquiet pour les clubs de football, car le *grant to football clubs* accuse une baisse de R 3 millions, passant de R 18 millions à R 15 millions. Déjà que le football mauricien n'arrive toujours pas à décoller, il va sans dire que cette réduction n'augure rien de bon, et je ne peux passer sous silence le fait que pour la deuxième année consécutive, la pratique du football à Maurice s'est arrêtée en raison de la COVID-19, alors que dans le monde entier, les compétitions se poursuivent grâce à des mesures sanitaires appropriées. Ce qui est encore plus surprenant, M. le président, il paraît que les dirigeants de la Fédération de football local s'apprêtent à annuler à nouveau les différents championnats, alors qu'il ne reste que très peu de rencontres à être disputées. Je crois sincèrement que les footballeurs mauriciens, M. le président, mérite mieux. Il est temps que les choses changent et que le ministre des Sports soit moins complaisant vis-à-vis de la MFA. Ce n'est pas une critique ; c'est un souhait.

Pour revenir au budget, M. le président, il n'y a effectivement rien de rassurant dans la démarche du ministre des Finances que de priver les sportifs de financement à un moment où ils en ont le plus besoin. La résilience de ce secteur passe aussi par un soutien financier à nos sportifs.

M. le président, je suis quand même heureux par rapport à deux mesures annoncées pour le sport et la jeunesse. Il s'agit de l'introduction de la natation obligatoire dans le cursus scolaire au primaire et la transformation des *Youth Centres* en centres modernes dotés des technologies. Ces deux mesures, je dois bien le dire, ont figuré dans le manifeste électoral du MMM en 2019, et cela fait plaisir que nos idées inspirent l'actuel gouvernement.

Je ne pourrais conclure mon intervention, M. le président, sur ce présent budget 2021-2022 sans parler de ma circonscription, Beau Bassin/Petite Rivière ; une circonscription que je représente dans cette Chambre depuis 2010 ; une région où je suis engagé politiquement,

notamment au niveau de la ville de Beau-Bassin/Rose-Hill depuis plus de 25 ans. M. le président, j'ai été conseiller municipal de cette ville pendant une dizaine d'années et j'ai aussi occupé les fonctions de maire en 2000-2001, et je profite pour saluer au passage mes collègues, les honorables Bhagwan et Nagalingum, qui, comme moi, ont aussi été maires des villes sœurs. De ce fait, je sais comment était Beau-Bassin/Rose-Hill et de ce qu'elle est devenue aujourd'hui ; une ville, qui je le rappelle, a dans le passé, fait la réputation de notre république compte tenu de sa gestion exemplaire, alors que le MMM en assurait la gestion ; une époque où elle avait un rayonnement social et sportif au niveau des îles de l'océan Indien. Malheureusement, M. le président, aujourd'hui, Beau-Bassin/Rose-Hill est comme une coquille vide, dénaturée avec des infrastructures non entretenues, que ce soient les jardins d'enfants, les espaces sportifs ou les centres municipaux, au centre-ville et dans ses régions annexes.

Je pourrais élaborer longuement rien que sur l'état des routes. En effet, depuis plusieurs années, les routes de Beau-Bassin ne sont pas entretenues. Dans certaines rues, M. le président, les riverains ont constaté bien plus que des simples nids de poule. Toutefois, ce n'est pas l'unique problème auquel doivent faire face les citoyens de Beau-Bassin et des régions avoisinantes. Nous avons notamment les inondations qui sont récurrentes depuis ces dernières années en période de pluies torrentielles. J'espère, M. le président, que le projet d'aménagement de drains annoncé par le ministre des Finances pour Beau-Bassin, Chebel, Coromandel, Mont Roches et Petite Rivière, entre autres, sous le *National Flood Management Programme* se réalisera, et je compte sur mon ami, l'honorable ministre des Infrastructures publiques, pour s'assurer que les travaux ne connaissent pas de retard.

Pour revenir à la ville de Beau-Bassin/Rose-Hill, je dois aussi, M. le président, dénoncer l'insalubrité qui sévit dans certains quartiers et qui, peu à peu, dégrade ostensiblement l'image de la ville. Je suis vraiment peiné de constater qu'il n'y a aucune volonté du conseil municipal pour améliorer la situation, et cela dure depuis six ans. Il y a ce que j'appelle un nivellement par le bas au niveau du conseil municipal de Beau-Bassin/Rose-Hill. Il n'existe qu'un seul mot pour qualifier le bilan des six années de l'actuel conseil : une catastrophe ; ce qui me pousse à dire qu'il est complètement faux de penser ou de faire croire qu'une ville ne peut se développer que si son conseil municipal est du même bord politique que le gouvernement en place. Pourtant, M. le président, le MMM au conseil municipal de cette ville a assuré pendant des années, non seulement son développement, mais aussi son embellissement et son rayonnement, même si le gouvernement central, à un certain moment,

n'était pas du même bord politique. Et de plus, les conseillers à l'époque n'étaient même pas rémunérés. Les citoyens, je vous l'assure, M. le président, n'attendent qu'une chose : les élections municipales, pour changer ce conseil vidé de tout sens de l'action. Toutefois, je suis déçu car les droits des habitants de Beau-Bassin/Rose-Hill, comme ceux des quatre autres villes du pays, ont été confisqués après les récents amendements qui ont été apportés à la *Local Government Act*. Mais vu l'état général des choses, comment peut-on demander, M. le président, aux citoyens de Beau-Bassin/Rose-Hill de continuer à faire confiance à une équipe qui, durant six ans, n'a pas assumé ses responsabilités ?

Pour conclure, M. le président, je voudrais dire que le monde entier a connu un impact considérable, avec des effets néfastes sur l'économie mondiale, avec la pandémie liée à la COVID-19 ; une situation qui a poussé les grandes démocraties à revoir non seulement leurs stratégies et leurs approches économiques, mais surtout à se réadapter socialement afin de pouvoir faire face à ce qu'on appelle aujourd'hui la *new normal*. Malheureusement, le budget 2021-2022 ne reflète en rien cette attente et ne répond pas à cette projection où la morosité économique semblera régner pendant encore un bon moment si nous ne posons pas les fondations nécessaires et audacieuses afin de nous sortir de cette impasse économique et sociale. Alors que la population s'attendait à une indication ou une lueur d'espoir de la part du gouvernement face à l'incertitude qui nous guette, elle est restée sur sa faim. On nous a balancé un budget qui n'a ni queue ni tête. Avec un fil conducteur qui ne présage rien d'exceptionnel alors que la situation nécessite une feuille de route plus ambitieuse.

M. le président, encore quelques secondes. Le ministre des Finances a mentionné plus d'une fois dans son grand oral que son but était de restaurer la confiance. Est-ce vraiment le cas, M. le président ? Ce qui est certain, c'est que la population s'est déjà fait une opinion de ce budget, qui restera, malheureusement, dans les annales comme étant un des plus décevants de ces dernières décennies. Il ne nous reste plus qu'à prier et espérer que nous sortirons indemne de cette situation de crise économique et sanitaire.

Je vous remercie, M. le président.

Mr Speaker: I have given you the treatment of a Minister. The rest is yours. The next orator would be hon. Toussaint!

(6.45 p.m.)

The Minister of Youth Empowerment, Sports and Recreation (Mr S. Toussaint) :

M. le président, après presque une semaine maintenant de débat et donc de discours de la part

des orateurs de la majorité, de la part des orateurs de l'opposition, à part de quelques petites propositions timides, je dirais que c'est une occasion ratée, M. le président. Une occasion ratée pour une Opposition de venir de l'avant réellement avec des propositions concrètes et des critiques constructives à la place, bien sûr, les discours de plusieurs membres de l'opposition, je redis à part quelques petites propositions timides, les discours des membres de l'opposition étaient des commentaires réchauffés. Et malgré toutes les bonnes choses que nous pouvons trouver dans ce budget et d'ailleurs certains l'ont fait remarquer, pour beaucoup de membres de l'opposition, il n'y avait rien dans ce budget. Je me demande, M. le président, si ces membres, est-ce qu'ils n'auraient pas des confettis dans les yeux ou dans les oreilles.

M. le président, je reviens sur quelques petites propositions timides. L'honorable Anquetil avait fait une proposition par rapport à la violence domestique. Mais, malheureusement, je ne pense pas qu'elle a pu aller dans le profond pour expliquer sa proposition, c'est-à-dire d'avoir un poste de police, si je me trompe que quelqu'un me corrige, on est un peu fatigué après une semaine, il se peut qu'on ait mal compris certaines choses, un poste de police pour les femmes battues, M. le président. C'était ça la proposition, je pense de l'honorable Anquetil. Je ne vais pas élargir mais dans ce problème de violence domestique, la première chose c'est qu'il ne faut pas qu'il y ait de stigmatisation. Or, avoir un poste quelque part où on demanderait aux femmes battues de venir mais c'est là une plus grande preuve de stigmatisation. Si c'est le poste, je crois elle avait proposé, le futur poste de police de Vallée des Prêtres quelque chose comme ça. Cela veut dire que les femmes qui iront là-bas, c'est *bann fam qui gagn bate*. C'est un peu compliqué, M. le président. Ce n'est pas aussi simple que cela. Il se peut qu'il y ait d'autres avenues qu'il faut creuser et il ne faut pas oublier que dans les postes de police, il y a beaucoup de femmes. Il y a beaucoup de policières que je salue. J'en connais plusieurs. J'ai plusieurs de mes anciennes élèves qui sont policières et qui font un travail formidable. Donc je pense que les femmes battues qui ne voudraient pas se confier à un homme policier au poste, a toujours le choix de demander l'assistance d'une femme policière.

Une autre proposition timide, hier j'ai écouté l'honorable Bodha. En tout cas, il était très nostalgique. Je le comprends.

(Interruptions)

Je le comprends. L'honorable Bodha depuis le temps que je le connais, parle toujours du génie mauricien. Il a raison, il a tout à fait raison. Nous sommes capables, les habitants de la

République de Maurice, nous sommes des personnes capables mais cela contraste avec parce que quand j'ai écouté le discours de mon honorable ami, Balgobin, le ministre Balgobin, je crois que quelque part l'honorable Boolell avait dit que dans le domaine de l'informatique, nous n'avons pas assez de gens qualifiés, etc. Or, l'honorable Bodha a toujours cru dans le génie mauricien et ça, nous le croyons nous aussi et nous donnons la chance aux jeunes mauriciens de venir de l'avant. Alors, il a fait la proposition de faire appel à des têtes brillantes comme il l'a dit. J'aurais aimé que comme proposition concrète parce que sinon c'est trop facile de venir à l'Assemblée de faire un très beau discours, surtout pour ceux qui ont l'art de la parole de faire un très beau discours et d'avoir de grands titres, de mettre de jolies photos sur *Facebook*, *apre fini pena naryen*. Alors, j'aurais aimé pour que cela soit concret que l'honorable Bodha nous donne une liste de ces têtes brillantes.

(Interruptions)

Mr Speaker: Order!

Mr Toussaint: Et qu'il publie une liste de ces têtes brillantes sur sa page *Facebook* que je crois qu'il vient de découvrir maintenant.

(Interruptions)

Mr Speaker: Order!

Mr Toussaint : Donc, je laisse ça à ses bons soins. Je suis sûr qu'il apprécierait et moi aussi je fais des propositions à l'opposition maintenant et nous attendons peut être un petit retour de sa part.

M. le président, l'honorable Quirin a aussi parlé de ces appréciations de certaines mesures et a fait ressortir, peut-être certaines choses, bon spécifiquement par rapport aux sports tout à l'heure, il aura un peu les réponses. Il a parlé aussi beaucoup de l'indice de perception de la corruption. C'est la perception de la corruption. Laissez-moi prendre un petit exemple, juste pour qu'on puisse comprendre est-ce que ça marche dans ce sens-là ou pas. Il a parlé des trafiquants de drogues liés aux courses hippiques, etc. et qui sont des proches du pouvoir, si je fais erreur encore une fois que l'honorable me corrige. Je crois les mots qu'il a utilisés donc qui sont les proches du pouvoir. Or, M. le président, c'est trop facile de le dire là comme ça les proches du pouvoir. Et c'est ça, il s'affiche. Et c'est ce genre de discours qui sont relayés dans la presse, etc. et c'est ça qui est utilisé après, éventuellement *to build up this* indice de perception sur la corruption, etc.

M. le président, je crois il y a eu une photo quelque part qui montre, une photo tirée comme ça dans le public où un honorable membre du MMM était à côté d'un trafiquant de drogues. Je redis, je ne critique pas. Je demande tout simplement. Est-ce que cela ne contribuera pas à cette perception ? Pendant la campagne électorale, je crois il était dans une base par là et il était à côté. Bien sûr pendant la campagne électorale, on ne sait pas qui est à côté de nous. Pendant la campagne, tout le monde, c'est le mauricien ça, *tous dimoun* ont envie de participer à la campagne. On ne sait pas qui vient et qui nous sert la main, qui *maye nou licou*, qui nous fait laisser. Et est-ce que dans ce cas-là, une photo comme ça, est-ce qu'on osera venir dire sans preuve, dire X est proche de Y qui est un baron de la drogue. Non, M. le président, ça ne marche pas comme ça. Et je suis sûr que nous, de notre côté ici, on ne dirait jamais ce genre de chose parce qu'on sait comment cela se passe. Dans le public, on rencontre beaucoup de personnes. Or, venir dire en long, en large et en travers et en profondeur, qu'il y a des trafiquants de drogue etc., que la corruption et je redis cela est relayé après par la presse, sur le site et c'est à partir de là que nous commençons à avoir cette indice.

M. le président, l'honorable Bodha a parlé beaucoup de *paradigm shift* dans son discours et malgré qu'il soit de l'autre côté, malgré qu'il soit loin, aujourd'hui, là-haut, là-bas, j'ai toujours beaucoup de respect pour lui et j'écoute avec attention ses discours, ce qu'il a à dire parce qu'on apprend toujours des aînés. Moi, je viens de démarrer dans la politique. Je n'ai pas la prétention de vouloir faire croire que je connais tout. J'aime bien écouter tout le monde, les grands, les leaders, l'honorable Bérenger, l'honorable Duval. Ce sont nos aînés, ils ont leurs expériences et on leur doit le respect et on doit les écouter, qu'on soit d'accord ou pas.

L'honorable Bodha a parlé beaucoup de *paradigm shift*. J'ai une petite idée en tête. Pour savoir, à l'époque, est-ce que par exemple - vous savez moi je suis en grand amateur de thé, le bon thé mauricien et en écoutant l'honorable Gobin, l'autre jour, qui parlait du *winter allowance*, que, dans le précédent mandat avait été introduit par notre honorable ami, le ministre Seeruttun, qui était ministre et d'ailleurs on avait participé dans pas mal de ses fonctions de remise de ces *winter allowance*, pour le thé parce qu'en ce moment, avec le froid, *zafer la pa pran ein*. Ça ne monte pas. Et donc, il faut aider les planteurs qui sont dans ce domaine parce qu'il n'y aura pas de cueillette, il n'y aura pas de moisson et donc, le chiffre a été augmenté. Je ne reviendrai pas sur les chiffres. Et si je ne me trompe point, M. le

président, c'est une mesure apportée par notre gouvernement pour la première fois. C'est ce gouvernement, le dernier mandat et c'est l'honorable ministre Seeruttun.

Or, dans le passé, entre 1995 et 2000, ce n'est pas trop loin. Bon je sais qu'on aime bien, *pa get dan passé, pa get dans retroviser, sa ban zafer la*. Mais dans le passé, entre 1995 et 2000, malheureusement, l'honorable Dr. Boolell n'est pas là. Je n'aime pas parler derrière le dos des personnes. L'honorable Dr. Boolell, je crois, était ministre de l'agriculture et à cette époque, le thé passait par des moments difficiles. Mais M. le président, il n'y a pas eu de *paradigm shift* à cette époque. Il n'y a pas eu de *paradigm shift*. Il y a eu du *derasine met dan kwin*. Qu'est-ce que l'ancien ministre de l'agriculture disait ? *Tir dite met cannes*. Il n'y a pas d'avenir dans le thé. Il n'y aura jamais d'avenir dans le thé et malheureusement cette action a fait enlever le thé, a fait partir le thé, mais on n'a pas vu aussi des petits bourgeons de cannes.

Je ne suis pas planteur. Je n'ai pas la même verte. Je ne connais pas trop la terre et l'agriculture mais si je ne me trompe pas, dans le froid, dans la pluie et dans la boue de Dubreuil, par exemple, où on cultive le bon thé Mauricien, la canne à sucre ne prend pas. Donc, M. le président, en 1995, avec l'arrivée au pouvoir du Parti Travailleiste en alliance avec le MMM et puis, bon, il y a eu des séparations. Ça c'est normal dans la politique mauricienne. Il n'y a pas eu de *paradigm shift* et aujourd'hui, le *paradigm shift*, c'est quand justement le ministre Seeruttun, au précédent mandat, a donné au thé toute sa valeur et c'est une commodité qui va apporter beaucoup à l'économie de notre pays. Donc, le *paradigm shift* donc parlait l'honorable Bodha, a déjà commencé. Ce *paradigm shift* a déjà commencé. Je crois que sur ce coup-là, honorable Bodha, vous avez raté le métro.

M. le président, vous savez le ministre des Finances a cru dans la jeunesse mauricienne et je dois le remercier pour cela et je dois remercier notre Premier ministre aussi qui croit tout le temps dans la jeunesse mauricienne, parce que nous, nous avons l'âge que nous avons. Il nous faut maintenant travailler pour ces jeunes qui montent, pour nos enfants, pour d'autres petits-enfants. Il nous faut travailler pour ces personnes-là et leurs donner un avenir. Le ministre des Finances l'a compris. Le Budget, pour transformer nos *youth centres* qui datent de l'époque. Le premier *youth centre*, M. le président, a été inauguré en 1989, plus de 30 ans de cela par Sir Anerood Jugnauth, à l'époque et c'était le *youth centre* de Souillac, le tout premier. Donc, plus de 30 ans de cela.

Et là, je prends une petite pause pour rendre hommage à Sir Anerood Jugnauth pour sa Vision déjà à l'époque et pour lui aussi, pour l'amour qu'il avait dans cette jeunesse de la

République de Maurice et en toute humilité, je lui dis merci pour tout. Merci pour tout Sir Anerood. Merci pour la jeunesse mauricienne. Et donc, un Budget pour transformer ces *youth centres* en *youth hubs*. Le *youth hub* est appelé à changer physiquement, est appelé à changer au niveau des programmes, des activités et tout ce qui se fera à l'intérieur.

Mais, M. le président, je ne veux pas être le seul à décider et je ne veux pas que ce soit seulement - et d'ailleurs ils sont d'accord avec moi, seulement les techniciens de mon ministère qui décident parce que depuis 2019, mon ministère est devenu le *youth empowerment* et nous voulons que les jeunes soient avec nous pour prendre les décisions. Et dans cette optique, M. le président, nous travaillons sur un questionnaire et à partir du 1^{er} juillet, nous allons démocratiser ce questionnaire à travers les plates-formes digitales pour demander à la jeunesse de la République, donnez-nous vos idées. Que voulez-vous voir? Que voulez-vous faire? Comment vous voyez votre *youth hub*? Il y aura aussi des *surveys* sur le terrain pour approcher les personnes qui habitent, pas loin des *youth centres* actuels et comme je dis qui a fait son temps et qui, malheureusement ne répond plus à l'appel et à l'aspiration de notre belle jeunesse.

Donc, je lance un appel à toute cette jeunesse de la République de Maurice. A partir du 1^{er} juillet, il y aura un questionnaire, envoyez-nous vos idées, donnez-nous des idées et nous allons les travaillées, et au plus vite, tout doucement, nous allons transformer nos centres de jeunesse. Alors, c'est un Budget sur trois ans. Il y va sans dire que pour cette année, ce sera autour de sept à huit *youth centres* qui seront transformés. L'année prochaine, de même et l'année d'après, de même. Donc, on ne pourra pas tout faire d'un seul coup parce que le budget est divisé en trois parties. Donc, c'est R55 m. par an.

M. le président, nos jeunes de la République, grâce au Budget qui nous est donné par le ministre des Finances, vont pouvoir continuer les différents programmes que d'habitude nous avons au sein du ministère. Il y a plusieurs programmes qui sont destinés à la jeunesse mauricienne et je crois que tout le monde, vous êtes un peu habitué avec cela. Je ne vais pas utiliser plus de temps à les énumérer.

Mais, un des programmes dont nous sommes fiers, c'est bien sûr le *Duke of Edinburgh's Award* et je dis merci au ministre des Finances d'avoir nous donné les fonds pour qu'on puisse continuer ce programme. Le programme est complètement financé par l'État. Il faut savoir que le *Duke of Edinburgh*, dans beaucoup de pays, est payant où ce sont les jeunes qui payent pour participer et faire son programme. Dans la République de Maurice

et Rodrigues, les jeunes participent gratuitement et c'est l'État, c'est le ministère qui paye pour le frais du *Duke of Edinburgh*. Pourquoi je m'attarde sur le *Duke of Edinburgh's Award*? C'est aussi en même temps pour rendre hommage au Prince Philippe, qui, malheureusement, nous a quitté cette année, un très grand homme aussi et qui a été le fondateur du *Duke of Edinburgh's Award* en 1956. Et depuis ce temps que le *Duke of Edinburgh's Award* avait été introduit à Maurice en 1966, nous avons formé des milliers et des milliers de jeunes sur les trois différents niveaux : bronze, argent et *Gold*. Et il faut savoir que le Prince Philippe aurait fêté ses 100 ans cette année, M. le président. C'est-à-dire le 10 juin s'il était encore là, il aurait fêté ses 100 ans. Donc, au nom de la jeunesse de la République de Maurice, je lui dis merci beaucoup.

M. le président, pour clore ce volet *Youth Empowerment*, je lance un appel aux jeunes pour qu'ils participent à notre spécial *Music Day* virtuellement bien sûr parce que pour le moment, n'est-ce pas Docteur? On ne peut rien faire en *live* alors donc on à lancer un appel aux jeunes qui souhaiteraient faire montre de leurs talents de chanteur, de musicien de nous envoyer des vidéos et on va les poster sur la page *Facebook* du ministère tout le long de la journée du 21, dont c'est la fête de la musique et je profite de l'occasion pour souhaiter une très belle fête de la musique à tous les mauriciens et surtout à notre honorable Ministre, notre cher ami, Avinash Teeluck, *mo croire li pou danse imper lundi!*

M. le président, venons-en maintenant au sport. Oui l'honorable Quirin a attiré notre attention sur plusieurs points en ce qui qu'il s'agit de la pratique des disciplines sportives telles que la ligue de football, pas plus loin que cette semaine nous avons une réunion et je remercie l'honorable DPM pour cela qui avait tenu une réunion au niveau du *High-Level Committee on COVID-19* et dont cet item était à l'agenda et ensuite ce que j'ai fait moi donc, j'ai rencontré les dirigeants de la MFA pour leur expliquer les *requirements*, donc, on attend un retour, on attend les données des dirigeants de la MFA pour renvoyer au *High-Level COVID-19 Committee* et nous allons, pour que tout se passe bien, bien sûr pour que personne ne soit contaminé, nous allons bien sûr mettre à la disposition de la fédération, nos stades avec les officiers du ministère *to monitor* que tout le monde est en train de bien respecter le protocole sanitaire.

Cela est fait et nous attendons maintenant un retour de la part du président de la fédération. M. le président, malgré la situation difficile de la Covid-19, je tenais à dire que, d'abord sur un plan strictement en chiffres et cela merci à l'honorable ministre des Finances, l'année dernière malgré le *lockdown* d'avril à juin 2020, malgré que les sportifs de haut

niveau ne pouvaient pas faire leur entraînement, ne pouvaient pas se déplacer, nous avons maintenu *le high level allowance* et, donc, ainsi l'année dernière pour le mois d'avril, nous avons déboursé une somme de R 1,567,000 pour 147 athlètes de *high level*, M. le président.

Pour le mois de mai, nous avons dépensé R 1,536,000 toujours pour 147 athlètes, pour le mois de juin, aux environs de Rs1,552,500. Il faut savoir que les athlètes, pour bénéficier de leur *high level*, ont besoin de respecter plusieurs critères. Hors, situation exceptionnelle oblige, l'année dernière, nous avons assoupli ces critères et nous ne voulions pas que nos sportifs *high level* souffrent à cause de la Covid-19, M. le président et cette année, il y va de même de même, de mars à juin, pareil, nous avons assoupli certaines critères parce que si on mettait en pratique les critères telles quelles, ça aurait été zéro sou. Ça aurait été zéro sou à ses sportifs. Ce n'est pas ça qu'on veut. Donc, cette année aussi, nous avons alloué depuis mars à avril plus d'un million de roupies à plusieurs athlètes de haut niveau.

M. le président, *on a case to case basis*, les fédérations font appel au ministère pour qu'on donne l'autorisation aux sportifs de haut niveau soit de commencer leur entraînement parce qu'ils ont en vue certaines compétitions importantes à faire. Ce n'est pas correct de dire que les sportifs ne peuvent pas évoluer du tout, loin de là, par exemple, au niveau de l'athlétisme, il y a une demande pour une vingtaine d'athlètes pour qu'ils puissent s'entraîner et c'est le cas, ils s'entraînent, bien sûr avec toutes les mesures nécessaires pour qu'on puisse vérifier qu'ils sont en train de respecter le protocole sanitaire.

Au niveau de la boxe, M. le président, au centre nationale de boxe à Vacoas, nous avons nos deux qualifiés pour les Jeux Olympiques, Mervin Clair et Richarno Colin et bien sûr on va suivre de très près leurs évolution et on va les encourager pour les Jeux Olympiques à Tokyo et, donc, depuis plusieurs semaines, ils ont eu l'autorisation de s'entraîner ainsi que leur entraîneur, ainsi que certains *sparring partners* qui devaient venir et moi-même, je me suis déplacé pour aller vérifier que tout se passe en ordre pour que, bien sûr, on ne mette pas la vie des gens en danger.

Il y va de même pour l'haltérophilie, pour le judo, pour le badminton et aussi bien que pour le cyclisme, M. le président. Là, je dois corriger l'honorable Quirin, le cyclisme, la fédération, nous avons eu plusieurs réunions et je crois qu'ils ont même tenu un *evaluation test*, une mini compétition, pour évaluer un peu leur cyclistes et cela se fait parce qu'on sait très bien que le cycliste, il est sur son vélo, il ne va pas contaminer qui que ce soit. Cela est

fait et ils peuvent faire leur compétition, bien sûr sous la supervision d'un officier du ministère pour voir que tous les protocoles sanitaires sont strictement respectés.

M. le président, comment ne pas saluer la superbe performance de nos handisportifs, M. le président. Nous avons eu une demande de la part du *Mauritius Paralympic Committee* pour envoyer une délégation de 14 personnes, athlètes aussi bien qu'accompagnateurs et y compris les entraîneurs. Et avant d'aller à la compétition, on leur a donné l'autorisation de s'entraîner, encore une fois, sous la supervision des officiers du ministère afin qu'ils puissent respecter tous les *sanitary protocols* et ce groupe est parti pour la Suisse - je crois que j'avais même répondu à une question ici - ce groupe est parti pour la Suisse le 14 mai et ils ont fait leur compétition en Suisse, plusieurs compétitions, les résultats sont tombés, il y a eu les résultats extraordinaires, je les félicite, toute la population les félicite et ils sont retournés de la Suisse en passant par Paris et merci au ministre des Affaires Étrangères d'avoir arrangé ce retour. Ils sont retournés par Paris et depuis le 3 juin, toute cette délégation de 14 personnes, ils sont en quarantaine et *cross fingers*, je crois aujourd'hui le 18 juin, ça fait 15 jours, je crois qu'il n'y a pas eu de contamination. Je prends cela comme un exemple pour dire à la population que nous pouvons vivre avec la Covid-19, il suffit de savoir prendre ses précautions. Je redis c'est une délégation de 14 personnes, des athlètes handisports et, donc dedans, il y a des *visually handicapped*, il y a des *mentally handicapped*, il y a des *physically handicapped* qui ont pris l'avion, qui sont partis dans une compétition en Suisse et qui ont rencontrés plusieurs personnes, qui ont couru sans masque, *pas kapav galouper avec masque, pou touffé*, et qui sont retournés à Maurice en passant par Paris, ils sont en quarantaine depuis le 3 juin et jusqu'à l'heure, *touch wood*, personne n'est contaminé, M. le président.

Un exemple à suivre et évidemment quand ils vont sortir, je vais aller les rencontrer pour leur dire expliquez-nous comment vous avez fait ça et expliquez à la population comment vous avez fait ça et que ça peut nous aider pour tout ce qui va venir après avec les réouvertures des frontières et reprise des différentes activités économiques, sociales, sportives qu'on a besoin d'avoir dans le pays.

M. le président, le budget fait aussi la part belle aux différentes compétitions qui vont venir après, je passe rapidement dessus, parce que quand je regarde ma montre, j'ai déjà épuisé 27 minutes de mon temps, *I would like to be a very good time planner* et, un budget pour la tenue des jeux CJSOI à Maurice pendant 2022.

La CJSOI, allons dire c'est les jeux des îles des jeunes entre 14 et 17 ans et dans ce cadre, puisque la fédération de handball a fait une demande pour mettre le *beach handball* et donc c'est dans cette optique que nous avons aussi eu un budget pour transformer un terrain pas très utilisé à Blue Bay en un *beach arena* où va se faire les compétitions de *beach handball* et ensuite ce *beach arena* sera disponible au public pour la pratique du *beach football*, *beach volleyball* et ainsi toutes ces activités *beach* ce sera disponible au public.

Je note aussi avec beaucoup de plaisir et de satisfaction et je dis merci au budget donné pour la préparation de nos athlètes pour les Jeux des îles de 2023. En 2019, les jeux ont été un succès sur toute la ligne, sur l'organisation, aussi bien que sur les résultats et, pour la première fois de notre histoire, Maurice a pu remporter les Jeux des îles en 2019, M. le président. Ce n'est pas un hasard. Ce n'est pas à coup de baguette magique, c'est la préparation de nos athlètes. Les athlètes s'entraînent, mais pour aller dans des compétitions de ce genre, il faut un petit plus et le petit plus ça coûte beaucoup d'argent. Au niveau du gouvernement, le Premier ministre, qui soutient énormément le sport, avait compris cela et nous avait donné un budget de préparation pour les athlètes. Cette année encore, on a un budget pour commencer à préparer nos athlètes, et il va sans dire que malgré la COVID, etc... on va pouvoir trouver les moyens pour laisser nos athlètes de haut niveau s'entraîner afin qu'ils commencent à se préparer pour les prochains jeux. Ça va être dur à Madagascar devant son public. Avec la situation actuelle, la COVID, etc. ça va être très, très dur, mais je suis sûr que nous pouvons compter sur toute la population pour soutenir nos athlètes afin qu'ils puissent briller à Madagascar en 2023, M. le président.

M. le président, il y a aussi pas mal des choses. Bien sûr, il y a une allocation de R 10,000 qu'on va donner aux jeunes athlètes élités pour qu'ils puissent acheter les équipements sportifs. Beaucoup de nos jeunes athlètes élités sont encore mineurs et ils habitent encore avec les parents et n'ont pas assez d'argent ; ce sont les parents qui s'occupent d'eux. Les équipements de sport, ça coûte cher, et donc, merci au ministre des Finances d'avoir compris cela. Nous allons donner à plus d'une centaine de jeunes athlètes élités la possibilité d'aller acheter leurs équipements avec cette somme de R 10,000.

M. le président, je dois dire un petit mot sur le *HPC* et puis je vais passer à quelque chose au niveau du sport. Dans son discours, l'honorable Juman avait parlé du *HPC*, mais je crois qu'il fait confusion, ou peut-être qu'il ne comprend pas trop bien le concept de ce *HPC*. Je vais expliquer. L'honorable membre a eu l'occasion de venir au centre sportif de Côte d'Or lors d'une compétition de judo. Donc, il sait qu'au niveau de ce complexe, il y a le grand

gymnase, la piscine, la piste d'athlétisme, le terrain de foot et ça ce sont les infrastructures sportives. La construction a eu du retard à cause des contacteurs qui ne pouvaient pas venir, et là c'est fait, et bientôt se sera terminé. Le MMIL va mettre sur pied un *High Performance Centre* pour les athlètes. Donc, ce n'est pas la piscine, la piste d'athlétisme, etc. c'est une unité qui va s'occuper du bien-être des athlètes, et pour cela, nous avons besoin d'argent. Par exemple, nous avons besoin des équipements et des machines. Nous avons besoin d'un *body composition analyser*, d'un *high altitude training room*. Le *high altitude training room*, M. le président, est nécessaire parce que Maurice est un petit pays plat et les athlètes ont besoin d'aller s'entraîner *on high altitude* ; quand on dit *high*, c'est *very high altitude*. Je ne vais pas faire une leçon des sciences, mais plus on monte, plus l'oxygène baisse et ça aide les athlètes à se préparer et aussi s'il y a une compétition qui se fait dans un pays avec un *very high altitude* ; donc, le *high altitude training room* va mettre l'athlète dans cette condition-là, c'est-à-dire, quand l'athlète va faire les exercices qu'on lui demande, on va diminuer le taux d'oxygène que normalement il y a sur la terre ferme, sur le niveau plat et il se croirait dans un pays de *very high altitude*. En athlétisme, les Kenyans et les Ethiopiens sont réputés pour cela parce qu'ils vont courir dans ce genre de région. Nous allons devoir aussi acheter un *VO2 Max Analyser* qui va pouvoir tester le fitness de nos athlètes. Et, bien sûr, tous les équipements de *strength* et de *conditioning*, les équipements de *gym* sont aussi importants. Nous allons devoir acheter un *ice bath to accelerate the recovery of athletes from their training*. Ces soins n'étaient pas disponibles dans le pays et, de temps en temps, il fallait envoyer les athlètes à l'extérieur, cela coûtait beaucoup d'argent, et là, avec la situation actuelle, la COVID, etc. c'est compliqué, donc, voilà pourquoi un budget pour mettre sur pied un *High Performance Centre*. J'espère que c'est clair maintenant, honorable Juman.

En parlant de *paradigm shift*, de tête intelligente, etc., j'ai le plaisir de le dire, bon, c'est déjà public, qui va gérer ce *High Performance Centre*, M. le président. C'est nul autre que l'athlète Yannick Lincoln, un très grand athlète, qui possède un *Master's degree* - ce n'est pas un colleur d'affiches, *pa enn petit copin sa hein*. Rassurez-vous, il n'est pas dans notre partie non plus, jusqu'à preuve du contraire, *mo pa krwar li dan nou parti*. Et li pas famille non plus ! Comme je l'ai dit, il possède un *Master's degree in Sport Performance Enhancement, and Biomechanics, Sciences of Human Movement from l'Université Paul Sabatier Toulouse III, France*.

(Interruptions)

M. le président, je ne répondrai pas à ceux qui m'interrompent pendant que je parle parce que moi j'ai eu la décence de ne pas interrompre qui que ce soit.

M. le président, c'est pour dire que nous comprenons cela, qu'il faut avoir des *very high-caliber persons to work in our institutions* et c'est le cas. D'ailleurs nous le faisons dans beaucoup de cas, M. le président. .

Au niveau du sport, c'est aussi encourager la population à pratiquer une activité physique et sportive. En 2018, le Premier ministre avait lancé le *National Sports and Physical Activity Policy*. Donc, c'est un *policy* et c'est la première fois à Maurice qu'on publie ce document, et le Premier ministre l'avait lancé. Et, une des recommandations de ce *Sports Policy* c'est d'encourager le maximum de personnes à pratiquer une activité physique et sportive. Notre *target* c'est d'essayer d'arriver à 35% de la population ; c'est encore faible, en comparaison avec les pays européens, qui eux, ont atteint autour de 50% de leur population. Alors, c'est tout doucement, bien sûr, on ne peut pas tout faire d'un seul coup. On veut d'atteindre une population de 35% qui pratique une activité physique et sportive. Et ça, M. le président, depuis 2018, *this was a paradigm shift*. Il faut encourager notre population dans la pratique de l'activité physique et sportive. Aussi, je constate avec beaucoup de plaisir une hausse dans le budget du *Mauritius Sports Council* pour pouvoir mettre sur pied différents programmes, parce que c'est compliqué ça. Ce n'est pas juste de dire aux personnes, allez courir, allez faire du vélo, non, il faut avoir des programmes bien structurés pour que nous puissions accompagner la population afin qu'elle puisse pratiquer plus les activités physiques et sportives pour leur santé. Donc, c'est dans ce sens que je vois, M. le président, une augmentation dans le budget du *Mauritius Sports Council*.

Depuis 2019, M. le président, mon ministère a eu aussi la responsabilité de *recreation* (loisirs). Et c'est vrai que l'année dernière, COVID oblige, nous n'avons pas eu un budget spécifique, *Recreation*, mais malgré cela, je dois saluer les officiers de mon ministère qui ont fait preuve d'ingénuité et qui ont trouvé des financements à gauche et à droite afin de mettre en pratique certaines activités. D'ailleurs, il y a plusieurs activités qui sont en cours et nous avons déjà relancé '*Zenes montré to talan*' ; le '*Street Dance Battle*' va revenir et je le constate avec beaucoup de plaisir, et je remercie le ministre des Finances pour cela, nous avons eu un budget *Recreation* de R 12 millions pour mettre sur pied un *Recreation Council*, qui pourra réfléchir sur toutes les activités qu'il faudra faire.

Et aussi mettre en pratique de nouvelles activités, *recreation* pour toute la population, cette fois-ci, ce n'est pas que pour la jeunesse mauricienne.

Et nous avons déjà commencé à réfléchir à un projet et je suis sûr que cela fera plaisir à pas mal de personnes dont je ne dirai pas trop quoi maintenant marketing oblige, *enn ti suspans* et cela arriverait vers novembre et décembre. Donc un très, très joli projet, très intéressant projet de *recreation* qui viendra. Et aussi, bien sûr, comment ne pas citer la conversion de nos *Outdoor Centres* en *Outdoor Recreation and Education Centres*. Et donc le centre de Pointe Jérôme qui sera le *National Outdoor Recreation and Education Centre* et celui d'Anse La Raie, de Flic en Flac et de Belle Mare seront des *Regional Centres* où nous allons travailler en collaboration avec le ministère de l'Éducation pour donner à nos jeunes, pour donner à nos enfants cette culture de l'*outdoor recreation*. Il y a tant de choses à aller découvrir quand vous êtes à Pointe Jérôme, à Belle Mare, à Anse La Raie. La diversité marine, par exemple, les sports nautiques, par exemple, les activités de *rope confidence*. Donc il y a toute une panoplie d'activités et nous allons travailler, le ministère de l'Éducation en collaboration avec mon ministère pour donner l'occasion à nos jeunes d'utiliser ces *Outdoor Recreation and Education Centres*.

Rapidement aussi, M. le président, quelques mots sur la circonscription numéro12. La circonscription numéro 12 est un vaste chantier et cela grâce à mon ami, l'honorable Hurreeram, qui a eu la responsabilité les infrastructures nationales et du développement communautaire. M. le président, nous avons donc des constructions de drains dans les endroits importants : Mare Tabac, Plaine Magnien, Trois Boutiques, Mahebourg suite aux grandes inondations.

La circonscription aura bientôt son MUGA à Beau Vallon. Donc, la région de Beau Vallon est complètement transformée. Bien sûr de l'autre côté à Blue Bay ce sera le Beach Arena et à Pointe Jérôme le *National Outdoor Recreation Centre*. Donc, les habitants de la circonscription sont heureux de voir la quantité de développement qui arrive dans la circonscription numéro12. Et je sais que nos honorables amis, Duval et Ramful, apprécient l'énorme effort que nous sommes en train de faire. Que ce soit le ministre Hurreeram, mon collègue, l'honorable Doolub et moi-même. Donc, n'hésitez pas à nous dire merci dans le couloir, bien sûr, *pena problem*.

M. le président, pour terminer en guise de conclusion, avant de parler de quelque chose, vous savez il y a certains jeunes membres de la Chambre, d'ici et de l'autre côté et je

dois leur dire de rester comme ils sont. C'est-à-dire de ne pas se laisser influencer par le groupe et de ne pas laisser tomber leur personnalité au profit du groupe. Restez comme vous êtes, gentleman, par exemple, gardez votre façon de faire, gardez votre politesse. Cela ne sert absolument à rien de rentrer dans le moule parce qu'on a à respecter les consignes du parti et bla-bla-bla, etc. Si vous êtes un gentleman, restez un gentleman et je pense que la population appréciera. Donc il y a un jeune membre à qui je pense spécialement et que nous avons eu l'occasion d'en parler, je ne citerai pas son nom pour ne pas l'embarrasser.

Croyez-moi, sincèrement, M. le président, je le dis sincèrement...

(Interruptions)

...M. le président, à ce jeune parlementaire de garder sa personnalité, il y a une très belle personnalité, qui est intéressant pour l'avenir parce que les jeunes nous regardent beaucoup. Les jeunes sont en train de nous scanner de haut en bas. Et je pense que pour son avenir politique, il est important qu'il puisse garder sa personnalité.

M. le président, comme je l'ai dit au commencement c'est toujours très très bon et très intéressant d'écouter nos aînés, même si nos aînés ne nous écoutent pas parfois, malheureusement.

Hier, pendant le discours de l'honorable Collendavelloo, moi-même j'avais oublié cet aspect-là et ce sera ça un peu ma conclusion. Il avait parlé des jeunes qui sont partis aux examens. Ça veut dire CPE, National Exam Forme 3 SC, HSC et certainement d'autres au niveau des universités, etc. Donc, il a parlé que ces jeunes sont partis à leurs examens tranquillement et je crois qu'il n'y a pas eu de cas, ils ne sont pas tombés malade. Personne ! *Touch wood* encore une fois. Bravo à la jeunesse qui est responsable.

Et je profite de ça pour rendre hommage à ma fille qui a été dans ce lot parce qu'elle a été composé à ses examens de la forme 5, SC. Imaginez, à porter le masque pendant 8 heures lors de son examen de dessin, lors de ses 2 papiers de dessin, à travailler avec le masque et pour elle c'était normal. J'ai complètement oublié cela, hier l'honorable Collendavelloo m'a fait rappeler. Et vous savez, nous, à la maison, ces deux ou trois semaines avant on l'a préparé. On est dans un *extended family*, mon épouse, ses frères, grand-mère, grand-père, tonton, tantine, ça va, tu vas bien. Et tous les jours on lui dit fait attention, ne va pas toucher ça. Je me faisais un devoir d'aller la quitter et puis vous savez après deux ou trois jours d'examen, elle nous a dit, pendant que je faisais la leçon, elle me dit sur ce ton –

« Papa, assez! »

Effectivement, c'est facile pour nos jeunes de s'adapter. Ils ont un pouvoir de résilience extraordinaire et on a besoin d'apprendre d'eux. Et ce sont ces jeunes-là qui vont nous aider à vaincre tout ce qui se passe avec la COVID et ce sont ces jeunes-là, M. le président, qui va aider le pays à se relever. Nous avons foi dans notre jeunesse ! Le Premier ministre a foi dans sa jeunesse. Merci pour votre attention, M. le président.

Mr Speaker: Hon. Woonhit!

(7.31 p.m.)

Mr R. Woonhit (Third Member for Pamplemousses & Triolet): Mr Speaker, Sir, I thank you for giving me the opportunity to deliver my speech to this august Assembly in the context of the 2021-2022 Budget.

Mr Speaker, Sir, in the introductory section of his Budget Speech, the hon. Minister of Finance stated that the philosophy of the 2021-2022 Budget was based on economic recovery in response to the COVID-19 pandemic. He also laid emphasis on the pressing need to accelerate the pace of recovery and build resilience to sustain high long-term growth. The hon. Minister's intention, at first glance, appears indeed praiseworthy.

However, when we embark into a clinical analysis of the measures which were proposed to achieve Government's objectives "recovery, revival and resilience, the very words used by the hon. Minister, we are minded to say that these measures are not bold enough; are not lively enough and are not courageous enough to attain the objectives so confidently emphasised and highlighted in this august Assembly last Friday by the Minister of Finance.

Mr Speaker, Sir, it is an undeniable fact that there have been consequential job losses, especially in the private sector in the wake of the COVID-19 pandemic. Several thousands of people have been deprived of their earnings and have been severely impacted. The two lockdowns have further deteriorated their plight.

True it is that many citizens have been able to breathe thanks to the grants offered by Government. However, the scale of the grants was on the lower side and same was largely insufficient to allow our citizens to make both ends meet. The abyss of poverty has deepened with the closure of small and medium enterprises. All tourism activities have suffered a painful blow as already adumbrated by hon. Michael Sik Yuen.

Mr Speaker, Sir, in this precise gloomy juncture, I , just like any reasonable citizen of the Republic of Mauritius, had legitimate expectations that this Government would come up with bold, courageous, pragmatic long-term measures to support the vulnerable sectors of our economy.

It is a matter of serious concern and disappointment that, instead of investing into productive areas, the Government, as if cut off from the ground realities, has deemed it more apposite to channel a significant proportion of taxpayers' money towards non-productive areas like drains and road construction .

Mr Speaker, Sir, the House can rest assured, it is none of my contention that we should not construct drains and roads but “*la priorité du jour*” of a caring Government, a Government that feels the pain and trauma of its citizens, should have been to direct funds to improve and uplift the living conditions of those adversely affected by the COVID-19 pandemic.

Mr Speaker, Sir, last year, I laid emphasis on the importance of Local Government as a means to improve the quality of life of our citizens and the contribution of the local authorities in the development of our country.

In the 2020/2021 Budget, that is the last year Budget, the Government announced that an amount of Rs872 m. would be allocated for various projects in local authorities. This colossal amount, had it been fully and effectively utilised, would have certainly alleviated, to a substantial extent, the worries and pain of our people. Unfortunately, I note with bitterness that most of the announcements made in last year’s budget have remained academic and only a few projects have been completed.

Mr Speaker, Sir, new projects which were announced in last year's budget and the implementation of which was scheduled to start in 2020 such as –

- (i) renovation of Plaza, phase III,
- (ii) construction of market fairs at Mahebourg, Pamplemousses, Chemin Grenier, Bambous, Bel Air Rivière Sèche and Goodlands ,
- (iii) construction of the District Council Headquarters at Souillac, and
- (iv) the District Council Headquarters at Calebasses and Central Flacq are still being awaited .

The list is long, Mr Speaker, Sir. We also have projects like –

- (i) the Multipurpose Complex of the NHDC at Camp Levieux and Route Militaire in Port Louis,
- (ii) the Multipurpose Complex at Plaine Verte, Abercrombie and Rivière du Rempart,
- (iii) a one-stop shop at Montagne Blanche, and
- (iv) a Sports Centre at Plaine Verte .

All these projects have still not seen "*un premier coup de pioche*" Mr Speaker, Sir.

Similarly, Mr Speaker, Sir, concerning the upgrading of 18 incinerators island wide, which was mentioned in the last Budget Speech, nothing has been done up to now because of non-compliance with the tender specifications .

In particular, I am referring to my constituency, the incinerator project at Calebasses where the building designed to accommodate the incinerator has already been constructed since a long time but the incinerator has not yet been installed. Why so much precious time lost in vain, Mr Speaker, Sir? Our citizens have the legitimate right to know what are the hurdles on the path of the implementation of these projects.

Similarly, for the Village of Long Mountain, where a plot of land has been donated by Terra to the District Council of Pamplémousses since two years now, the inhabitants are still awaiting the launching of the incinerator project. Now, we do not know the problem.

In the meantime, the public is being penalised and we would like to know why this matter, which was vigorously canvassed during the last general election campaign, is still dragging on and what action has been taken by the relevant Ministry against the contractor .

In some Councils, there are several street lighting maintenance trucks which are sleeping in the garage for months because they are defective. Given that the Minister is not fully aware what is happening in these councils, the quality of service is very poor and inefficient, and at the end of the day it is the general public who suffers. That is why, at adjournment time, we can see so many MPs from both sides of the House come with so many requests related to Local Government.

In the same vein, Mr Speaker, Sir, essential equipment such as mini excavators which have already been purchased by the District Council of Pamplémousses, remain dormant and unutilised due to lack of trained and competent manpower so that the Council is having recourse to private contractors to carry out excavation works whenever required and same

was seen in the recent flash flood a few weeks ago. Mr Speaker, Sir, is this not a blatant illustration of incompetence, mismanagement, amateurism and bad planning? Does the Government realise the amount of money that goes down the drain due to this horrendous state of affairs?

It is easy to make big projects announcement, that is *effet d'annonce*, but when it comes to implementation of same, I note with much concern that there is no proper planning and monitoring.

Mr Speaker, Sir, as rightly pointed out yesterday by hon. Deven Nagalingum, local authorities have become insignificant bodies by the Central Government because not a single word and incentive for the development and enhancement of our towns and villages.

Instead of giving sufficient funds and incentives to boost up the implementation of projects, the Government has taken all the money from the Reserve Funds of these local authorities, like they did with the CEB, STC amongst others.

In the end, it is the public who continues to suffer. Government can come up with many big and prestigious projects such as *métro léger*, Côte d'Or Sports Complex and Safe City Project, but if the citizens are not adequately provided with the basic facilities such as adequate and efficient street lighting, scavenging services, road asphaltting, proper incinerators, decent and clean market fairs to purchase their necessities, I can say that the Government should be deemed to have lamentably failed in its prime duty towards its citizens, to wit, to provide comfort and happiness.

Mr Speaker, Sir, as an elected Member of my Constituency, I need to point out that the construction of a Multi Sports Complex at Triolet, which was initiated in 2014 by the then Government Labour Party but stalled in 2015 for obscure reasons, is once again listed on the capital project list.

I do hope that this time the Government will show more seriousness in approach and will leave no stone unturned to take this project to its successful end so that at the end of the day the inhabitants of Constituency No 5 will, at least, have their sports complex.

Mr Speaker, Sir, again, in last year's Budget Speech, the hon. Minister of Finance, Economic Planning and Development announced a series of measures to tackle the problem of waste management. These measures included, *inter alia* –

- (i) Segregation of wastes by individual's households;

- (ii) Composting of green waste, in particular, market waste with the help of Local Authorities for eventual use as bio-fertilizers, and
- (iii) Recycling of waste by transfer stations.

It is to be noted that nothing or very little has been done in respect of these announced measures. Once again, Mr Speaker, Sir, *l'effet d'annonce*. This Government seems to excel in the field of *l'effet d'annonce*.

Another measure which was mentioned in the hon. Minister's last year's budget speech was the provision of eco-bins at strategic places across the island for the collection of plastic wastes. As at now, only a few private commercial centres have offered facilities for disposal of plastic bottles and containers and this year again, Mr Speaker, Sir, the hon. Minister has announced the installation of some 400 eco-bins around the island, at paragraph 374. I am sure that this project as well will not be implemented successfully due to the lack of vision and planning of this Government. I am of the considered opinion that 400 bins will be grossly insufficient. Does the hon. Minister know that we will need at least 5,000 such bins? Why Am I saying so? Does he know that how to distribute these bins? Let me tell him that we have around 140 villages under the aegis of the District Councils, 5 Municipal Council areas, above 100 public beaches, market fairs, Community Health Centres and hospitals, amongst others.

Does the hon. Minister know that he has to make provision for an adequate number of bins in all these places listed above? Before embarking on this project, an aggressive campaign needs to be launched in order to sensitise the population at large on the necessity of using these eco bins as regularly as possible. Equally, Mr Speaker, Sir, the project for composting of green waste, announced last year, has not materialised and yet we find that Rs200 m. have been again earmarked for the setting up of 6 composting plants with a total capacity of 12,000 tons of green wastes at Henrietta, Salazie, La Martinière, La Chaumière, Pamplemousses Botanical Garden and Bras d'Eau National Park.

In this respect, I must add that we are lagging well behind several countries, including our neighbour, Reunion Island, which has made significant advancement in the field of waste recycling. In this context, we are alive to the fact that the hon. Minister of Environment effected a site visit to Reunion Island in 2019 with a view to implementing the waste recycling project in Mauritius.

Mr Speaker, Sir, may I know what has been the ultimate outcome? *Le public a le droit de savoir M. le président*. Furthermore, in the same line, there is no information available on the feasibility study which was announced last year, to be conducted on the construction and operation of sorting units on a PPP basis at Forbach and La Chaumière.

In the same vein, Mr Speaker, Sir, in reply to my PQ No. B/177, the hon. Vice Prime Minister, Minister of Local Government and Disaster Risk Management has announced a project for the acquisition of two units of vacuum road sweeper trucks financed under the National Environment Fund and the Economic Recovery Programme for an estimated amount of Rs30 m. These trucks were to be used for sweeping of public roads and motorways on a pilot basis and this would have greatly improved the efficiency of the concerned employees but where are these vehicles, Mr Speaker, Sir? *Zéro plombage!*

Mr Speaker, Sir, it is therefore clear that this Government is unable to translate its vision into reality, either due to its incompetence or simply because it does not give enough consideration to the environment, in particular, the green energy sector. Had the Government been really serious about caring for the environment and ensuring a better sustainable future for our future generations, the reuse and recycle programme which Government announced since several years, should have already been implemented. The strategy to secure a greener and more inclusive development, as announced in last year's Budget Speech, where an amount of 100 billion rupees was earmarked, refer to paragraph 238 of 2020/2021 Budget Speech, no longer seems to be a priority for this Government.

Mr Speaker, Sir, the 2020-2021 Budget provided for Rs1.2 billion under the item Drainage Infrastructure and Flood Management to improve the drainage infrastructure and deal with flash floods especially in high risk flood-prone areas across Mauritius and Rodrigues. There is no indication as to how these funds which were to be provided from the National Environment Fund have been utilised. This year, as well, the hon. Minister of Finance, Economic Planning and Development has announced an ambitious 3-year National Flood Management Programme to the tune of Rs11.7 billion, at paragraph 38, for construction of 1,500 drains to be spearheaded by the Land Drainage Authority.

If Government has been unable to undertake drain projects for the value of Rs1.2 billion, earmarked last year, in my opinion, it will be unrealistic to implement this time a more ambitious project which has been estimated at Rs11.7 billion. Mr Speaker, Sir, in 2001, the consultant, GIBB Ltd was entrusted by the Government of Mauritius to carry out the

Land Drainage Study, which covered, *inter alia*, the hydrological and hydraulic studies, watershed management, flood prone areas and mitigating measures around the island. GIBB Ltd in its master plan submitted in 2003, identified over 300 flash flood prone areas, to be more precise 326 and recommended the setting up of a Land Drainage Authority.

Between 2005 and 2014, some works had already been initiated in some localities, such as L'Amitié, Central Flacq and Cottage among other places which faced flooding problems. If this Government would have continued, since 2015, with the implementation of the recommendations, today, more than half of the drain projects would have been completed. However, not much has been done, only some small projects were executed following protests from citizens whose properties were affected by flood.

Once again, Mr Speaker Sir, this National Flood Management Programme is bound to fail again, since this Government has neither the competence nor a real interest in implementing a comprehensive and coordinated action plan for the entire island so that, once for all, the problem of flood is resolved. In the same vein, the private sector is still awaiting the finalisation of the protocol for heavy rain which was elaborated by the National Disaster Risk Reduction Management Committee.

Mr Speaker, Sir, concerning the problem of drug trafficking, corruption and fraud not a single word had been uttered by the hon. Minister of Finance, Economic Planning and Development inasmuch as our society is faced with these daily problems.

Our country has already lost the fight against corruption and this phenomenon has taken alarming proportions during the last years as highlighted by the recent Afrobarometer reports and the stagnating corruption perception indicators of Transparency International. Apart from the setting up of a Financial Crime Division at the Intermediate Court, we find no concrete action to fight corruption.

Mr Speaker Sir, the problem of drug trafficking is closely linked with that of corruption. Recently, social worker, Ali Lazer, publicly voiced out his opinion that the main cause of the problem of drugs in our country is corruption. The recent Commission of Inquiry on Drug Trafficking, chaired by Former Judge Lam Shang Leen, also revealed how a mafia consisting of corrupt lawyers and police officers operate to perpetuate this lucrative business to the detriment of our youth.

Despite all the efforts made by the Government, the business of drug trafficking continues to proliferate. The recent discovery of drugs estimated at more than Rs3 billion

suggests that the dangerous drugs enter our country not only by air, but also by sea. The Commission of Inquiry also suggested a coordinated effort and a new set-up to fight drug trafficking.

Mr Speaker, Sir, at this stage, as a responsible citizen who loves his country, I feel duty-bound to put the following questions to the House -

1. Why has the Government elected not to put into execution all the recommendations of the Commission of Inquiry *in toto*?
2. Why is the Government putting into practice the recommendations of the Commission of Inquiry by bits and pieces and by instalments?

It is my humble submission that a Government who believes in its crusade against the drug barons cannot apply some of the recommendations and send the others '*aux oubliettes*.' In that respect, Mr Speaker, Sir, a Financial Crime Commission, as announced by the Minister, needs to be urgently established for a "more effective management in the fight against financial crime," as per the words of the Minister. The Minister, thus, impliedly recognises that, the ICAC has failed in its mission to fight corruption. This view is also shared by the majority of our citizens.

Since some time back, the ICAC is concentrating on fighting drug-related money laundering activities under the Financial Intelligence and Money Laundering Act (FIAMLA). However, the fight against corruption in the Public Sector has remained largely ineffective. Several cases prosecuted against public officials, under the Prevention of Corruption Act (PoCA), have been dismissed, which means that these employees had been unjustly prosecuted and penalised for years before getting justice.

On the other hand, we find that those who are close to the Government and involved in procurement scandals in various sectors, I am particularly referring to the Pack & Blister affair and other emergency purchases made in the wake of the first wave of the COVID-19 pandemic and where hundreds of millions of rupees are involved; the enquiries are still dragging on.

Mr Speaker, Sir, with the passage of time, the credibility of ICAC has been seriously undermined. Some would even say ICAC has undergone a political transformation to become the best political washing machine in towns. Citizens' confidence in ICAC, Mr Speaker, Sir, is at its lowest, and it is a common belief that this institution might have been utilised as a

tool of oppression against political opponents and those who do not share the opinion of the “*Prince du jour*”.

Also, this institution, for which an amount of Rs225 m. has been budgeted for financial year 2021/22, does not seem to provide value for money as there is a total absence of transparency into the management of its business.

As rightly pointed out by my colleague, hon. Khushal Lobine, ICAC, today, has become dysfunctional and it is high time that corruption and fraud should be investigated by a credible and performing institution.

Mr Speaker, Sir, although the creation of a Financial Crime Commission (FCC), which was announced as far back in 2015, is most welcome, yet, I apprehend that by the next budget year, nothing will have been done.

The creation of the FCC in itself is not enough; to fight corruption effectively, it is crucial that political will to fight corruption be positively demonstrated by the political leaders also.

Owing to the influence of media and technological progress, such as access to internet and interaction on social networks, today’s citizens are more informed about their rights and have become more demanding in terms of good governance practices.

Civil societies, throughout the world, are looking forward to active participation in governance matters and are demanding that people’s voices be heard; citizens are less tolerant of abuses of public trust and official misconduct, and they now expect accountability and transparency. To that effect, I was expecting that a Freedom of Information Act be introduced to promote good governance in our public institutions.

For a more democratic, fair and just society, there is need to ensure that our institutions function effectively in the superior interest of the population at large.

To that effect, we expect that the Municipal elections, which are due this year, will be held by the end of this year. Local elections are essential to ensure the democratic functioning of our local authorities, Mr Speaker, Sir.

Given that several measures announced since the last 5 years have not been executed, for example, 12,000 social housing units, Rivière des Anguilles Dam, the Multi-Purpose Complex at Triolet, that is, the Multi-Sports Complex at Triolet, Swimming pools at several places, modernising of bus terminals at Central Flacq, St. Pierre, Mahebourg and Rivière du

Rempart, amongst other announced measures. I wonder as to how these measures announced in this year's Budget could be implemented.

Mr Speaker: Start concluding!

Mr Woochit: In my speech on last year's Budget, I made an appeal to the Government to invest where necessary. Some 100,000 employees have lost their jobs due to the COVID-19 pandemic and the unemployment rate continues to increase. We, therefore, need to find jobs for those who find themselves jobless, helpless and in a precarious situation due to the COVID-19 pandemic as well as for the new comers on the employment market.

Mr Speaker, Sir, the Minister has forecasted that the budget deficit for fiscal year 2021-2022 is expected to reach 5.6%, but with the budgetary measures, I apprehend that the deficit will go higher, especially with the payment of Rs5.7 billion, which the State will have to disburse to Betamax Ltd, following the judgment of the Judicial Committee of the Privy Council last week. This unfortunate situation, Mr Speaker, Sir, is due to the political vendetta of this Government against its opponents.

Today, everyone listening to me, including the pensioners, unemployed people, youngsters, amongst others and even those who cannot yet listen to me because they are still not born, will have to compensate Betamax Limited up to almost Rs6 billion, that is, Rs6000 m. Mr Speaker, Sir. Indirectly, this Government *pou met la main dans nou poche pou tire sa l'argent la. Ye kia insaff hai?* Do you know who will suffer the most? It is the *ti dimounn*. The low income earners and the economically vulnerable. The population will certainly bear this in mind when time comes to choose the next Government.

To conclude, Mr Speaker, Sir, according to my analysis, this budget is far from bringing economic recovery to the different sectors affected by the COVID-19 pandemic. The fiscal measures and incentives are largely insufficient to boost up the economy and the future outlook of our country will remain bleak as long as this Government will remain in power. So, the shorter the better.

Thank you, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker: I will suspend the Sitting for one hour.

At 8.06 p.m., the Sitting was suspended.

On resuming at 9.14 p.m. with the Deputy Speaker in the Chair

The Deputy Speaker: Thank you very much. Please be seated! Hon. Léopold!

Mr J. B. Léopold (Second Member for Rodrigues): Thank you Mr Deputy Speaker, Sir. Mr Deputy Speaker, Sir, it is but a few months ago that the world, as we knew it, came to a standstill, face to face with a crowned enemy.

Curfew! Lockdown! War time vocabulary that, once ago, seemed so foreign to us, begun to punctuate all our conversations as well as our reality. Modern Mauritius and the world at large was going to war against an invisible but ruthless enemy.

Mr Deputy Speaker, Sir, since March 2020, Mauritius has gone into lockdown on two occasions because of the current public health emergency. Two very difficult periods, be it for the population at large, decision makers and businesses altogether. But I am sure that the House will agree with me, that these trying times are one big opportunity for Mauritius to show its resilience to the rest of the world.

Late Antoinette Prudence used to say, I quote –

« Rodrigues nou pas trop tipti pou amen nous contribution pou batir sa monde la. »

I believe the same is valid for the Republic. Mauritius is not too small to show the way in this global new normal.

The closure of non-essential services/businesses during the lockdown period led to a considerate drop of income to business owners, causing technical unemployment, thereby putting a lot of strain on businesses and on Mauritian households. It is, therefore, evident that we have been dragged to face two crises – that of a public health emergency and an economic emergency.

Mr Deputy Speaker, Sir, the Government's continuous support to the population during the two lockdowns has helped a lot in preventing the country into getting into another crisis. The social fabric of our society is being protected, albeit at great cost. And that is, for me, what this current budget aims is asserting our confidence in our own capacity to bounce back from the different successive blows that the economy has had to take on.

Mr Deputy Speaker, Sir, there is hope! Hope to build back better from the pandemic together. Making our country better and resilient! Making our country safer and greener! Hope for a quick recovery and the emergence of a sustainable new normal for our country.

Mr Deputy Speaker, Sir, I welcome all the incentive measures that this budget is providing to our national health care plan, into building resilience and maintaining high quality care amid the COVID-19 pandemic.

Although Mauritius is a small country, with limited resources, up to now we have been able to get through this pandemic quite steadily, without overstretching our health services, like it is in some countries with bigger capability. This is partly due to our strong public health services.

Our public health services cater care for all, taking health as a fundamental human right and eliminating inequalities that can result from differences in health status such as disease or disability.

Disparities in health care in Mauritius is unconscionable and unacceptable.

In countries like the US, although resourceful, was staggering in the beginning of the pandemic in 2020 because of their reliance on Private Health Service which are often not prepared to deal with such crisis. In Mauritius, we do not have this problem because we do not have a complex social fabric limiting people's access to a holistic health care, or of its standard of service based on one's financial status.

However this pandemic is giving us an opportunity to review our weaknesses and making sure that the health service and the health system has the proper mechanism to support health care workers, the improvement of communication in respond to the pandemic, find new ways of providing care and adequate infrastructure for the improvement of emergency preparedness.

In Rodrigues, Mr Deputy Speaker, Sir, our health care services have also been affected despite the fact that, up to now there is no known or any identified case of COVID-19 in Rodrigues. We rely on a lot of visiting specialists from Mauritius for NCD review, ENT review, Cardiology, Ophthalmology and Oncology. Those cases do not necessitate patients to move to Mauritius but for respective specialists to proceed to Rodrigues for review. These services have been totally disrupted by the lockdown in Mauritius and flight restrictions onto Rodrigues. So, therefore, we will need to rethink the method of review, where telemedicine and telecommunication are to be envisaged. We strongly need and have to make necessary provision to enable the use of digital health care solution, should the disruption persist.

Because of disruption of NCD care due to COVID-19, a real impact assessment on the effect of COVID-19 outbreak on patients with non-communicable diseases both in Rodrigues and Mauritius has to be undertaken and its consequences on healthy aging, once this battle is over.

Mr Deputy Speaker, Sir, while we are focusing of containing COVID-19 infection and identifying strategies, from time to time we need to remind ourselves that non-communicable diseases kill 40 million people every year in the world whereas the number of death to COVID-19 infection since 2019 is 3.8 million.

Mr Deputy Speaker, Sir, the hon. Dr. Renganaden Padayachy is perfectly right – vaccination is the game changer in the fight to COVID-19. With a majority of adults being vaccinated with physical distancing, barrier precaution and other sanitary measures, we will be able to get over the top of COVID-19 infection.

And I seize this occasion to appeal to all and especially the people of my constituency to have their vaccine done without further delay to reach herd immunity. Yes, Mr Deputy Speaker, Sir, borders will need to be reopened.

Mr Deputy Speaker, Sir, borders will need to be reopened. Rodriguans who are stranded in Mauritius - there are 260-plus Rodriguans or people who live in Rodrigues are stranded in Mauritius - need to go back to Rodrigues. Socioeconomic activities need to be restarted.

Mr Deputy Speaker, Sir, I am here tonight to represent Constituency No. 21 in this House, to vote the Budget, as this Budget is also determining for the people of Rodrigues. The Budget is about, once and for all, tackling the persisting water shortage in Rodrigues, in each and every angle. It is about creating jobs, especially for our young people, improving our health care service delivery, improving housing, protecting the environment, giving support to our SME sector, the self-employed, support to agriculture, farming and our badly hurt tourism industry.

As you are aware, Mr Deputy Speaker, Sir, provision is made in the Rodrigues Regional Assembly Act, for the Chief Commissioner, who is responsible of finance to prepare his Budget and set his priority prior to the presentation of the national budget, so that the Rodrigues Regional Government Budget get included and approved along with the national budget.

Before I go any further, I need to seize this opportunity to thank again hon. Dr. Renganaden Padayachy for his visit to Rodrigues, in two occasions to meet the Executive Council prior to the preparation and presentation of the Chief Commissioner's budget in Rodrigues Regional Assembly on Friday 26 March 2021.

I have to thank the hon. Minister of Finance, despite the difficult economic times amid the prevailing COVID-19 pandemic, though the RRA was reasonable, conscious of the difficult time, the hon. Minister of Finance has considered all the priorities the RRA and the Rodrigues Regional Government has presented to him, that is, of the needs of the people of Rodrigues for a prosperous future.

Mr Deputy Speaker, Sir, despite significant efforts made to increase the production of water in Rodrigues, with the installation of five desalination plants in Rodrigues since 2012, with which the daily production has risen from 4,500 m³ to 9,000 m³ daily, the situation remains alarming, with a decrease in the average of rainfall from 1,100 mm in 2019 to 805 mm only in 2020. That adds problems for the management of water resources in Rodrigues.

With the month of February 2020 being recorded as being the driest ever recorded since 20 years ago by the meteorological service of Mauritius, we did reach a critical point to water shortage February last in Rodrigues. To satisfy the daily demand of water in Rodrigues for domestic, agricultural and industrial needs, the production needs to be increased from 9,000 m³ to 18,000 m³ daily.

During the visit of the hon. Minister of Finance in Rodrigues, the main discussion was on how to increase water production in Rodrigues and also the high cost of living in Rodrigues as compared to Mauritius caused by the high price of marine freight.

During the discussion, *un plan pour l'eau* was exposed to the hon. Minister of Finance. The plan comprises an increase in the capacity of the five desalination plants to have an increased production of 10,000 m³ of water daily. Dam construction was also discussed. The sustainable management of our underground water resource, improvement of the water distribution network, construction of new reservoirs, rainwater harvesting among others.

We are very glad to hear that the hon. Minister of Finance had made provision so that the Mauritius Investment Corporation Ltd provides an unprecedented amount of Rs1 billion for water production and distribution in Rodrigues.

In the spirit of territorial continuity, it is unfair on the people of Rodrigues to pay higher prices on commodities because of maritime freight. In fact, the cost of freight of a container from China to Mauritius is of lower price compared to one from Mauritius to Rodrigues. This issue was high on the agenda of the Chief Commissioner for discussion with the hon. Minister of Finance. And, it is good to know, to hear from the Budget Speech, the

reduction of 20% on maritime freight. The Rodriguan people at large welcome this measure as a first step. Its application needs to be done in a manner that all the consumers of Rodrigues feel the drop in price on goods.

Mr Deputy Speaker, Sir, there are so many measures announced in this Budget which will also be beneficial to the people of Rodrigues, but an adequate mechanism needs to be put in place between the different Ministries concerned and Rodrigues Regional Government to establish a good line of communication so that implementation of all the measures be done. And I am making reference of some examples like –

- the issuing of fishermen cards;
- the amnesty programme for fishers and farmers to write off their longstanding loans;
- incentives given in construction and real estate;
- the overseas treatment scheme among so many.

We welcome the sum of Rs224 m. allocated to Rodrigues from the new National Flood Management Programme Structure. We are delighted to hear that by the year 2024, we will have our brand new runway.

Mr Deputy Speaker, Sir, due to disease outbreak, farmers are facing great difficulties in Rodrigues. In line with the measures announced for Mauritius to be less dependent on import meats, it is very important that the scheme be extended to Rodrigues farmers to boost production and preferences be given to meat from Rodrigues as it is of high quality which will cost Mauritius less on import at the same time sustaining farming in Rodrigues within our own Republic.

Mr Deputy Speaker, Sir, Rodrigues will be celebrating its 19th years as an autonomous island this year, 19 years already and in the principle of a decentralised system within a unity republic. The autonomous island of Rodrigues will call to devolve further and to have further responsibilities and powers from the central Government.

After 19 years, the autonomous island of Rodrigues will need to have higher level of autonomy in view of achieving equity in an increasingly devolved system. The autonomous island of Rodrigues has the ambition to participate in the Indian Ocean Island Games as an island, same as Reunion Island and the Island of Mayotte which are both French Departments of the Indian Ocean.

Mr Deputy Speaker, Sir, the overall allocated Budget to the Rodrigues Regional Government passes from 4billion 65 m. to 4 billion 600 m. amounting an increase of Rs535 m. The Budget of development for this coming financial year is Rs1 billion 25 m. and it is the first time, as an autonomous island, the Budget for development passes the bar of 1 billion.

I have to thank again hon. Dr. Renganaden Padayachy, his Financial Secretary, Mr Dharam Dev Manraj, the staff of the Minister of Finance, Economic Planning and Development for the preparation of the national Budget. My thanks go also from the Rodriguan people to the hon. Prime Minister, who is also the Minister for Rodrigues for his engagement and consideration for Rodrigues.

I think I am done, Mr Deputy Speaker, Sir. That is my contribution to this Budget debate and I thank you for your attention.

Mr Deputy Speaker: Thank you very much. Hon. Ms Joanna Bérenger!

(9.36 p.m.)

Ms J. Bérenger (First Member for Vacoas & Floréal): “À force de sacrifier l’essentiel à l’urgence, on finit par oublier l’urgence de l’essentiel. » Il y a un an, M. le président, je terminais mon premier discours sur le budget 2020/2021 en citant cette phrase d’Edgar Morin qui fait encore écho aujourd’hui.

Les budgets du MSM se suivent et se ressemblent et pourtant chaque année est précieuse dans le combat pour le climat pour plus de justice sociale, de transparence, de méritocratie, élément essentiel à la bonne santé de notre économie.

Le pli de l’écologie aurait dû être le pivot du projet économique pour les prochaines décennies. Nous attendons d’ailleurs impatiemment le plan directeur pour l’environnement, qui est en préparation de ce que j’ai compris et qui j’espère sera pris en considération dans le *National Flood Management Programme* annoncé par le ministre des Finances au paragraphe 38.

R 117 milliards pour 1,500 projets de drains, nous dit-on. À qui seront alloués tous ces contrats? On se souvient de la polémique soulevée autour des contrats distribués pendant que nous étions confinés. Nous veillerons au grain, tous petits et grands entrepreneurs de notre république doivent avoir accès à ces contrats et doivent être invité à servir en tout méritocratie. 1,500 projets de drains, donc, pour remédier au problème d’inondation, nous dit-on. On ne cessera pas de le répéter - la construction de drains soulagera certaines régions

dans l'immédiat mais en rajoutant du béton, en imperméabilisant nos sols, on ne fait que transférer le problème plus loin.

Sur une surface dure, l'eau dévale rapidement vers les rivières et l'océan créant une perte d'eau et des inondations au passage, nous explique l'universitaire Vincent Florence.

Ce gouvernement revient chaque année avec un politique caniveau en annonçant des projets de drain pour donner l'illusion à la population qu'il remédie à leurs problèmes mais les inondations ont-elles cessés pour autant depuis 9 ans ? Non, pourquoi ? Parce que ce gouvernement continue de détruire nos arbres et nos forêts qui absorbent l'eau, continue de permettre des déviations des cours d'eaux naturels, de permettre les constructions sur les *wet land* qui agissent comme des éponges, de permettre des développements sur des zones écologiquement sensibles et tant que ce sera ainsi, il y aura des inondations mais le pire, M. le président, c'est que le changement climatique sera toujours là pour avoir bon dos et nous deviendrons peut-être le pays avec le plus de surface bétonné par mètre carré. Nous sommes en bonne voie car nous étions déjà parmi les premiers en 2015 selon l'étude Hammond & Al intitulé '*Environmental Conservation, Threats to Environmental Sensitive Areas from Peri-Urban Expansion in Mauritius*'.

Cela étant dit, je suis contente d'entendre le ministre des Infrastructures reconnaître le fait que la construction de drains ne suffit pas pour régler le problème des inondations et que ce gouvernement a malheureusement permis des constructions et dévier les cours d'eaux naturels. Ma suggestion est donc évidemment de s'attaquer à l'essentiel, d'adresser une bonne fois pour toute le problème des inondations de façon holistique, c'est-à-dire, en impliquant les ministères concernées notamment le ministère de l'Environnement, qui comme je le disais, est en train de préparer le plan directeur de l'environnement, le ministère de l'aménagement du territoire, qui lui est en train de préparer le *National Development Strategy* et en intégrant la nature dans la gestion des eaux pluviales notamment, par exemple, en intégrant des bassins de rétention pour limiter le débit d'eaux pluviales en aval et ainsi mettre moins de pression sur les drains en amont. Ce ne sont pas les études qui manquent sur le sujet mais il est question de vision et de volonté.

En attendant de voir un jour peut-être d'être implémenter de telles mesures durables, il est urgent de reloger les familles qui habitent dans les zones inondables et que le gouvernement vienne de l'avant avec un plan de solidarité dédié à cela et c'est d'ailleurs en partie pour cette raison que j'avais questionné le ministre des Infrastructures publiques mardi

dernier sur l'étude intitulé *High Digital Elevation Model and Aerial Imagery for the island of Mauritius and Rodrigues* faite en 2018.

Rendre public cette étude permettez à nos compatriotes de prendre connaissance des zones inondables à travers le pays, de prendre conscience des risques entourant ces zones et d'agir en conséquence, c'est-à-dire, pour ceux qui habitent dans les zones inondables de les évacuer ou alors de protéger ces zones inondables.

Mais avec tout le mépris habituel qui caractérise ce gouvernement, le ministre s'est contenté de déclarer, je cite –

“I do not think that anything and everything should be given public.”

Peut-être, devrais-je lui rappeler que, cette étude de 16 millions a été financée par l'argent des contribuables et qu'ils ont par conséquent le droit d'avoir accès au contenu de cette étude. Et à vrai dire, de quoi le ministre a-t-il peur? De quoi a-t-il peur? Que la population est encore une nouvelle preuve flagrante que ce gouvernement s'obstine à vouloir permettre les développements sur nos zones écologiquement sensibles et qui contribuent en réalité aux inondations et à la détresse de la population. Qu'il s'agisse du plan directeur de l'environnement, du *National Development Strategy* qui est en préparation, de ce nouveau *National Flood Management Programme* annoncé au paragraphe 38, tous ces programmes doivent impérativement avoir le changement climatique comme principe fondamentale mais quand j'entends le ministre de l'Environnement venir annoncer dans son discours du budget que 3 millions seront alloués pour inciter le *greening* du secteur public et que de l'autre côté 50 millions sont alloués à l'embellissement de nos autoroutes, je me dis que si ce gouvernement veut être sérieux dans la transition écologique tant évoqué, il serait urgent de revoir les priorités.

Une seule mention du changement climatique dans ce budget 2021/2022 pour la réhabilitation des côtes déjà impactées. Réhabiliter c'est bien, M. le président, mais protéger en évitant de détruire c'est encore mieux et la protection de nos côtes commence sur les montagnes. Aujourd'hui, je me demande à quoi bon parler de protéger nos côtes quand on voit les feux vert donné par *l'Economic Development Board*, qui est d'ailleurs devenu quasiment un gouvernement parallèle non redevable envers le parlement quand on voit les feux vert accordés par *l'Economic Development Board* à des projets tels que *Legend Hill* sur la montagne de La Tourelle à Tamarin, qui est situé dans une zone écologiquement sensible et qui devrait pourtant être protégé.

Qu'est-ce-que ce projet a de si exceptionnel pour avoir bénéficié des dérogations par rapport au *Planning Policy Guidance*? Au nom de quoi ou au nom de qui le ministre de l'Environnement, qui à la responsabilité de protéger notre patrimoine naturelle, nos biens communs, choisit de fermer les yeux face au non-respect flagrant des conditions de permit *EIA* qui lui ont été mis sous les yeux? Qui prendra la responsabilité de l'insécurité, de la mise en danger des habitants? Toutes mes questions parlementaires sur le sujet restent sans réponse et ignorées. Le ministre a le pouvoir mais surtout le devoir de protéger notre environnement mais choisit de jouer aux grands absents.

Le ministre a même défendu un autre développement non respectueux de l'environnement dans le cas de l'agrandissement de la route à Chamarel, dans une des régions les plus riches et les plus denses en espèces endémiques, selon l'étude Page et D'Argent, faite en 1997, intitulée, '*A Vegetation Survey of Mauritius*'. Ce projet a d'ailleurs été implémenté sans l'autorisation du Département des Bois et Forêts et sans aucune étude faite au préalable pour évaluer l'impact environnemental de ce projet. Il a enfreint ainsi plusieurs lois de notre pays, notamment, la section 10 et section 24 de la partie B du *Schedule 6* de l'*Environment Protection Act*, la section 14 de la *Forest and Reserves Act* et la section 21 du *Native Terrestrial Biodiversity and National Parks Act*.

Nous sommes en 2021 et nous avons un gouvernement qui enfreint nos lois sans complexe. Triste réalité ! L'autorisation du Département Bois et Forêts a ensuite été obtenue en catimini et l'officier ayant dénoncé la maldonne s'est vite vu transférer. Résultats : massacre écologique et érosion accélérée.

Quelle logique y a-t-il dans cette destruction de l'environnement ? Peut-être, pour permettre ainsi au ministre des Finances d'annoncer des travaux de stabilisation et de glissements de terrain à Chamarel, au paragraphe 370 (d), et ainsi encore donner l'impression que ce gouvernement a à cœur la protection de l'environnement. Sauf qu'en réalité, c'est simplement proposer des solutions aux problèmes qu'ils ont eux-mêmes créés. Donc, le gouvernement est à la fois pyromane et pompier.

Les ONG, les associations militant pour l'environnement, et moi-même, avons demandé au ministre de l'Environnement de bien vouloir utiliser ses prérogatives pour faire stopper le massacre. En revanche, il a choisi de se cacher derrière le secteur privé en l'accusant d'avoir fait pire, mais en omettant pertinemment que c'est son ministère qui

accorde les permis concernant l'environnement, et que c'est donc lui qui a la responsabilité de le protéger.

La *Mauritius Wildlife Foundation* a elle aussi tiré la sonnette d'alarme sur ce massacre d'arbres endémiques dont des 'bois d'ébène' comme on les appelle, de plus de 500 ans, qui abritent également le fameux Kestrel qui a été sauvé de justesse de l'extinction. Alors que nous sommes signataires de la *Convention on Biological Diversity*, qu'il ne nous reste que 1.3 % de nos forêts endémiques en bonne santé, le ministre de l'Agro-industrie brille lui aussi par son inaction alors que notre biodiversité est en danger.

Au-delà du mépris du gouvernement pour les nombreux appels des citoyens et citoyennes, du mépris pour les lois de notre République, le gouvernement semble mépriser également nos engagements internationaux et, notamment, les objectifs à atteindre. Ces objectifs avaient d'ailleurs été évoqués lors des Assises de l'environnement, dont le ministre a fait mention dans son discours.

Permettez-moi, M. le président, d'en rappeler quelques-uns. L'objectif du *Sustainable Development Goal* No. 15 de l'Agenda 2030 pour le développement durable –

- “(1) *Protect, restore and promote sustainable use of terrestrial ecosystems, sustainably manage forests, halt and reverse land degradation and halt biodiversity loss.*
- (2) *Address the underlying causes of biodiversity loss by mainstreaming biodiversity across government and society.*
- (3) *Reduce the direct pressures on biodiversity and promote sustainable use.*

Des projets comme ceux cités précédemment, ou encore actuellement, celui qui est en implémentation à Mahebourg impactant un *wetland* et détruisant des mangroves, mais qu'importe, si cela permet l'accès au Barachois de celui qui est dans les bons papiers du gouvernement ou encore de nombreux projets dénoncés par les ONG militant pour la protection de l'environnement, tout cela est en totale contradiction avec la vision évoquée aux Assises de l'environnement et en totale contradiction avec les objectifs fixés au niveau international.

Donc, si le gouvernement persiste dans cette voie où les paroles ne sont absolument pas reliées aux actes, ces beaux objectifs des Assises de l'environnement ou les *SGGs* de 2030, finiront donc comme ceux de la *Convention on Biological Diversity Aichi Targets* de 2020, dont, aucun objectif n'a été atteint.

Malcolm de Chazal disait qu'il faut que les montagnes de Maurice soient déclarées monuments historiques et soient protégées en conséquence. Il ne pouvait sûrement pas deviner, qu'aujourd'hui, même nos monuments historiques sont pillés et abandonnés. Mais c'est pour dire que, dès 1964, certains avaient compris que c'est dans nos montagnes que commence la protection de nos côtes. Ainsi, comment parler de la protection de nos côtes sans parler de la protection de nos zones écologiquement sensibles. Aucune mention dans le discours du budget de la mise en place d'un *ESA Bill*. La protection de nos zones écologiquement sensibles qui sont aussi des *Carbon Sinks* méritent toute notre considération. Le MMM est en faveur de l'implémentation d'un projet de loi visant à les protéger et qui devrait être amené au Parlement en toute urgence. Le MMM est signataire du manifeste qui a trouvé le soutien de pas moins de 41 associations, et je le dépose sur la table de l'Assemblée. Et s'il faut encore au gouvernement une raison de préserver nos ressources naturelles, le paragraphe 68 du rapport de la Banque Mondiale nous dit –

« Investment in preserving the island's precious natural resources holds the key not only to the economy's near-term recovery, but to its entire future. »

Et, tout comme il est inutile de parler de réhabilitation si le gouvernement continue de détruire, il est important d'éviter de créer des déchets inutiles avant de penser à les recycler. Et en parlant de déchets inutiles, au paragraphe 371, on nous propose la création d'une nouvelle institution, le *National Environment Cleaning Authority*. L'an dernier, le *National Cleaning and Embellishment Programme* était annoncé dans le budget avec exactement la même finalité. Donc, quelle est la raison de la création de cette nouvelle institution ? Pourquoi vouloir créer cette nouvelle institution avec l'argent des contribuables au lieu d'améliorer les structures déjà en place, si ce n'est que pour faire plaisir aux copains, aux copines et autres amis d'enfance.

Concernant la gestion des déchets, là encore, on retrouve des mesures recyclées. Le Directeur de l'Audit a regretté le fait que le ministère de l'Environnement n'ait aucun plan efficace pour la gestion et l'élimination des déchets solides et c'est sûrement la raison pour laquelle d'ailleurs, l'Etude sur la gestion des déchets solides, qui est prête depuis belle lurette, n'a jamais été rendue publique.

Les éco-poubelles, autrement dit les poubelles de tri des déchets, étaient elles aussi déjà annoncées dans le dernier budget. On y voit difficilement l'utilité quand on sait qu'il n'y a aucun système de collecte sélective des déchets et aucune facilité pour le recyclage local de

ces déchets. Quel dommage également que le gouvernement qui parle de créer un nouveau pôle de croissance, basé sur les énergies renouvelables, n'ait pas saisi les avantages de la revalorisation énergétique à travers le *Waste to Energy*.

M. le président, les animaux font eux aussi partie de notre environnement et le traitement qui leur est infligé, particulièrement les chiens, a souvent été l'objet de vives critiques au niveau international avec des vidéos de chiens maltraités ou s'entre-dévorant dans les locaux de la MSAW. J'ai moi-même été visitée les locaux de la MSAW à Vallée des Prêtres et je dois dire que j'ai été horrifiée par l'état des animaux qui s'y trouvaient. Je ne vois rien encore une fois dans ce budget visant au renforcement des dispositions de l'*Animal Welfare Act* ou améliorant la condition des animaux de la MSAW ou encore l'élaboration de campagnes de sensibilisation ou de stérilisation. Et pourtant, de grands changements avaient été annoncés suite à la visite du ministre de l'Agro-industrie dans les locaux de la MSAW en février dernier, où il avait même déclaré, je cite –

« J'ai eu des sueurs froides. »

Mais qu'est-ce qui a été fait depuis pour changer la situation ? Rien du tout ! Et nous attendions encore d'ailleurs les rapports financiers de cette institution dont les comptes n'ont pas été audités ni déposés depuis 2013. Entre la création de toutes sortes d'institutions qui ne sont pas redevables envers le Parlement, le mépris des lois de notre République, le gouvernement donne l'exemple à notre jeunesse de ce qui est la mauvaise gouvernance, le règne de l'opacité.

M. le président, toujours dans le souci de préserver notre environnement, je déplore le manque de vision et de mesures pour encourager la production agricole locale saine, une production de qualité sans pesticides. 98 % des pesticides atteignent une autre destination que leurs cibles explicites et ont des conséquences létales sur les humains avec maladie congénitale ou encore le cancer.

Le ministre de l'Agro-industrie a prétendu, dans son discours, que le thé mauricien est *pesticide-free*. Je voudrais lui demander de bien vouloir déposer sur la Table de l'Assemblée les résultats de ces analyses et également les résultats des analyses faites sur les légumes que nous consommons. Oui, parce que champion que nous sommes depuis quelques temps dans les listes en tous genres et qui portent atteinte à l'image de notre pays, cette fois c'est l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture qui nous place parmi les plus grands utilisateurs de pesticides par hectare. Pourtant, cette année encore, je ne vois rien

pour encourager l'agriculture raisonnée, ou la *permaculture* ou l'agriculture high-tech. De telles mesures préserveraient non seulement la santé de nos compatriotes mais permettraient d'attirer plus de jeunes vers le secteur agricole.

M. le président, nos jeunes sont de plus en plus éveillés écologiquement parlant et ont conscience des méfaits de pesticides sur le long terme. Il faut donc les encourager à s'engager dans la production agricole saine pour pouvoir non seulement assurer mais pérenniser notre sécurité alimentaire. Ce n'est pas acceptable qu'il n'y ait que les nantis qui puissent accéder à des produits agricoles de qualité qui ne seraient pas nocifs pour la santé. Il faut démocratiser l'accès aux produits agricoles sains. La qualité des aliments que nous consommons dépend de ce que nous ingérons dans nos sols. Et si nous continuons à polluer notre terre de la sorte, celles-ci deviendront stériles, ne pourront plus rien produire pour les générations futures et nous n'aurons plus de place dans nos hôpitaux pour accueillir nos compatriotes malades. Et là encore, on ne s'attaque pas aux causes profondes de nos maux.

Le gouvernement investit à travers ce budget dans de nouveaux centres de cancérologie et propose des prêts pour aller se faire soigner dans les hôpitaux privés. Est-ce une coïncidence ici qu'un conseiller du Premier ministre ait choisi d'investir dans un hôpital privé pour soigner les cancers? Et pendant ce temps le gouvernement ne s'attaque pas aux causes du cancer dans notre alimentation et dans notre environnement.

M. le président, il est impossible de parler d'écologie sans parler de la parité, la condition féminine étant intrinsèquement liée à celle de l'environnement. SDG No. 5 of UNDP 2030, *I quote* –

« Ending all discriminations against women and girls is not only a human right, it is crucial for sustainable future. It is proven that empowering women and girls helps economic growth and development. »

Maurice est encore classée 115^{ème} dans l'indice mondial d'écart entre les sexes en 2020. Et je ne crois pas que les prêts accordés aux femmes entrepreneurs par la DBM ou le changement de l'âge d'éligibilité pour le *Back To Work Programme* puissent résoudre le problème du *gender inequality*. Nos filles ont d'excellents résultats scolaires mais n'arrivent toujours pas à briser le plafond de verre dans la vie professionnelle.

Le ministre du Travail nous a dit de nous inspirer de ce qui se fait à l'extérieur. J'aimerais lui rappeler que je lui ai proposé en novembre dernier de s'inspirer de la Finlande qui a adopté un congé de paternité équivalent au congé de maternité – j'apprécie qu'il arrive

dans la Chambre à ce moment-là – en remplaçant ainsi le risque de maternité par un risque de parentalité dans l'esprit des employeurs et que pour cesse ainsi toute discrimination à l'embauche pour que les hommes et les femmes de notre république soient égaux face à une opportunité d'embauche. Malheureusement, nous attendons toujours et les mesures manquent cruellement dans ce budget pour faciliter aux femmes non seulement l'accès, mais le succès dans la vie professionnelle.

La violence envers les femmes et les enfants et la violence tout court d'ailleurs est en perpétuelle augmentation. Je salue la possibilité désormais d'utiliser les enregistrements son et vidéo comme témoignage en Cour mais encore une fois, on ne s'attaque pas aux problèmes à la source. La formation pour détecter les abus est bien accueillie, mais former aux alternatives à la violence est essentielle. J'avais déjà parlé de l'importance d'outiller les officiers à ces alternatives notamment à travers la discipline positive qui est une méthode basée sur la fermeté et la bienveillance, sur le respect mutuel et l'encouragement plutôt que sur la colère et la violence. Cette méthode porte ses fruits sur le long terme et a fait ses preuves à travers le monde. Je renouvelle donc mon souhait que soit obligatoirement formé à une méthode bienveillante et respectueuse, non seulement les officiers du ministère de l'Égalité des genres et du bien-être de la famille, mais également les enseignants et les parents qui ont besoin d'être guidés dans leur nouveau rôle dès la grossesse. Et de cette façon on s'attaquerait au problème de la violence à la source et de façon holistique.

Aussi, le Community Child Protection Programme n'est malheureusement destiné ici qu'à la sensibilisation à la détection des abus dans les zones vulnérables. Le ministre Toussaint parlait tout à l'heure de l'importance de faire attention à la stigmatisation – malheureusement il n'avait pas compris la proposition de ma collègue, l'honorable Stéphanie Anquetil – mais ici il est important effectivement de faire attention à la stigmatisation. Parce que dans cette mesure on vient sous-entendre qu'il n'y a que dans les zones vulnérables que les enfants sont victimes de violence alors que tous les enfants, de tous les milieux sociaux, sont potentiellement à risque face aux violences psychologiques, physiques ou sexuelles. Donc, j'espère sincèrement que cette mesure sera revue.

Je salue le recrutement également de 34 psychologues pour les écoles primaires mais je ne comprends pas pourquoi rien n'est prévu pour les collèges ou même pour les autres ministères. Et comment peut-on prétendre au bien-être de nos enfants quand on n'a toujours pas de pédopsychiatre disponible dans nos institutions publiques. Paragraphe 320(d), je cite –

« Un soutien psychologique sera prévu pour des enfants victimes de violences avant et après les procès. »

Je suis très perplexe par rapport à cette mesure. Est-ce que ce n'était pas supposé déjà être le cas!

Nous accueillons aussi favorablement l'augmentation de l'allocation du placement en famille d'accueil mais qu'en est-il de l'adoption? La ministre pense-t-elle qu'il est dans l'intérêt supérieur de l'enfant de rester dans un *shelter* jusqu'à ses 18 ans; qu'il est dans l'intérêt supérieur de l'enfant de rester dans un hôpital par manque d'alternative? Maurice est signataire de la Convention de la Haye pour la protection des enfants depuis 1993 et à adhérer aussi à la coopération internationale en matière d'adoption depuis 1998. Et que disent ces conventions? Que si des parents souhaitent adopter un enfant de manière définitive, ils doivent pouvoir passer à travers un organisme agréé spécialement dédié à cela. Mais il n'existe toujours pas à Maurice aucune autorité digne de ce nom et qui puisse s'occuper des cas d'adoption, de toutes les informations concernant ces enfants et qui puisse s'occuper de la transition de ces enfants entre la famille biologique et la famille d'adoption. Nous espérons donc que des mesures soient faites dans ce budget pour instaurer une telle autorité qui serait dans l'intérêt supérieur de nos enfants puisque ça les permettrait de grandir dans une famille, dans la stabilité, dans la sécurité, dans l'amour essentiel à leur bon développement.

Je regrette également qu'il n'y ait rien pour les enfants consommateurs de substances illicites qui sont malheureusement de plus en plus nombreux. Et plus généralement, je rejoins mes collègues et je déplore que la promulgation du Children's Act se fasse autant attendre. Et, M. le président, permettez-moi de regretter que la ministre de l'Égalité du Genre et du bien-être de la famille trouve normal que neuf mois après avoir été voté, ce projet de loi ne soit toujours pas promulgué pour la simple raison que cela est pris 26 ans pour qu'il soit amené au parlement. Ce serait donc son explication à la population. Mais si les infrastructures n'étaient pas prêtes pour que ces projets de loi soient implémentés, pourquoi les avoir emmenés au parlement? Les enfants de notre république n'en ont que faire des explications bancales, ils attendent d'être protégés.

Les enfants de notre république n'en ont que faire des explications bancales, ils attendent d'être protégés, et le comble étant que la ministre dans son discours a beaucoup insisté sur l'importance de protéger les plus vulnérables.

Mais y a-t-il plus vulnérable aujourd'hui, M. le président, que ceux qui ont vu leur structure en tôle être démolie pendant le confinement dernier – je dis structure en tôle parce que je sais que c'est une expression qui est chère au Vice-Premier ministre, l'honorable Obeegadoo – et qui dorment encore aujourd'hui sous des tentes ? Plus d'une année que ces femmes et enfants sont ignorés par le ministère de l'Égalité des Genres et du Bien-être de la Famille et elle ose venir nous parler de protéger les plus vulnérables !

M. le président, en parlant des personnes vulnérables je note quelques mesures louables pour les personnes en situation de handicap mais l'essentiel manque toujours. Tant que le *Disability Rights Bill* ne sera pas une réalité, les droits des personnes en situation de handicap continueront d'être bafoués à travers notre société. Par ailleurs, dans l'investissement annoncé par le ministre des infrastructures, la mobilité ou l'accès aux personnes en situation de handicap sera-t-elle enfin facilitée ?

L'investissement de R 2,8 milliards dédié à l'amélioration des infrastructures sportives au paragraphe 43 (a). Un investissement massif aussi dans de nouvelles infrastructures sportives au paragraphe 336. J'aimerais savoir si le gouvernement va enfin commencer à donner l'exemple en investissant dans des infrastructures vertes et innovantes et quand il parle d'amélioration des structures existantes, est-ce qu'il s'attaquera à la rénovation thermique et aux mises aux normes énergétiques des bâtiments du secteur public. Ce qui m'amène à l'annonce de la création du nouveau pôle de croissance à travers l'industrie des énergies vertes. J'ai une pensée pour nos jeunes qui s'inquiètent de ne pas pouvoir trouver leur place dans ce nouveau pôle de croissance annoncé étant donné qu'un *Professional Occupational Permit* renouvelable de 10 ans sera donné à ceux qui viennent étudier au pays alors même que 33 % de nos jeunes sont au chômage.

Mais ce qui apparaît comme un nouveau pôle de croissance, est en réalité pas du tout une nouveauté et comprend lui aussi plusieurs mesures recyclées. Je dis mesures recyclées puisque le budget 2015-2016 annonçait que la part d'énergie renouvelable serait augmenté à 35% en 2025. Le budget 2020-2021 annonçait 40 % en 2030 et voici que ce budget 2021-2022 annonce l'ambitieux projet d'atteindre 60 % d'énergie renouvelable d'ici 2030 mais sans nous dire comment y arriver. Des objectifs donc toujours plus ambitieux mais sans atteindre les résultats pour autant.

(Interruptions)

The Deputy Speaker: I hate to interrupt you, but I have been trying to signal you about your mask because it is live. If you can...

Ms J. Bérenger: Je suis désolée, à chaque fois que je parle, ça descend. C'est normal!

The Deputy Speaker: I know; that is why I am not trying to interrupt you, but, unfortunately...

Ms J. Bérenger: Non, je le relève, je prends note, j'écoute.

The Deputy Speaker: Thank you very much, I appreciate that you even noticed me indicating that you had to lift it and you have been lifting it. I appreciate that you have been lifting it.

Ms J. Bérenger: Je l'ai relevé trois fois.

The Deputy Speaker: That is why I say I appreciate that you have lifted it when I ask.

(Interruptions)

Allez-y, continuez !

Ms J. Bérenger: Est-ce avec des projets éoliens mort-nés comme ceux de Plaine Sophie ou l'extension de 40MW à Plaine des Roches que le gouvernement compte atteindre l'objectif de 60 % d'énergie renouvelable annoncé en grande pompe dans les précédents budgets? Ces projets n'ont finalement jamais vu le jour.

Toujours dans l'esprit de donner une impression de nouveauté, le ministre annonce l'augmentation de la capacité d'absorption des batteries, cette fois on prétend augmenter à 40 MW. Inutile de préciser que cette mesure était déjà annoncée dans tous les précédents budgets depuis 2017 et on apprend cette fois-ci en passant que nous ne sommes pourtant qu'à toujours 4 MW. Même constat pour la ferme solaire dans ma circonscription, à Henrietta qui avait été déjà annoncée dans le précédent budget mais dont l'implémentation complète se fait toujours attendre.

L'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments du secteur public était elle aussi déjà annoncée dans le dernier budget mais toujours rien en vue sur les toits des bâtiments de l'État mis appart quelques tireurs d'élite lorsqu'un ancien ministre est appelé à comparaître devant la cour. Je me demande également comment arriver à développer un nouveau pilier économique basé sur les énergies renouvelables si le gouvernement se repose

uniquement sur les épaules de la CEB. La *Mauritius Renewable Energy Agency* (MARENA) n'est même pas mentionnée dans ce discours du budget. Aucune mention non plus du *Energy Efficiency Management Programme* et l'*Utility Regulatory Authority* n'est mentionné que dans l'annexe du budget pour uniquement revoir la composition de son *board*.

Comment donc croire avec toutes ces lacunes et tous ces manquements au passage du l'utilisation de 25 % d'énergie renouvelable à 60 % d'énergie renouvelable en neuf ans alors que cette part n'a augmenté que de 3 % en sept ans et comment ainsi croire au passage de l'utilisation de 40 % de charbon à 0 % en neuf ans ? Est-ce que ce sont des annonces faites parce que des fonds climat sont disponibles et que la COP 26 se tient bientôt ? Et en soi, l'objectif de 60 % d'énergies renouvelables n'est pas impossible à atteindre, le rapport *Carnegie Clean Energy* intitulé *High Penetration Renewable Energy Road Map for the Republic of Mauritius* donne d'ailleurs toutes les indications pour y arriver. Mais, notre crainte est que l'on rate encore une fois cette opportunité d'y arriver à cause d'un manque de leadership ou parce qu'on ne met pas les bonnes personnes aux bons endroits mais pourtant nous n'avons plus droit à l'erreur, la crise climatique c'est maintenant. L'efficience devrait être le motto pour faire face à la crise écologique et à la crise économique. L'efficience se définit par le rapport entre les résultats obtenus et les ressources utilisées pour atteindre les résultats et tant que l'argent des contribuables sera investi dans des bâtiments qui restent vides comme la technopole de Rose Belle ou le complexe sportif de Côte d'Or plutôt que dans le pôle des énergies vertes avec des équipements innovants.

Et la dernière idée de génie, nous l'avons appris avant-hier est celle d'investir dans une nouvelle carte d'identité. Quelle idée lumineuse pour continuer à gaspiller. Tant que le gouvernement continuera de dilapider les caisses de l'État comme décrié par le directeur de l'audit, et tant que rien ne sera fait pour y remédier, nous ne pourrons parler d'efficience. Aujourd'hui, les systèmes qui se sont développés au cours des dernières années permettent une meilleure gestion de l'énergie. Les systèmes sont devenus plus intelligents et peuvent anticiper et prévoir la demande d'énergie plus précisément pour pouvoir s'adapter mais qu'est-ce que ce budget prévoit pour l'investissement dans de telles technologies innovantes ? Malheureusement rien.

Si nous voulons augmenter le niveau de vie de nos compatriotes, nous devons nous assurer d'y répondre avec des équipements efficaces pour ainsi pouvoir réconcilier prospérité sociale et économique avec les engagements environnementaux. Donc pour finir, il est de la responsabilité de ce gouvernement aujourd'hui, d'augmenter le standard de l'efficience dans

tous les secteurs. On verra alors augmenter la demande pour des technologies propres et cela encouragera l'innovation. Bien sûr, il ne faudrait pas que les compagnies s'en retrouvent pénalisées, ceux qui pèseraient sur la croissance économique.

Mais les technologies vertes ont l'avantage du contraire. Leur efficience permet aux entreprises de faire des profits, donc de créer des emplois, le tout bénéficiant à l'état. De cette façon, on réconciliera croissance économique et impératif environnementaux dans tous les secteurs. C'est ce que nous espérons voir dans le volet transformation et modernisation mais sous le titre *promoting recovery revival and resilience*. On peine pourtant à trouver cette transformation, on peine à trouver un élan directeur qui puisse redonner confiance. Qui puisse indiquer que oui, nous avons compris qu'avec la crise il faut un changement de paradigme, que nous allons procéder à des changements profonds dans la façon de faire et d'envisager les choses. Mais non, aucune feuille de route avec des projets innovants, courageux, révolutionnaires dignes de visionnaires tels que nous attendions. *The wishful thinking* ou mesurette recyclées qui nous sont servies auraient dû pourtant avoir été à l'origine d'un cadre global de réforme sectorielle basée sur l'économie verte.

La toute première réforme que ce gouvernement aurait d'ailleurs dû implémenter est celle d'innover dans la façon de calculer le PIB qui ne prend actuellement pas en considération la contribution de la nature. J'ai posé une question parlementaire à ce sujet, PQ B/350 et je regrette qu'elle soit toujours sans réponse.

Le ministre des Finances aurait dû s'inspirer du *System of Environmental Economic Accounting* établi par les Nations Unies en mars dernier pour ainsi provoquer un changement de paradigme en intégrant la nature et le sociétal dans les décisions de développements mais faute de vision le gouvernement crée l'illusion et nous mène en bateau. Le député de la circonscription No. 16, l'honorable Ittoo a terminé son discours en insistant sur l'importance d'être optimiste. Malgré mon sentiment de symphonie inachevée, j'aimerais lui partager cette phrase de William Ward qui dit –

« Le pessimiste se plaint du vent, l'optimiste attend qu'il change de direction et le réaliste ajuste ses voiles. »

Puisse ce gouvernement se montrer réaliste, ne pas attendre que les crises passent mais puisse-t-il ajuster ses voiles et surtout définir la destination ? Et peut-être alors, peut-être pourrait-il commencer à parler de ressusciter la confiance de la nation. Je vous remercie pour votre attention.

The Deputy Speaker: Hon. Ms Jutton!

(10.15 p.m.)

Ms T. Jutton (Second Member for Vieux Grand Port & Rose Belle): Merci, M. le président. Avant de débiter, permettez-moi de répondre à certains propos que l'honorable Bérenger a soulevés. L'honorable Bérenger a dit que tous les budgets du MSM se ressemblent, c'est comme tous les commentaires sur le budget du MSM qui sont, l'occasion est complètement ratée. Concernant les questions sur, à qui les contrats vont être, bien sûrs, alloués, l'inondation depuis 9 ans, la construction sur les *wet lands* et que fait le gouvernement, je reviendrai sur ça plus tard pendant mon discours. Mais j'aimerais quand même demander, mais qu'a fait le gouvernement d'alors pendant plus de dix ans ? J'y reviendrai, M. le président.

Concernant le projet de Chamarel, j'ai compris que ceci a été fait après des études élaborées. Et ni moi, ni l'honorable membre, ni les autres membres de cet auguste Assemblée ne sont des experts en la matière mais on croit faire confiance aux jeunes professionnels et le gouvernement a répertorié à travers les bois et forêts le nombre d'arbres endémiques pour mieux gérer la préservation de ces arbres. Et les députés de la circonscription donneront plus de détails à ce sujet.

Concernant les jeunes, rediriger les jeunes envers les secteurs agricoles, je pense que mon collègue et le ministre de l'agriculture honorable Gobin en a très largement parlé, mais peut-être qu'elle n'était pas dans la Chambre. Concernant l'opacité, j'y reviendrai M. le président au cours de mon discours.

L'honorable Bérenger parle aussi d'écologie, qui elle dit être un pivot mais la question est, M. le président, qu'en est-il de son employeur Omnicane ? *For whom I believe that the hon. Member is working. That Company is derocking land at La Cambuse and Le Bouchon and does she know, what about,* comme elle l'a dit elle-même, la crise climatique c'est maintenant. Je lui remets les propos que le besoin d'agir c'est maintenant et j'espère que les propos vont remonter justement là où il le faut *and I am sure that the hon. Member is well-aware of the impact of derocking on the environment and especially on the environment at La Cambuse and coming to pesticides, Mr Deputy Speaker, Sir, I am sure she can get more information on same from some of the Members on the other side of the House. For, I am sure they know that one of the biggest consumers of pesticides is the sugar sector and they can even give her more information on some of the doings, which I will not delve into.*

M. le président, je voudrais aussi avant d'entamer mon discours sur les débats budgétaires, vous faire part de mon état d'âme. Je ne comprends vraiment pas pourquoi cet acharnement contre les membres du gouvernement. Des intimidations, des menaces, des injures mêmes. Je dois dire que j'ai été choquée, outrée même par l'attitude de certains membres de cet auguste Assemblée.

En tant que jeune parlementaire, en tant que femme mes collègues et moi-même nous somme inquiètes. Aujourd'hui, certains s'en prennent à mes collègues hommes de ce côté de la Chambre, demain ce serait peut-être envers nous les femmes. Hier, c'était à table demain ça pourrait être dans les couloirs ou même dans l'hémicycle.

Mr Deputy Speaker, Sir, just like in criminal proceedings, the mens rea of the accused is key. We are forced to wonder on the intent behind his acts. Et si tout était déjà prémédité avec une intention claire et nette de semer la bagarre ? *Well, Mr Deputy Speaker, Sir,* dans cet aire où étant des jeunes membres, des jeunes parlementaires et moi-même représentant le *Young Parliamentarians of Mauritius* au IPU et devant justement partager des expériences que nous avons au Parlement et œuvrons pour qu'il y ait plus de chance aux jeunes et surtout aux femmes. Ceci est vraiment ce que je considère une bassesse et j'espère qu'il y aura de plus de sérénité, plus de maturité et plus d'harmonie pas juste dans l'hémicycle mais comme on le dit, l'Assemblée c'est un sanctuaire même et c'est une place sacrée et j'espère que ça va être respecté.

Aussi, M. le président, alors que certains revendiquent maîtriser la langue anglaise par conséquent on ne peut se vanter de supériorité. Certains peuvent être proficient en anglais mais pas en français, d'autres par exemple en hindi ou encore d'autres en espagnol. Il y a tellement de langues, M. le président, mais personne n'a le monopole du langage et ces blagues et remarques de bas étage envers les membres de ce côté de la Chambre, M. le président, ne font particulièrement pas rire ni même sourire. Et certaines femmes de l'autre côté de la Chambre, de l'Opposition sont toujours en train de plaider et de condamner la violence. Mais qu'en est-il de cette violence, la violence mentale, verbale, émotionnelle, les mots, le langage utilisé, M. le président, ont un pouvoir extraordinaire et j'espère qu'il y aura plus de respect.

Mr Deputy Speaker, Sir, today, nearly two years through this pandemic, which has wrecked such a universal pandemonium shunting no less than 178 million people and killing in its wake nearly 3 million. Le monde souffre, M. le président, et tous les pays du monde

sont plongés dans cette angoisse collective. Comme la dit si bien le l'honorable Dr. Padayachy, on est encore en état de guerre et il faut combattre.

La crise sociale et économique pourrait être particulièrement dévastatrice mais on ne peut se laisser abattre. Jamais l'art de gouverner n'aura joué un tel rôle dans l'histoire récente. M. le président, c'est précisément à un moment si solennel de notre histoire que le ministre des Finances, l'honorable Dr. Padayachy sous le leadership de l'honorable Premier ministre, Pravind Kumar Jugnauth offre aujourd'hui à travers ce budget une arche de Noé qui peut nous protéger et sauver tous. Ils méritent tous les deux nos sincères remerciements et félicitations.

And this is why, Mr Deputy Speaker, Sir, I consider it a singularly immense honour to be part of this dedicated team serving the nation and having the opportunity to bring my humble contribution to the debates in this august House. Mr Deputy Speaker, Sir, as we all know the precarious situation which the world is facing at the moment and how difficult times are ahead of us. We all know that the effect and impact of the crisis due to the pandemic is unlikely to disappear so soon. We know that we have to work hard, that we have to make compromises and that we have to be ready for sacrifice and, you know, Mr Deputy Speaker, Sir, the majority of people were braced for the worst. Mr Deputy Speaker, Sir, they are today relieved and I can confirm it from my constituents themselves. They are relieved that so many measures have been proposed and that the hon. Dr. Padayachy...

(Interruptions)

The Deputy Speaker: Order!

Ms Jutton:...came up with so many things to ensure that our citizens lead a comfortable life. Les prophètes de malheur ont tant souhaité, M. le président, mais ils ont été déçu car notre gouvernement a choisi de ne pas abolir, par exemple, le salaire minimum, la *Negative Income Tax*, l'éducation gratuite, les subventions sur des frais d'examen pour SC et la HSC, le transport gratuit pour des personnes âgées et les étudiants, et aussi, de ne pas réduire la pension de vieillesse. And for this, Mr Deputy Speaker, Sir, I again commend the hon. Dr. Padayachy and the hon. Prime Minister for being bold. We have, so far, heard many attempts from Members on the other side of the House, in a bid to undermine and formulate adverse criticism with respect to this Budget. *Parmi, on a entendu : manipulation des chiffres, sans direction, sans tête, manque de mesures audacieuses, budget confettis, etc.* Well, Mr Deputy Speaker, Sir, it is very easy to criticise, to sit and say this is not good, that is

not good enough but to actually hold the reins and steer the way is altogether another thing, Mr Deputy Speaker, Sir. And, while the Opposition have been trying by all ways and means to undermine the good work that this Government, under the able leadership of the hon. Prime Minister is doing, slogging night and day to make of the paradise lost under the Labour Regime into a Paradise Regain.

Coming to the Budget for my Constituency, Mr Deputy Speaker, Sir, let me tell you that, as Parliamentary Private Secretary, over the last two years, I have been working relentlessly to ensure that my Constituency is getting better and better each day, and ensure that my projects progress. First of all, I would like to thank Dr. the hon. Padayachy for the budget allocated for the last financial year. I would like to inform the House that as far as Constituencies 11 and 12 are concerned, more than 300 projects have been completed. The projects comprise, *inter alia*, of construction of roads, drains, lighting of football grounds, replacement of water pipes and coastal protection works. In only Constituency 11, so many major projects have been completed and just to name a few, Mr Deputy Speaker, Sir, for instance, resurfacing of roads, Union Park School Lane; Railway Road, Rose Belle; Kenya Network, Vieux Grand Port; Aru Street, Bois des Amourettes; Laval Joseph Road, Providence; Ringadoo Road, New Grove; EDC Network, St Hubert; Balma Street, Grand Sable; Riche en Eau. And coming to Riche en Eau, Mr Deputy Speaker, Sir, I have to tell you that this project is indeed one which entails a lot of significance and impact, being a small locality whereby the inhabitants have been suffering for over decades; not only were drain works completed, but we met and talked to the people and they made a request to change the water pipes and, upon negotiating with the CWA, they agreed to provide the pipes, the fittings and the technical assistance, and today, the inhabitants have a regular water supply and the recent flashfloods justify that the actions were indeed of consequential effect. I would take this opportunity here to thank the Riche-en- Eau Sugar Estate for its assistance in the project.

Coming to a few other projects, one such village is the village of Bananes whereby no works were done for over a decade again. And here again, I negotiated with the Road Development Authority, the CWA and the NDU to have the whole, as we say, '*l'amiante*' water pipes replaced for the whole village and the RDA completed the resurfacing in the whole village. Today, the people of Bananes are really thankful for same.

Mr Deputy Speaker, Sir, just to mention a few other projects as well, we have from RDA recently completed the milling and resurfacing at Cluny and Bémanique at Mare

Chicose, New Grove, Gros Billot, Petit Sable and Bambou Virieux; we have just started at Vieu Grand Port and we are embarking on same at Grand Sable, whereby we are also reconstructing the bridge. Same has also been completed at Quatre Soeurs.

Let me now come to flood mitigation measures, Mr Deputy Speaker, Sir. Previously, the two flood-prone areas identified by the Land Drainage Authority were Nouvelle France and Gebert. Allow me to give a very brief overview. For Nouvelle France, I have been myself chairing several stakeholder meetings with officers and authorities and together with my two colleagues, hon. Seeruttun and hon. Ms Ramyad; we had several site visits together with the inhabitants and the members of the Village Council. I have to say that, unfortunately, due to COVID, unforeseen circumstances, there was an unexpected delay in the start of works. However, let me inform the House that today, works are currently being done along what we call Alignment 3 from Solesse Lane towards Savanne Road at Nouvelle France.

The Road Development Authority has also allocated a contract to Sotravic Ltd for upgrading of roadside drains along the A10 Road, from the Community Centre to Nouvelle France roundabout and it will include the construction of 1,030 meters of covered drains. A second phase of the project will comprise of works at Kanpur region near Restaurant des Merveilles towards Allée Jacques and from Allée Jacques to Savanne Road. The upstream region at Save Mart will also be looked into. The estimated cost for only Phase 2 will amount to around Rs250 m. and will include 6 different alignments that will provide the much needed relief for inhabitants for Nouvelle France, who have been severely affected from the precedent natural calamity.

A second drain project is at Gebert-Gros Billot which is estimated at a cost of around Rs372 m., and again, for this project I have been chairing several stakeholder meetings with various authorities such as Metro Express Ltd, CWA, CEB, RDA, etc. together with my RDO, Project Manager, Engineers and Consultants. The Phase 1 of the project will comprise of drain works along the Gebert region and will be implemented as soon as the land acquisition procedures are over.

Mr Deputy Speaker, Sir, the next emergency project is for the region of St Hubert and St Hilaire. Further to flooding in early 2020, I have been striving to have surveys done by professional engineers, the Land Drainage Authority, and have this region declared as flood-prone, and I have to say, indeed, succeeded. A Consultant will be appointed for flood

mitigation works in the region of Cité St Hilaire and the regions of St Hubert, namely, Vanapillay, Juhoor, Beehary and Ah Foo Lanes and the Technical Report will highlight the proposed remedial works to be implemented.

And I have to say that hon. Hurreeram has always been very supportive and attentive to the request, as well as the hon. Prime Minister himself. In the recent months, our South-East Coast from Rivière des Créoles to Bambou Virieux has been adversely affected by unprecedented heavy downpour of over 400 mm of rain within less than 6 hours. I believe that most of us must be knowing that the villages on the coastal region from Rivière des Créoles to Deux Frères are locked between on one side, the mountains and on other side, the sea. The villages are almost at the foot of the mountains. As a result, during heavy rainfall, water cascading from the mountains cause havoc to both the houses and plantations. The flash floods of 16 April are still fresh in the memory. So many of our constituents were devastated, many lost their dwellings, all their belongings *et leurs vivres même*, M. le président et des enfants qui ont même perdu leurs matériaux scolaires, leurs livres et leur uniforme. And I have personally ensured that food packs, *repas chaud* be distributed and basic necessities be provided to the aggrieved families at Rivière des Creoles, Bambous Virieux and Providence and I wish to thank all the volunteers and sponsors who have been there to help as brothers and sisters coming together for a bigger cause, humanity.

Mr Speaker, Sir, the harm caused to houses, roads, crops and infrastructure was immense and I can still remember that on that day, there were students who were stuck when going for exams. *La peur qu'ils ont ressenti et le courage dont ils ont démontré en bravant le mauvais temps tout avec l'incertitude s'ils pourront même retourner chez eux. Je me souviens aussi de la petite Russick dont les résidences doivent être évacuées au plus vite possible.* And I would like here to thank the Mauritius Police Force and the Special Mobile Force as well as the National Coast Guard who intervened promptly to enable these students to sit for their exams.

Hon. Members, a life lost is too much. We would not like to witness the tragedy of Port Louis and Mon Gout again where people lost their lives in flash floods. And each life counts, each life matters for our hon. Prime Minister. And this is why today hon. Dr. Padayachy has been willing to dedicate such a huge portion of the budget to Flood Management System. *Notre gouvernement, c'est un gouvernement qui a du cœur et qui croit dans l'action.*

The hon. Prime Minister, himself, came to meet some of the aggrieved families and visited the affected regions and ensured that everything be done at the earliest to soothe the distress of those affected. Whilst we had to adopt short term reactive measures swiftly to mitigate the disastrous effects of flooding, a series of measures have also been devised over a longer span of time and this budget is tangible proof of it, Mr Deputy Speaker, Sir.

Après avoir eu plusieurs réunions avec la *Land Drainage Authority*, les officiers de la NDU, ainsi qu'avec d'autres autorités telles que la RDA, le ministère de l'Environnement, j'ai fait état des travaux urgents. Et je reviens ici justement à un des commentaires que l'honorable Ms Bérenger a fait. Elle a dit que - elle n'est pas là, bien sûr, après avoir parlé, elle a quitté la Chambre.

(Interruptions)

As usual ! Elle a dit qu'elle veut faire des propositions au ministre de l'Infrastructure, l'honorable Hurreeram et que toutes les mesures qui sont en train d'être prises doivent être prises en collaboration avec d'autres autorités telles que le ministère de l'Environnement. Mais laissez-moi informer la Chambre que tout ceci est fait, c'est un gros travail qui est fait en amont avec toutes les autorités concernées justement. Et pendant que tous les officiers et les députés et même les ministres se penchent justement pour trouver des solutions, on n'a pas vraiment le temps d'aller faire des *lives* ou aller faire des conférences de presse, vous voyez, M. le président. Mais pour nous, c'est l'action et la solution qui compte.

So, after having several consultative meetings with the hon. Minister of Finance and his team, who I have to say have been *à l'écoute* and have been collaborating fully with us all the team of PPSs. We also met the hon. Prime Minister and I thank him for believing in us and for being attentive to our request.

Mr Deputy Speaker, Sir, climate change is inevitable but our response to it is not. Following the flash floods, the Land Drainage Authority declared the following sites and villages to be high risk areas, namely Bambous Virieux, Anse Jonchée, Providence, Bois des Amourettes, Vieux Grand Port, Ferney and Rivière des Creoles.

And a few of the short term reactive measures which were adopted are cleaning of roadside drains and culverts effected by the RDA, along the coastal Road. Just to point out as hon. Hurreeram mentioned yesterday, henceforth there will be a member of a Land Drainage Authority to sit on the Board of the Road Development Authority. There have also been cleaning of drains and culverts by the local council, the District Council of Grand Port and

there has been urgent desilting of rivers at Rivière des Creoles, Bois des Amourettes, Vieux Grand Port and Bambous Virieux by the NDU.

And not later than last week itself, Mr Deputy Speaker, Sir, my colleagues and I conducted site visits and ensured that works were being done to satisfaction. I have to also inform the total cost of the desilting works which amount to around Rs49.9 m., including VAT. Necessary upgrading works have been done, including provision of stilling and retention basins within the water courses to reduce the velocity of a storm water during peak flows and stone and boulders pitching on both sides of a river embankments to ensure that there is no overflowing of a river bed and overtopping which have affected households and which can endanger human lives.

Mr Deputy Speaker, Sir, I seize this opportunity to thank my whole team at the NDU who had been toiling hard and been attending to all my requests promptly. Allow me to say their names, my Project Manager, Mr Ragaven, my RDO, Mr Itbraham, my SRDO, Mr Oozeer and my engineers, Mr Matadeen and Mr Durbaree.

Coming to the long-term measures, Mr Deputy Speaker, Sir, this is what this budget is actually commending. The implementation of a three year National Flood Management Program which amounts to Rs11.7 billion out of which Rs1.5 billion is allocated for the regions which I have just mentioned, have declared flood prone by the LDA and which have been severely affected by the recent flash floods. A few days ago I myself spoke to the Director of the Land Drainage Authority and I'm pleased to inform the House that works will kick-start very soon. A global consultancy assignment is being worked by all authorities, including LDA, NDU, RDA and District Council to address the problem of severe flooding and water accumulation encountered, and to ensure implementation of permanent measures that will include upgrading and reconstruction of the existing collector drains from upstream and culverts to the coastal road sea outlets. The coastal roads will also be elevated at critical regions to prevent seawater surges onto land, thereby causing ineffective storm water disposal from water coming from mountains.

M. le président, après toutes ces mesures préconisées, entendre certains membres de l'autre côté de la Chambre dire que ce ne sont que des effets d'annonce. Ce n'est pas du tout le cas.

Well, some Members on the other side of the House had even been elected in my constituency for eons, yet did absolutely nothing and today they are criticising *avec un sans-gêne époustouflant!* I would say *des dinosaures*, M. le président.

I hereby again thank the hon. Minister of Finance for the budget allocated to my constituency. Now, along with financial support, legislative constraints will also be curtailed. *Et, malheureusement, l'honorable Bérenger n'est pas là pour écouter justement ce qu'elle a demandé plus tôt.* There will be the Rivers and Canals Act which will now be amended to exempt Public Bodies designated by the Land Drainage Authority to implement drain projects from seeking approval of the Supreme Court. This new amendment will provide for faster implementation of drain projects. The LDA as part of the Morcellement Board will also issue clearances to see to it that drain infrastructure are implemented within prescribed norms and standards and that a holistic and sustainable approach is applied when it comes to parcelling and future use of agricultural land and bare lands.

Indeed, Mr Deputy, Speaker, Sir, as hon. Hurreeram mentioned in his speech, the LDA will now be empowered to issue enforcement notices to public bodies and other stakeholders and if need be, also to private ones from non-maintenance of drainage infrastructure falling under the purview.

The question now is whether we shall have the implementation capacity to implement these numerous projects *et comme l'a dit l'honorable Ms Bérenger, elle se pose des questions sur même les contrats qui vont être alloués.*

Let me tell her and as well as to hon. Woonchit earlier, who seems to be a fortune-teller with his *Boule de Crystal* predicting that this project, this Land Management System, is bound to fail and saying that this Government does not have the competence. Well, about competence, M. le président, I believe my colleague hon. Koonjoo-Shah mentioned earlier, about the certificate of incompetence delivered to Labour Government in 2014 and 2019.

Well, coming to other measures which I hope hon. Ms Bérenger is listening to, from home. The Public Procurement Act will also undergo amendments to report non-performing suppliers and contractors on emergency contracts. The reviewing of a grading structure and grade ceiling for contractors will also enable smaller contractors and players to undertake smaller contracts of up to Rs10 m. hereby democratising the share of public sector projects and enabling medium and larger contractors to quote for bigger drain projects.

Et non, M. le président, *c'est pa pu ti copin, ti copines sa*. I have no doubt that with the goodwill of this Government and the collaboration from every stakeholder, from near and far, we shall embark on and reach our destination on this ambitious programme which echoes that we are indeed a nation of achievers and achievements and to add to the glory and legacy which late Sir Anerood Jugnauth left us with.

Further to the projects I mentioned, Mr Deputy Speaker, Sir, a few more projects about my Constituency. Under economic recovery programme, Rs5.7 billion have been injected to help community development projects across Mauritius. Concerning my own Constituency, there will now be the set-up of new market fairs, the extension of a food market at Rose Belle and a new one in Nouvelle France.

As PPS, I have also been monitoring requests made by our people on the CSU platform and I have been chairing task force meetings with all stakeholders to ensure that requests and queries are addressed promptly by each authority concerned. Moreover, I have been working closely with the local Government and the District Council of Grand Port to ensure that these requests are actually looked into. And just to inform the House of a few projects which are currently being undertaken-

- 1) The resurfacing of Providence Road.
- 2) The resurfacing of Reynald Road, construction of steps and hand rails at Tegally Street.
- 3) Construction of Pailles en Queue Street.
- 4) Construction of roads at Tulsi Lane, New Grove, and
- 5) A series of other projects, not to forget Shivala Road, Rose-Belle and a new parking area at Bambous Virieux.

Well, Mr Deputy Speaker, Sir, all these investments made in public infrastructure is exactly what will boost the construction industry and continue to generate employment in that sector.

Mr Deputy Speaker, Sir, coming to our coastal protection, some Members on the other side of the House said that we forgot the Wakashio incident. How can we ever forget, Mr Deputy Speaker, Sir?

Last year, we announced the Rs215 m. for protection of our beaches, lagoons and coral reefs and for major landscaping and infrastructural works. And this Budget provides for

the allocation of Rs2.2 billion to the National Environment Fund whereby Rs1.2 billion over three years will be invested for the protection and rehabilitation of our coasts including works from Bambous Virieux to Anse Jonchée, Bois des Amourettes, Vieux Grand Port, a walkway, a jetty, a slipway, a boat passage and coastal restoration at Vieux Grand Port and not to forget, the waterfront at Rivière des Creole and at Deux Frères. There will also be the plantation of 15,000 mangroves in the South Eastern Coast as well as the Western region.

Mr Deputy Speaker, Sir, the United Nations has declared this decade as the Decade for Action and, our Government is leaving no stone unturned in taking relevant actions necessary to implement the 2030 Agenda for Sustainable Development. Other laudable measures also include for instance, the establishment of a National Environment Cleaning Authority under the aegis of the Prime Minister's Office with a seed funding of Rs100 m. as well as an additional Rs790 m. for cleaning, embellishment and solid waste management.

There is also Rs250 m. allocated for embellishment of beaches, cleaning of rivers and canals, rehabilitation of heritage and tourist sites, greening of towns and villages and I have to say that consultancy and site visits have already started in my Constituency from Ferney, Vieux Grand Port and along the coast. I also wish to thank the hon. Dr. Padayachy and hon. Dr. Jagutpal for the New Health Centre at New Grove.

M. le président, l'honorable Mme Foo Kune-Bacha a dit qu'il serait bien que la transplantation rénale - elle n'est pas là elle aussi - se fasse à Maurice. Well,....

(Interruptions)

Well, let me tell her that a renal hospital will indeed be set up at Nehru Hospital, in my Constituency, Rose-Belle and, unfortunately, she was not here, in the House when hon. Dr. Jagutpal did mention about it in his Speech as well as informed on the series of measures for hospitals and public hospitals and, even on the reduced waiting time in the hospitals.

M. le président, alors que plusieurs États sont terrassés par la détérioration de la situation autour du COVID-19 et surtout le fait d'avoir sous-estimé le virus et que la guerre des vaccins continue, here our Minister of Finance understands that research is the torch that will allow us to find light in the dark tunnel. Research will indeed help us to identify the different options available and to make a right decision in the interest of the citizens of the Republic of Mauritius. MRIC, with a new mandate, will play a key role in the development of our economy. To give a new stimulus to biotechnology and pharmaceutical industry, I refer to the wide plethora of measures announced in the Budget Speech from clauses 173 to

182 especially about providing a seed capital of Rs1 billion to the Mauritius Institute of Biotechnology and for setting up a Manufacturing Plant for the local production of COVID-19 vaccines. This is what I call *audacieux*. Et l'honorable Juman qui disait que c'est Budget décomposé et qu'il y a un manque de leadership, let me tell him....

(Interruptions)

...let me tell him that anyone can lead during the great times but the great ones lead during the rough times.

Let me now conclude, Mr Deputy Speaker, Sir, because of time. There are a plethora of measures on education which unfortunately, I will not have time to go through but just being a Member of young Parliamentarians on IPU, and I wish to quote something which is one of the outcome of the conference which says that we have to work on hybrid models in education models starting by bridging the digital divide and reducing or eliminating the cost of digital learning. Well, this is exactly what this Budget is doing.

Moreover, to support Online Learning, the University of Mauritius, the UTM, *l'Université des Mascareignes*, are investing Rs33 m. in an e-learning Management System. *Alors que le Leader de l'Opposition et l'honorable Uteem* have been decrying the ranking of our public universities, I have to ask what did they have to say when the future of our youth was put at stake with University *marrons*, and to hon. Lobine who said that the youth of our country are losing hope? What happened then?

The Deputy Speaker: Hon. Mrs Jutton!

Ms Jutton: I am concluding.

The Deputy Speaker: Please try to!

Ms Jutton: *Okay, je viens à la conclusion. M. le président, dans le cataclysme sanitaire que le pays a traversé, n'étant pas à l'abri d'une vague renouvelée, le désenchantement de l'Opposition vis-à-vis des mesures de survie même que ce budget propose ne passe pas inaperçu. Pour quiconque veut considérer des mœurs anti-démocratiques de la République, c'est presque équivalent de complot contre le peuple. Il faut cultiver dans la présente crise un sentiment élevé du bien commun, en cherchant à transcender le temps de l'épreuve, nos désaccords politiques et ordinaires. Hier, l'honorable Dr. Gungapersad...*

The Deputy Speaker: Hon. Ms Jutton! Very kindly, wrap up in 2-3 sentences.

Ms Jutton: It is only one sentence.

The Deputy Speaker: Thank you.

Ms Jutton: *Hier, l'honorable Dr. Gungapersad a fait référence à la Bhagavad Gita, qui est un livre sacré, qui prône le sens du devoir - le dharma ; et pour ce gouvernement, nous considérons aussi notre devoir envers le peuple comme sacré, et nous ne reculerons devant rien et j'invite ainsi les députés de l'autre côté de la Chambre à sacrifier leurs égos politiques en cette période difficile et d'être unis pour renforcer notre résilience et pour que nous soyons tous mieux ensemble.*

Merci.

The Deputy Speaker: Thank you very much. That was a very long last sentence!

Hon. Mrs Jeewa-Daureeawoo!

The Minister of Social Integration, Social Security and National Solidarity (Mrs F. Jeewa-Daureeawoo): Mr Deputy Speaker, Sir, I move that the debate be now adjourned.

The Deputy Prime Minister seconded.

Question put and agreed to.

Debate adjourned accordingly.

ADJOURNMENT

The Deputy Prime Minister: Mr Deputy Speaker, Sir, I beg to move that this Assembly do now adjourn to Saturday 19 June at 11.30 a.m.

Mr Seeruttun seconded.

Question put and agreed to.

The Deputy Speaker: The House stands adjourned.

We will listen to Members with Adjournment Matters until we have the quorum. Hon. Uteem!

(10:57 p.m.)

MATTERS RAISED

PORT-LOUIS, BANCILHON & ENNISKILLEN STREETS - SEWER PROBLEM

Mr R. Uteem (Second Member for Port Louis South & Port Louis Central):

Thank you, Mr Deputy Speaker, Sir. Le problème que je voudrais soulever concerne le ministre de l'Énergie et des Utilités publiques, qui malheureusement n'est pas dans cette Chambre. Il s'agit, une nouvelle fois, d'un problème d'égout, causant une odeur nauséabonde à la Croisée des Rues Bancilhon et Enniskillen à Port-Louis, tout près du *Harbour View II*, tout près d'un jardin d'enfant qui vient d'être inauguré à peine quelques mois de cela. Il y a une fuite d'eau usée et un refoulement d'égout. Donc, je demande au ministre concerné ou du moins si on peut passer le message au ministre concerné, d'assurer que la *Wastewater Management Authority* fasse le nécessaire pour remédier à la situation, car l'odeur est vraiment impossible à supporter.

Merci.

The Deputy Speaker: Thank you very much. Hon. Minister!

The Minister of Finance, Economic Planning and Development (Dr. R. Padayachy): M. le président, j'ai pris note de la question et je passerai le message au ministre concerné, l'honorable Lesjongard.

The Deputy Speaker: Thank you very much. Hon. Ameer Meea!

ROCHE BOIS YOUTH CENTRE

Mr A. Ameer Meea (Third Member for Port Louis Maritime & Port Louis East):

Mr Deputy Speaker, Sir, the issue I am raising tonight is addressed to the hon. Minister of Youth Empowerment, Sports and Recreation. It is in relation to Roche Bois Youth Centre, which is found at *Allée Tamarin* near *la plaine Dragon*. The Centre has been closed for more than two years now and this is depriving the youngsters of many activities, and the reason is there is a dire need for renovation and upgrading of the Centre. Alongside the Centre, there is a basketball pitch, where there is no lighting. So, I am sure that the hon. Minister will give due consideration to my request.

The Minister of Youth Empowerment, Sports and Recreation (Mr S. Toussaint):

Mr Deputy Speaker, Sir, premièrement, pour le moment, à cause de la Covid, les activités dans tous les *Youth Centres* sont interdites. Deuxièmement, durant le dernier confinement de l'année dernière, il y a eu des actes de vandalisme extrêmes qui ont endommagé tout le circuit électrique à l'intérieur du centre, aussi bien que d'autres dommages infrastructurels. Malheureusement, au niveau des procédures du *Procurement*, on a eu beaucoup de soucis - *yes*. Et malheureusement, *nous pas kapav faire* plus vite que ça ; il faut respecter les

procédures comme vous le dites très souvent. Donc, il y a eu un gros souci avec le *Procurement* pour avoir les contracteurs ou bien les prix donnés étaient trop élevés. Donc, on a dû relancer le *Procurement*. Alors, j'espère que, très vite, on aura des contracteurs qui pourront démarrer les travaux de rénovation à l'intérieur, parce que, je le redis, tout le système électrique est endommagé dans ce centre. Dès que les travaux seront terminés et qu'éventuellement aussi avec la *Quarantine Act* on est *okay*, les activités pourraient reprendre. Je peux assurer l'honorable membre que je suis cela de très près, et d'ailleurs le *Youth Centre* de Roche Bois est tout le temps dans ma tête, je connais ce dossier par cœur.

The Deputy Speaker: Thank you very much. Hon. Nagaligum!

**ROSE HILL, CEB & NOTRE DAME DE LOURDES CHURCH - STRAY
DOGS**

Mr D. Nagalingum (Second Member for Stanley & Rose Hill): Mr Deputy Speaker, Sir, the issue I want to raise is addressed to the Minister of Agro-Industry and Food Security - he is not here. Stray dogs is a permanent problem in our country. Since some time back, more and more stray dogs are literally invading some specific regions of Rose Hill. I am here mentioning the vicinity of CEB at Rose Hill and around *Notre Dame de Lourdes Church* at Rose Hill. I request to the Minister of Agro-Industry and Food Security, together with the MSAW, to look into the matter urgently.

Thank you.

The Minister of Financial Services and Good Governance (Mr M. Seeruttun): Mr Speaker, Sir, I take note of the request of the hon. Member and I will convey the message to my colleague, the Minister of Agro-Industry and Food Security.

The Deputy Speaker: Thank you very much. Have a safe trip back home!

At 11.02 p.m., the Assembly was, on its rising, adjourned to Saturday 19 June 2021 at 11.30 a.m.

